

N° 61-205-X au catalogue

Investissements privés et publics au Canada : perspectives

2014



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 61-205-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada

Division de l'investissement, des sciences et de la technologie (DIST)

Section des dépenses en immobilisations

Investissements privés et publics au Canada : perspectives

2014

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2014

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

<http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.html>

Février 2014

N° 61-205-X au catalogue

ISSN 1718-3812

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p < 0,05$)

Remerciements

Cette publication a été réalisée à la Division de l'investissement, des sciences et de la technologie sous la direction de Greg Peterson, directeur, Augustine Akuoko-Asibey, chef de la Section des Dépenses en immobilisations et Valérie Gaudreault, chef d'unité. Les analystes suivants ont contribué d'une façon particulière : Adam Bunko, Joanne James, Lee-Anne Jennings et Debra Roberts. Caroline Andrews et Ali Bouzidi ont prêté leur assistance technique. Les personnes suivantes ont participé à la collecte et à la préparation des données : Eugenia Bobko et Brianne Steele. Division des Méthodes d'enquêtes-entreprises : Javier Oyarzun et Gerrit Faber. L'enquête sur les Dépenses en immobilisations et en réparations pour les administrations publiques provinciales au Québec est l'oeuvre conjointe de Statistique Canada et de L'institut de la statistique du Québec. Leur collaboration mérite notre reconnaissance.

Note concernant CANSIM

Pour la plupart des tableaux de la présente publication, les données sont disponibles sur CANSIM (Système canadien d'information socio économique). Les numéros de référence CANSIM apparaissent au bas de chaque tableau. Ceux-ci comprennent maintenant les perspectives pour 2014, les dépenses réelles provisoires de 2013 et les dépenses réelles de 2012.

Table des matières

Faits saillants	5
Analyse	6
Secteur du transport et de l'entreposage	7
Secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz	7
Secteurs des services publics et du commerce de détail	7
Autres secteurs	8
Provinces et territoires	8
Graphiques	
1. Progression dans les intentions d'investissement	6
Produits connexes	13
Tableaux statistiques	
1 Résumé par secteur, Canada	16
2 Immobilisations et réparations, Canada	18
2-1 Agriculture, foresterie, pêche et chasse, secteur [11]	18
2-2 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]	19
2-3 Services publics, secteur [22]	21
2-4 Fabrication, secteur [31-33]	22
2-5 Commerce de gros, secteur [41]	24
2-6 Commerce de détail, secteur [44-45]	25
2-7 Transport et entreposage, secteur [48-49]	26
2-8 Industrie de l'information et industrie culturelle, secteur [51]	27
2-9 Finance et assurances, secteur [52]	28
2-10 Services immobiliers et services de location et de location à bail, secteur [53]	29
2-11 Services professionnels, scientifiques et techniques, secteur [54]	30
2-12 Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, secteur [56]	31
2-13 Services d'enseignement, secteur [61]	32
2-14 Soins de santé et assistance sociale, secteur [62]	33
2-15 Arts, spectacles et loisirs, secteur [71]	33
2-16 Hébergement et services de restauration, secteur [72]	34
2-17 Autres services, sauf les administrations publiques, secteur [81]	34

Table des matières – suite

2-18	Administrations publiques, secteur [91]	35
3	Résumé par provinces et territoires	36
4	Immobilisations et réparations, provinces et territoires	37
4-1	Terre-Neuve-et-Labrador	37
4-2	Île-du-Prince-Édouard	40
4-3	Nouvelle-Écosse	43
4-4	Nouveau-Brunswick	46
4-5	Québec	49
4-6	Ontario	53
4-7	Manitoba	57
4-8	Saskatchewan	60
4-9	Alberta	63
4-10	Colombie-Britannique	67
4-11	Yukon	71
4-12	Territoires du Nord-Ouest	74
4-13	Nunavut	77
5	Investissements publics	80
5-1	Canada, résumé par secteur	80
5-2	Provinces et territoires	82
6	Investissements privés	83
6-1	Canada, résumé par secteur	83
6-2	Provinces et territoires	85

Qualité des données, concepts et méthodologie

Introduction	86
Concepts	87
Sources	93
Assurance de la qualité	95
Méthodologie	97
Utilisateurs et utilisations	111
Chronologie de la série des dépenses en immobilisations	112
Mesures de la qualité	114

Appendice

I	Glossaire	117
II	Références	121

Faits saillants

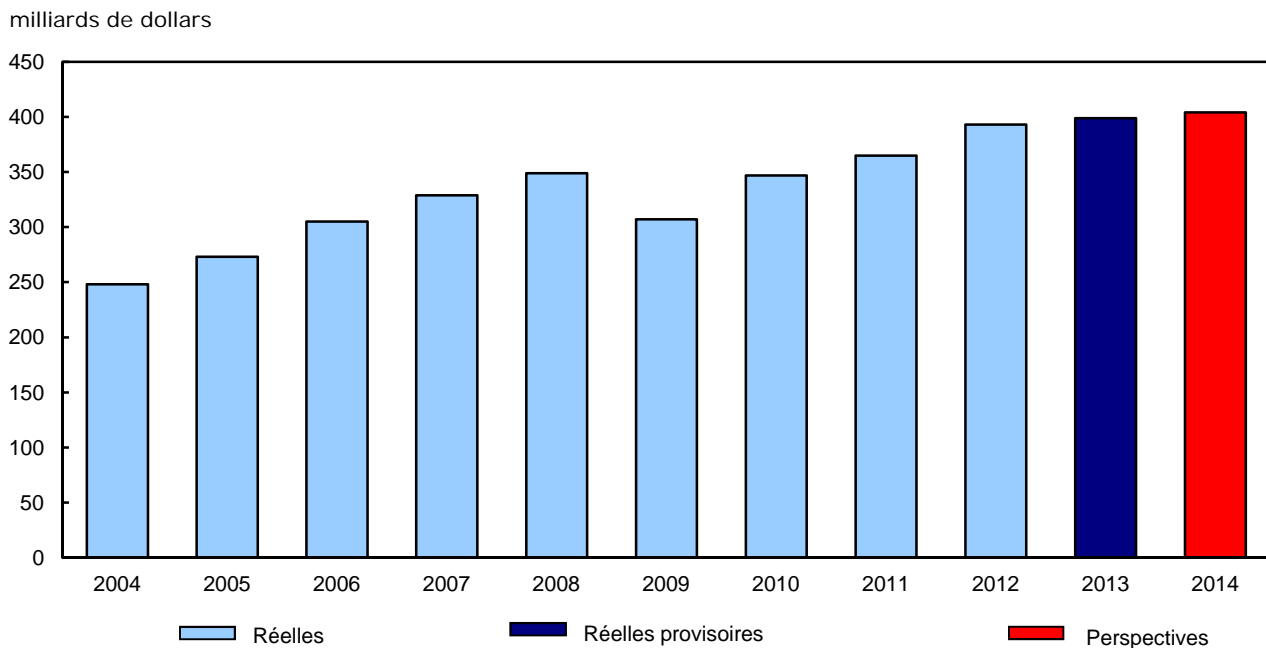
- Les organismes publics et privés et le secteur de l'habitation ont l'intention d'investir 404,5 milliards de dollars en construction et en matériel et outillage en 2014, en hausse de 1,4 % comparativement à 2013.

Analyse

Les organismes publics et privés et le secteur de l'habitation ont l'intention d'investir 404,5 milliards de dollars en construction et en matériel et outillage en 2014, en hausse de 1,4 % comparativement à 2013.

Les augmentations considérables du volume des investissements prévus dans les secteurs du transport et de l'entreposage, de l'habitation et des administrations publiques sont les principaux facteurs de la hausse. La croissance déclarée pour ces secteurs est en partie contrebalancée par la diminution prévue de l'investissement des organismes dans les secteurs des services publics, du commerce de détail ainsi que des soins de santé et de l'assistance sociale.

Graphique 1
Progression dans les intentions d'investissement



L'investissement accru en immobilisations du secteur public en 2013 devrait se poursuivre en 2014. On prévoit que les dépenses en immobilisations de ce secteur passeront à 89,3 milliards de dollars en 2014, en hausse de 1,9 % par rapport à 2013.

L'investissement en immobilisations du secteur privé, y compris le secteur de l'habitation, devrait atteindre 315,2 milliards de dollars en 2014, en progression de 1,3 % comparativement à 2013. On estime que l'investissement dans le secteur de l'habitation croîtra de 1,8 % pour s'établir à 107,1 milliards de dollars en 2014, selon les projections de mises en chantier de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

L'investissement dans la construction non résidentielle, qui représente plus de 62 % du total des investissements, à l'exclusion de l'habitation, devrait reculer de 0,2 % pour se situer à 185,4 milliards de dollars. Les dépenses en immobilisations en matériel et outillage devraient augmenter de 3,9 % pour se fixer à 112,0 milliards de dollars.

Secteur du transport et de l'entreposage

Les intentions d'investissement en immobilisations déclarées dans le secteur du transport et de l'entreposage laissent entrevoir une progression de 14,7 % pour atteindre 27,3 milliards de dollars en 2014.

Cette augmentation est surtout attribuable aux investissements plus élevés attendus dans le secteur du transport par pipeline et dans celui du transport en commun et du transport terrestre de voyageurs. Les entreprises ont l'intention d'investir 9,2 milliards de dollars en 2014 dans le secteur du transport par pipeline, en hausse de 35,8 % par rapport à 2013. Cela expliquerait plus des deux tiers (68,7 %) de l'augmentation prévue dans le secteur du transport et de l'entreposage.

L'investissement dans le secteur du transport en commun et du transport terrestre de voyageurs devrait s'accroître de 17,2 % pour passer à 7,2 milliards de dollars en 2014.

Secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz

Les intentions d'investissement en capital dans le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz indiquent une légère augmentation de 0,1 % pour atteindre 88,3 milliards de dollars en 2014. La progression observée dans le sous-secteur de l'extraction de pétrole et de gaz devrait contrebalancer le recul dans le sous-secteur de l'extraction minière.

Dans le sous-secteur de l'extraction de pétrole et de gaz, les entreprises ont déclaré avoir l'intention d'investir 71,6 milliards de dollars en 2014, en hausse de 3,1 % par rapport à 2013. Le secteur de l'extraction classique de pétrole et de gaz, qui représenterait plus de la moitié (53,3 %) de ce montant, devrait connaître une croissance de 3,8 % pour s'établir à 38,1 milliards de dollars. L'investissement dans le secteur de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques devrait progresser de 2,3 % pour atteindre 33,4 milliards de dollars.

Les entreprises du sous-secteur de l'exploitation minière ont déclaré que leur investissement devrait diminuer de 14,8 % pour se chiffrer à 11,5 milliards de dollars en 2014. L'industrie de l'extraction des minerais métalliques devrait être principalement à l'origine de ce fléchissement.

Secteurs des services publics et du commerce de détail

Les organismes du secteur des services publics ont déclaré que leur investissement en construction et en matériel et outillage devrait diminuer de 4,1 % pour s'établir à 30,5 milliards de dollars. Ce recul ferait suite à un niveau d'investissement record observé en 2013.

Le secteur des services publics est le troisième secteur en importance à investir dans des dépenses en immobilisations, représentant plus de 10 % du total de l'investissement, à l'exclusion de l'habitation.

La forte hausse prévue dans le secteur de la distribution de gaz naturel et dans celui des réseaux d'aqueduc, d'égout et autres ne devrait pas compenser la diminution projetée dans le secteur de la production, de la transmission et de la distribution d'électricité. Les dépenses en immobilisations du secteur de la production, de la transmission et de la distribution d'électricité devraient reculer de 8,0 % pour atteindre 22,8 milliards de dollars.

La majeure partie du repli dans le secteur des services publics serait attribuable à deux provinces en 2014. Au Québec, les dépenses en immobilisations de ce secteur devraient reculer de 16,6 % pour s'établir à 6,0 milliards de dollars, alors qu'en Alberta, elles devraient diminuer de 8,7 % pour se chiffrer à 6,9 milliards de dollars.

Les organismes du secteur du commerce de détail ont déclaré que leur investissement en construction et en matériel et outillage pourrait diminuer de 10,7 % pour s'établir à 9,1 milliards de dollars. Ce repli ferait suite à un investissement record en 2013 pour ce secteur. Les baisses prévues par le Québec et l'Ontario seraient les plus importantes pour ce secteur.

Autres secteurs

Les intentions d'investissement en immobilisations déclarées par les organismes dans les secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale indiquent une baisse de 7,9 % des investissements, qui atteindraient 8,9 milliards de dollars en 2014. Le sous-secteur des hôpitaux représente plus des trois quarts (78 %) du recul général prévu dans ce secteur.

Les fabricants ont déclaré une croissance de 4,7 % de leurs intentions d'investissement, qui s'établiraient à 18,9 milliards de dollars. La hausse serait surtout attribuable aux industries des produits chimiques, du pétrole et du charbon, ainsi que du matériel de transport.

Les intentions d'investissement en immobilisations déclarées par les organismes du secteur des arts, des spectacles et des loisirs indiquent une hausse de 8,4 % pour se situer à 2,2 milliards de dollars en 2014, en raison de leur intention d'investir considérablement dans les industries du divertissement, des loisirs et des jeux de hasard.

Les organismes du secteur des administrations publiques ont dit avoir l'intention d'investir 37,9 milliards de dollars, en hausse de 2,7 % par rapport à 2013. Une grande partie de la croissance serait attribuable aux administrations publiques locales, municipales et régionales. Le secteur de l'administration publique du gouvernement fédéral a déclaré une progression de 5,0 % des investissements, qui s'établiraient à 5,8 milliards de dollars en 2014, alors que les administrations publiques provinciales et territoriales ont dit prévoir un recul de 0,8 % des investissements, qui se chiffrent à 15,9 milliards de dollars en 2014.

Provinces et territoires

Du point de vue des régions, le total de l'investissement en immobilisations devrait augmenter dans 6 des 13 provinces et territoires en 2014. L'Alberta est la province où la hausse attendue est la plus élevée, soit de 2,7 milliards de dollars, en raison des intentions d'investissements plus élevées dans les organismes des secteurs de l'extraction minière, de pétrole et de gaz ainsi que du transport et de l'entreposage. L'Ontario vient ensuite, ayant prévu une croissance de 2,6 milliards de dollars, en raison des intentions d'investissements plus élevées dans les organismes du secteur des administrations publiques et celui du transport et de l'entreposage. Au Québec, l'investissement en immobilisations devrait augmenter de 1,3 milliard de dollars, en raison surtout des intentions d'investissements plus élevées dans le secteur du transport et de l'entreposage.

Au Nouveau-Brunswick, le total des intentions d'investissement devrait s'accroître de 2,1 %, principalement en raison du secteur de la fabrication.

À Terre-Neuve-et-Labrador, les secteurs privés et publics ainsi que le secteur de l'habitation prévoient que les dépenses en construction et en machinerie et outillage devraient reculer de 1,0 % par rapport au sommet sans précédent en 2013 pour s'établir à 12,2 milliards de dollars.

Le total de l'investissement en immobilisations devrait diminuer de 1,9 % en Saskatchewan, où le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz ainsi que celui des services publics prévoient un recul de l'investissement prévu par rapport au niveau de 2013.

Note aux lecteurs

Les perspectives d'investissement en construction non résidentielle et en matériel et outillage sont tirées d'une enquête par sondage réalisée auprès de 25 000 sociétés privées et administrations publiques. Cette enquête a été réalisée entre octobre 2013 et la fin de janvier 2014.

En ce qui concerne la construction résidentielle, le programme d'investissements privés et publics se sert des estimations relatives aux mises en chantier d'habitations de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Les mises en chantier sont issues des prévisions obtenues par la SCHL selon trois scénarios (élevé, moyen et faible). Ces scénarios sont utilisés dans l'estimation de l'investissement pour les logements neufs, une composante clé des estimations globales des prévisions de logements.

Les présentes estimations de 2014 pour l'habitation sont fondées sur le scénario moyen pour chaque province. Le tableau « Dépenses en immobilisations au Canada, perspectives de 2014, selon les scénarios » figurant à la fin du présent communiqué renferme tous les scénarios.

Les données du présent communiqué sont exprimées en dollars courants.

Tableau explicatif 1**Dépenses en immobilisations, construction et matériel et outillage, secteurs industriels**

	Dépenses réelles de 2012	Dépenses réelles provisoires de 2013	Perspectives pour 2014	Dépenses réelles de 2012 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2013	Dépenses réelles provisoires de 2013 par rapport aux perspectives pour 2014
	millions de dollars			variation en pourcentage	
Total, construction et matériel et outillage ¹	392 706,6	398 768,4	404 524,3	1,5	1,4
Investissement du secteur public total	82 253,9	87 693,1	89 339,9	6,6	1,9
Investissement du secteur privé total	310 452,7	311 075,2	315 184,4	0,2	1,3
Logement	105 242,6	105 234,5	107 084,7	0,0	1,8
Secteur SCIAN					
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5 837,0	6 246,7	6 383,4	7,0	2,2
Extraction minière, de pétrole et de gaz	89 391,0	88 187,3	88 293,6	-1,3	0,1
Services publics	27 429,0	31 783,6	30 485,7	15,9	-4,1
Construction	6 052,0	6 778,2	7 025,7	12,0	3,7
Fabrication	17 982,0	18 072,8	18 915,6	0,5	4,7
Commerce de gros	5 659,1	5 948,6	6 370,5	5,1	7,1
Commerce de détail	9 572,0	10 211,0	9 115,1	6,7	-10,7
Transport et entreposage	21 680,4	23 822,4	27 334,7	9,9	14,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	8 753,5	8 770,2	8 863,0	0,2	1,1
Finance et assurances	12 913,7	11 354,2	11 904,5	-12,1	4,8
Services immobiliers et location et location à bail	11 381,3	12 010,6	12 395,7	5,5	3,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	4 135,8	3 728,2	3 788,9	-9,9	1,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	333,8	306,9	312,0	-8,1	1,7
Services administratifs, soutien, gestion déchets	2 366,9	2 015,5	2 019,0	-14,8	0,2
Services d'enseignement	9 690,3	10 099,7	9 921,0	4,2	-1,8
Soins de santé et assistance sociale	10 282,4	9 616,8	8 861,2	-6,5	-7,9
Arts, spectacles et loisirs	1 932,9	2 010,3	2 178,8	4,0	8,4
Hébergement et services de restauration	3 687,3	3 672,9	3 396,6	-0,4	-7,5
Autres services, sauf les administrations publiques	2 205,3	1 971,1	1 951,9	-10,6	-1,0
Administrations publiques	36 178,3	36 926,9	37 922,7	2,1	2,7

1. Les données incluent la construction résidentielle et non résidentielle.

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau explicatif 2

Dépenses en immobilisations, construction non résidentielle et matériel et outillage, provinces et territoires

	Dépenses réelles de 2012	Dépenses réelles provisoires de 2013	Perspectives pour 2014	Dépenses réelles de 2012 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2013	Dépenses réelles provisoires de 2013 par rapport aux perspectives pour 2014
	millions de dollars			variation en pourcentage	
Canada	287 463,9	293 533,9	297 439,6	2,1	1,3
Construction non résidentielle	179 802,7	185 715,9	185 414,2	3,3	-0,2
Matériel et outillage	107 661,2	107 818,0	112 025,4	0,1	3,9
Terre-Neuve-et-Labrador	7 562,8	10 623,4	10 554,1	40,5	-0,7
Construction non résidentielle	5 842,5	8 496,8	8 348,1	45,4	-1,7
Matériel et outillage	1 720,3	2 126,6	2 206,0	23,6	3,7
Île-du-Prince-Édouard	583,4	653,8	574,0	12,1	-12,2
Construction non résidentielle	304,9	283,7	263,9	-6,9	-7,0
Matériel et outillage	278,6	370,1	310,1	32,8	-16,2
Nouvelle-Écosse	4 014,0	4 476,9	4 562,6	11,5	1,9
Construction non résidentielle	2 178,2	2 427,5	2 446,5	11,4	0,8
Matériel et outillage	1 835,8	2 049,4	2 116,1	11,6	3,3
Nouveau-Brunswick	3 675,0	2 999,1	3 123,3	-18,4	4,1
Construction non résidentielle	2 049,6	1 529,8	1 527,3	-25,4	-0,2
Matériel et outillage	1 625,4	1 469,3	1 596,0	-9,6	8,6
Québec	46 186,1	44 849,6	44 722,7	-2,9	-0,3
Construction non résidentielle	26 825,2	25 949,3	25 045,6	-3,3	-3,5
Matériel et outillage	19 360,9	18 900,3	19 677,1	-2,4	4,1
Ontario	76 208,2	72 748,4	75 425,7	-4,5	3,7
Construction non résidentielle	37 607,8	35 229,3	35 942,3	-6,3	2,0
Matériel et outillage	38 600,4	37 519,1	39 483,4	-2,8	5,2
Manitoba	8 744,7	9 446,1	9 388,7	8,0	-0,6
Construction non résidentielle	5 080,1	5 374,6	5 194,5	5,8	-3,4
Matériel et outillage	3 664,6	4 071,4	4 194,2	11,1	3,0
Saskatchewan	17 829,3	17 554,4	17 348,9	-1,5	-1,2
Construction non résidentielle	12 415,4	11 739,6	11 961,1	-5,4	1,9
Matériel et outillage	5 414,0	5 814,9	5 387,8	7,4	-7,3
Alberta	87 505,5	94 960,9	97 126,4	8,5	2,3
Construction non résidentielle	64 325,1	70 848,8	71 412,8	10,1	0,8
Matériel et outillage	23 180,4	24 112,1	25 713,6	4,0	6,6
Colombie-Britannique	32 517,8	32 429,0	31 951,1	-0,3	-1,5
Construction non résidentielle	21 089,4	21 634,3	21 096,8	2,6	-2,5
Matériel et outillage	11 428,4	10 794,7	10 854,3	-5,5	0,6
Yukon	654,5	607,5	575,5	-7,2	-5,3
Construction non résidentielle	528,6	445,6	444,5	-15,7	-0,3
Matériel et outillage	125,9	161,9	131,0	28,6	-19,1
Territoires du Nord-Ouest	1 186,8	1 400,6	1 302,4	18,0	-7,0
Construction non résidentielle	850,8	1 092,2	1 039,0	28,4	-4,9
Matériel et outillage	336,0	308,4	263,4	-8,2	-14,6
Nunavut	795,8	784,1	784,3	-1,5	0,0
Construction non résidentielle	705,2	664,5	691,8	-5,8	4,1
Matériel et outillage	90,6	119,7	92,5	32,2	-22,7

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau explicatif 3
Dépenses en immobilisations, construction¹ et matériel et outillage, provinces et territoires

	Dépenses réelles de 2012	Dépenses réelles provisoires de 2013	Perspectives pour 2014	Dépenses réelles de 2012 par rapport aux dépenses réelles provisoires de 2013	Dépenses réelles provisoires de 2013 par rapport aux perspectives pour 2014
	millions de dollars			variation en pourcentage	
Canada	392 706,6	398 768,4	404 524,3	1,5	1,4
Construction	285 045,4	290 950,4	292 498,9	2,1	0,5
Matériel et outillage	107 661,2	107 818,0	112 025,4	0,1	3,9
Terre-Neuve-et-Labrador	9 385,2	12 328,8	12 200,2	31,4	-1,0
Construction	7 664,9	10 202,2	9 994,2	33,1	-2,0
Matériel et outillage	1 720,3	2 126,6	2 206,0	23,6	3,7
Île-du-Prince-Édouard	899,6	969,8	858,7	7,8	-11,5
Construction	621,0	599,8	548,6	-3,4	-8,5
Matériel et outillage	278,6	370,1	310,1	32,8	-16,2
Nouvelle-Écosse	6 374,6	6 910,9	6 957,4	8,4	0,7
Construction	4 538,8	4 861,5	4 841,3	7,1	-0,4
Matériel et outillage	1 835,8	2 049,4	2 116,1	11,6	3,3
Nouveau-Brunswick	5 273,0	4 517,2	4 613,2	-14,3	2,1
Construction	3 647,6	3 047,8	3 017,2	-16,4	-1,0
Matériel et outillage	1 625,4	1 469,3	1 596,0	-9,6	8,6
Québec	69 147,3	67 207,0	68 547,6	-2,8	2,0
Construction	49 786,4	48 306,6	48 870,5	-3,0	1,2
Matériel et outillage	19 360,9	18 900,3	19 677,1	-2,4	4,1
Ontario	115 002,0	111 134,1	113 706,2	-3,4	2,3
Construction	76 401,6	73 614,9	74 222,9	-3,6	0,8
Matériel et outillage	38 600,4	37 519,1	39 483,4	-2,8	5,2
Manitoba	11 893,5	12 577,6	12 390,7	5,8	-1,5
Construction	8 228,9	8 506,2	8 196,5	3,4	-3,6
Matériel et outillage	3 664,6	4 071,4	4 194,2	11,1	3,0
Saskatchewan	21 613,3	21 344,9	20 944,8	-1,2	-1,9
Construction	16 199,3	15 530,0	15 557,0	-4,1	0,2
Matériel et outillage	5 414,0	5 814,9	5 387,8	7,4	-7,3
Alberta	102 372,6	111 158,9	113 822,4	8,6	2,4
Construction	79 192,2	87 046,8	88 108,8	9,9	1,2
Matériel et outillage	23 180,4	24 112,1	25 713,6	4,0	6,6
Colombie-Britannique	47 779,3	47 483,5	47 455,2	-0,6	-0,1
Construction	36 350,9	36 688,8	36 600,8	0,9	-0,2
Matériel et outillage	11 428,4	10 794,7	10 854,3	-5,5	0,6
Yukon	831,6	759,7	736,1	-8,6	-3,1
Construction	705,7	597,8	605,1	-15,3	1,2
Matériel et outillage	125,9	161,9	131,0	28,6	-19,1
Territoires du Nord-Ouest	1 262,6	1 503,9	1 414,5	19,1	-5,9
Construction	926,6	1 195,5	1 151,1	29,0	-3,7
Matériel et outillage	336,0	308,4	263,4	-8,2	-14,6
Nunavut	872,1	872,3	877,4	0,0	0,6
Construction	781,5	752,6	784,9	-3,7	4,3
Matériel et outillage	90,6	119,7	92,5	32,2	-22,7

1. Les données incluent la construction résidentielle et non résidentielle.

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau explicatif 4

Dépenses en immobilisations au Canada, perspectives de 2014, selon les scénarios

	2014 scénario bas	2014 scénario moyen	2014 scénario élevé
	millions de dollars		
Logements neufs ¹	45 080,5	47 069,0	49 580,0
Total logement (investissement résidentiel)	104 676,2	107 084,7	110 122,6
Total construction (investissement résidentiel et non résidentiel)	290 090,4	292 498,9	295 536,8
Total : construction et matériel et outillage	402 115,8	404 524,3	407 562,2

1. La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a préparé trois scénarios (élevé, moyen et faible) pour ses prévisions du nombre de nouvelles mises en chantier. Ces scénarios sont utilisés dans l'estimation de l'investissement pour les logements neufs, une composante clé des estimations globales des prévisions de logements.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

13-568-X	Flux et stocks de capital fixe, 1961-1994 : historique
61-232-X	Investissements étrangers et nationaux au Canada
64-001-X	Permis de bâtir

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

029-0005	Immobilisations et réparations, selon le secteur et la province, annuel
029-0007	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 21, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, annuel
029-0008	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 22, services publics, annuel
029-0009	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 31-33, fabrication, annuel
029-0010	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 41, commerce de gros, annuel
029-0011	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 44-45, commerce de détail, annuel
029-0012	Immobilisations et réparations, selon les secteurs de l'industrie 48-49, transport et entreposage, annuel
029-0013	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 51, industrie de l'information et industrie culturelle, annuel
029-0014	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 52, finance et assurances, annuel
029-0015	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 53, services immobiliers et services de location et de location à bail, annuel
029-0016	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 54, services professionnels, scientifiques et techniques, annuel
029-0017	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 56, services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, annuel
029-0018	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 61, services d'enseignement, annuel

029-0019	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 62, soins de santé et assistance sociale, annuel
029-0020	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 71, art, spectacles et loisirs, annuel
029-0021	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 72, hébergement et services de restauration, annuel
029-0022	Immobilisations et réparations, selon le secteur de l'industrie 81, autres services (sauf les administrations publiques), annuel
029-0024	Immobilisations et réparations, résumé selon la province et le territoire, annuel
029-0039	Dépenses d'immobilisations en construction, par type d'actif et secteur selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel
029-0040	Dépenses d'immobilisations en construction, selon le type d'actif, annuel
032-0001	Investissements publics et privés, résumé selon le secteur, annuel
032-0002	Investissements publics et privés, résumé selon la province et le territoire, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

2803	Dépenses en immobilisations et réparations - Réelles, provisoires, perspectives
------	---

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Dépenses en immobilisations pour la construction par secteur, par province et territoire*
- *Dépenses en immobilisations pour machine et matériel par secteur, par provinces et territoires*
- *Dépenses en immobilisations par secteur, par provinces et territoires*
- *Dépenses en immobilisations privées et publiques*

Tableaux statistiques

Tableau 1
Résumé par secteur, Canada

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	2 014,6	3 822,4	5 837,0	937,3	3 263,8	4 201,2	2 951,9	7 086,2	10 038,2
2013	2 058,9	4 187,9	6 246,7	..	..	..	..	..	..
2014	2 053,7	4 329,6	6 383,4	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	75 286,7	14 104,3	89 391,0	1 922,3	7 497,6	9 420,0	77 209,0	21 601,9	98 810,9
2013	75 905,1	12 282,2	88 187,3	..	..	..	..	..	..
2014	77 155,2	11 138,5	88 293,6	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	21 141,0	6 288,0	27 429,0	2 030,1	3 701,7	5 731,8	23 171,1	9 989,7	33 160,7
2013	25 371,8	6 411,9	31 783,6	..	..	..	..	..	..
2014	23 566,9	6 918,8	30 485,7	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	777,2	5 274,8	6 052,0	147,3	2 470,7	2 618,0	924,5	7 745,5	8 670,0
2013	875,3	5 902,8	6 778,2	..	..	..	..	..	..
2014	909,9	6 115,8	7 025,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	5 437,1	12 545,0	17 982,0	1 231,3	8 804,0	10 035,3	6 668,4	21 349,0	28 017,3
2013	5 171,8	12 900,9	18 072,8	..	..	..	..	..	..
2014	4 248,3	14 667,3	18 915,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	1 276,4	4 382,6	5 659,1	455,9	1 031,0	1 486,9	1 732,3	5 413,6	7 146,0
2013	1 366,5	4 582,1	5 948,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 322,2	5 048,3	6 370,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	4 685,3	4 886,7	9 572,0	831,0	1 285,5	2 116,5	5 516,3	6 172,2	11 688,5
2013	5 305,7	4 905,3	10 211,0	..	..	..	..	..	..
2014	4 618,3	4 496,7	9 115,1	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	12 180,6	9 499,8	21 680,4	2 943,4	5 459,4	8 402,7	15 124,0	14 959,2	30 083,1
2013	13 137,2	10 685,2	23 822,4	..	..	..	..	..	..
2014	14 974,3	12 360,4	27 334,7	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	3 197,4	5 556,1	8 753,5	141,8	571,2	712,9	3 339,2	6 127,3	9 466,4
2013	3 258,6	5 511,5	8 770,2	..	..	..	..	..	..
2014	3 183,5	5 679,4	8 863,0	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	2 517,0	10 396,7	12 913,7	770,8	610,5	1 381,3	3 287,8	11 007,2	14 295,0
2013	1 739,6	9 614,6	11 354,2	..	..	..	..	..	..
2014	1 649,8	10 254,7	11 904,5	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	3 908,3	7 472,9	11 381,3	2 117,9	1 110,1	3 228,0	6 026,2	8 583,0	14 609,3
2013	4 037,6	7 972,9	12 010,6	..	..	..	..	..	..
2014	4 088,7	8 307,0	12 395,7	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	584,6	3 551,2	4 135,8	337,3	380,7	718,0	921,9	3 931,9	4 853,8
2013	561,3	3 166,9	3 728,2	..	..	..	..	..	..
2014	710,7	3 078,2	3 788,9	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	120,7	213,1	333,8	27,5	85,2	112,8	148,2	298,3	446,6
2013	106,8	200,1	306,9	..	..	..	..	..	..
2014	107,5	204,5	312,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	968,0	1 398,8	2 366,9	205,9	576,5	782,4	1 173,9	1 975,3	3 149,2
2013	783,0	1 232,5	2 015,5	..	..	..	..	..	..
2014	862,5	1 156,5	2 019,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1 – suite

Résumé par secteur, Canada

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2012	7 148,9	2 541,4	9 690,3	1 645,8	317,9	1 963,6	8 794,7	2 859,3	11 654,0
2013	7 375,1	2 724,6	10 099,7	..	..	..	..	..	..
2014	7 349,4	2 571,6	9 921,0	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	6 661,6	3 620,8	10 282,4	1 192,4	1 413,8	2 606,1	7 854,0	5 034,6	12 888,6
2013	6 395,3	3 221,5	9 616,8	..	..	..	..	..	..
2014	5 617,7	3 243,5	8 861,2	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	901,4	1 031,6	1 932,9	223,9	274,6	498,5	1 125,3	1 306,2	2 431,4
2013	1 075,8	934,5	2 010,3	..	..	..	..	..	..
2014	999,7	1 179,0	2 178,8	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	2 305,7	1 381,6	3 687,3	517,3	513,0	1 030,4	2 823,0	1 894,6	4 717,6
2013	2 281,4	1 391,5	3 672,9	..	..	..	..	..	..
2014	2 192,7	1 204,0	3 396,6	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	733,7	1 471,6	2 205,3	236,2	430,4	666,6	969,9	1 902,0	2 871,9
2013	669,6	1 301,5	1 971,1	..	..	..	..	..	..
2014	684,0	1 267,9	1 951,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	27 956,6	8 221,7	36 178,3	5 099,4	2 073,3	7 172,8	33 056,0	10 295,0	43 351,1
2013	28 239,6	8 687,3	36 926,9	..	..	..	..	..	..
2014	29 119,1	8 803,6	37 922,7	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	105 242,6	0,0	105 242,6	14 505,0	0,0	14 505,0	119 747,6	0,0	119 747,6
2013	105 234,5	0,0	105 234,5	..	..	..	..	..	..
2014	107 084,7	0,0	107 084,7	..	..	..	..	..	..
Total des dépenses									
2012	285 045,4	107 661,2	392 706,6	37 519,8	41 870,8	79 390,6	322 565,2	149 532,0	472 097,2
2013	290 950,4	107 818,0	398 768,4	..	..	..	..	..	..
2014	292 498,9	112 025,4	404 524,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 2-1
Immobilisations et réparations, Canada — Agriculture, foresterie, pêche et chasse¹, secteur [11]

	Immobilisations			Réparations ²			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Cultures agricoles [111]									
2012	947,5	2 682,3	3 629,8	406,5	1 700,1	2 106,6	1 354,0	4 382,4	5 736,4
2013	1 047,9	2 965,7	4 013,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 095,1	3 098,6	4 193,6	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	876,4	781,3	1 657,6	423,5	997,7	1 421,2	1 299,9	1 779,0	3 078,9
2013	864,1	771,4	1 635,4	..	..	..	..	..	..
2014	809,6	724,2	1 533,9	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	65,3	218,4	283,7	53,3	328,1	381,3	118,6	546,5	665,0
2013	50,8	278,7	329,5	..	..	..	..	..	..
2014	60,5	320,4	380,8	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	37,6	69,2	106,8	33,8	120,9	154,7	71,4	190,1	261,5
2013	40,5	56,7	97,2	..	..	..	..	..	..
2014	35,9	71,9	107,8	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	87,8	71,3	159,1	20,3	116,9	137,2	108,1	188,2	296,3
2013	55,5	115,5	171,0	..	..	..	..	..	..
2014	52,7	114,5	167,2	..	..	..	..	..	..
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	2 014,6	3 822,4	5 837,0	937,3	3 263,8	4 201,2	2 951,9	7 086,2	10 038,2
2013	2 058,9	4 187,9	6 246,7	..	..	..	..	..	..
2014	2 053,7	4 329,6	6 383,4	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour la chasse et le piégeage sont exclues du total pour cette catégorie.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 2-2
Immobilisations et réparations, Canada — Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	
millions de dollars									
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2012	59 146,8	6 161,8	65 308,6	1 169,2	2 868,2	4 037,4	60 316,0	9 030,0	69 345,9
2013	63 447,2	5 963,1	69 410,2	..	..	..	..	..	..
2014	65 233,0	6 326,0	71 559,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques [211113]									
2012	37 748,1	408,7	38 156,8	1 169,2	100,2	1 269,4	38 917,3	508,9	39 426,2
2013	36 012,8	720,3	36 733,2	..	..	..	..	..	..
2014	37 278,1	845,0	38 123,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole par des méthodes non classiques [211114]									
2012	21 398,7	5 753,1	27 151,8	0,0	2 767,9	2 767,9	21 398,7	8 521,0	29 919,7
2013	27 434,3	5 242,8	32 677,1	..	..	..	..	..	..
2014	27 954,9	5 481,0	33 435,9	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2012	12 929,8	5 283,5	18 213,4	707,2	3 463,3	4 170,5	13 637,0	8 746,8	22 383,9
2013	9 221,6	4 230,6	13 452,2	..	..	..	..	..	..
2014	8 511,6	2 944,4	11 456,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon [2121]									
2012	479,2	754,7	1 233,9	x	x	852,5	x	x	2 086,4
2013	453,1	306,2	759,3	..	..	..	..	..	..
2014	548,9	221,8	770,7	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon bitumineux [212114]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon subbitumineux [212115]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de charbon de lignite [212116]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais métalliques [2122]									
2012	9 097,1	2 774,5	11 871,6	270,0	2 109,4	2 379,4	9 367,1	4 883,9	14 251,0
2013	5 835,0	2 142,5	7 977,6	..	..	..	..	..	..
2014	4 790,4	1 528,4	6 318,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de fer [21221]									
2012	1 827,6	750,9	2 578,5	x	x	729,8	x	x	3 308,2
2013	806,8	649,4	1 456,2	..	..	..	..	..	..
2014	809,2	623,6	1 432,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais d'or et d'argent [21222]									
2012	4 131,8	925,1	5 056,9	111,7	388,7	500,4	4 243,5	1 313,8	5 557,3
2013	2 381,3	716,3	3 097,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 950,4	215,1	2 165,5	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de plomb-zinc [212231]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	52,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de nickel-cuivre [212232]									
2012	1 099,3	403,7	1 503,0	x	x	x	x	x	x
2013	721,1	226,5	947,5	..	..	..	..	..	..
2014	1 036,7	216,1	1 252,8	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais de cuivre-zinc [212233]									
2012	1 129,8	358,5	1 488,3	76,2	409,2	485,4	1 206,0	767,7	1 973,6
2013	1 111,5	336,7	1 448,2	..	..	..	..	..	..
2014	515,2	254,5	769,7	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais d'uranium [212291]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-2 – suite

Immobilisations et réparations, Canada — Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, secteur [21]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Extraction de tous les autres minerais métalliques [212299]									
2012	222,6	188,7	411,3	19,0	86,8	105,8	241,6	275,5	517,2
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	47,2	103,9	151,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de minerais non métalliques [2123]									
2012	3 353,5	1 754,4	5 107,8	x	x	938,6	x	x	6 046,4
2013	2 933,5	1 781,8	4 715,3	..	..	..	..	..	..
2014	3 172,3	1 194,1	4 366,5	..	..	..	..	..	..
Extraction de pierre [21231]									
2012	13,7	75,5	89,1	x	x	131,2	x	x	220,4
2013	1,5	88,1	89,6	..	..	..	..	..	..
2014	4,7	106,3	111,0	..	..	..	..	..	..
Extraction de sable, de gravier, d'argile, de céramique et de minerais réfractaires [21232]									
2012	35,5	175,7	211,1	x	x	149,1	x	x	360,3
2013	47,5	129,4	176,9	..	..	..	..	..	..
2014	20,5	85,0	105,5	..	..	..	..	..	..
Extraction de diamant [212392]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de sel [212393]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction d'amiante [212394]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction de gypse [212395]									
2012	x	x	3,4	x	x	3,2	x	x	6,5
2013	x	x	6,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	6,1	..	..	..	..	..	..
Extraction de potasse [212396]									
2012	x	x	3 875,0	x	x	321,3	x	x	4 196,3
2013	x	x	3 919,8	..	..	..	..	..	..
2014	2 666,0	887,5	3 553,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de tourbe [212397]									
2012	x	x	x	x	x	19,8	x	x	x
2013	0,9	19,8	20,7	..	..	..	..	..	..
2014	1,4	18,1	19,5	..	..	..	..	..	..
Extraction de tous les autres minerais non métalliques [212398]									
2012	203,7	94,7	298,3	x	x	17,8	x	x	316,1
2013	x	17,2	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	9,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2012	3 210,0	2 659,0	5 869,0	45,9	1 166,2	1 212,1	3 255,9	3 825,2	7 081,1
2013	3 236,3	2 088,5	5 324,9	..	..	..	..	..	..
2014	3 410,5	1 868,1	5 278,7	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	75 286,7	14 104,3	89 391,0	1 922,3	7 497,6	9 420,0	77 209,0	21 601,9	98 810,9
2013	75 905,1	12 282,2	88 187,3	..	..	..	..	..	..
2014	77 155,2	11 138,5	88 293,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0007.

Tableau 2-3
Immobilisations et réparations, Canada — Services publics, secteur [22]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Production, transport et distribution d'électricité [2211]									
2012	15 915,6	5 169,7	21 085,3	1 673,3	3 448,4	5 121,7	17 588,9	8 618,1	26 207,0
2013	19 434,4	5 380,5	24 814,9	..	..	..	..	..	..
2014	17 141,3	5 678,5	22 819,8	..	..	..	..	..	..
Distribution de gaz naturel [2212]									
2012	1 526,5	718,4	2 244,9	313,6	51,1	364,7	1 840,1	769,5	2 609,7
2013	1 856,4	467,2	2 323,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 938,3	681,1	2 619,4	..	..	..	..	..	..
Réseaux d'aqueduc et d'égout et autres [2213]									
2012	3 698,9	399,8	4 098,7	43,2	202,1	245,3	3 742,1	601,9	4 344,0
2013	4 081,0	564,2	4 645,2	..	..	..	..	..	..
2014	4 487,3	559,2	5 046,5	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	21 141,0	6 288,0	27 429,0	2 030,1	3 701,7	5 731,8	23 171,1	9 989,7	33 160,7
2013	25 371,8	6 411,9	31 783,6	..	..	..	..	..	..
2014	23 566,9	6 918,8	30 485,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0008.

Tableau 2-4
Immobilisations et réparations, Canada — Fabrication, secteur [31-33]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Fabrication d'aliments [311]									
2012	270,5	1 398,5	1 669,0	123,7	1 390,1	1 513,8	394,2	2 788,6	3 182,7
2013	331,3	1 446,1	1 777,3	..	..	..	..	..	..
2014	306,2	1 555,7	1 861,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons, de produits du tabac, de produits en cuir et de produits analogues ²									
2012	30,2	313,0	343,2	19,9	134,8	154,7	50,1	447,8	497,9
2013	68,7	360,7	429,4	..	..	..	..	..	..
2014	53,7	427,4	481,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2012	3,0	66,5	69,5	2,9	34,8	37,7	5,9	101,3	107,2
2013	1,8	59,2	61,0	..	..	..	..	..	..
2014	1,6	58,1	59,7	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2012	1,7	38,9	40,7	1,3	18,4	19,7	3,0	57,3	60,4
2013	0,9	37,7	38,6	..	..	..	..	..	..
2014	12,4	41,3	53,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2012	0,9	25,8	26,7	4,2	10,6	14,8	5,1	36,4	41,5
2013	8,3	42,5	50,8	..	..	..	..	..	..
2014	4,8	46,8	51,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2012	40,7	336,8	377,5	15,3	612,3	627,6	56,0	949,1	1 005,2
2013	56,9	342,0	398,9	..	..	..	..	..	..
2014	53,0	383,0	436,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2012	199,0	994,4	1 193,4	177,3	1 524,7	1 702,0	376,3	2 519,1	2 895,3
2013	324,4	1 120,9	1 445,3	..	..	..	..	..	..
2014	259,1	1 388,0	1 647,0	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2012	14,2	269,0	283,2	14,3	131,6	145,9	28,5	400,6	429,1
2013	13,8	286,2	300,0	..	..	..	..	..	..
2014	8,8	219,8	228,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2012	790,2	781,3	1 571,5	132,5	530,9	663,5	922,7	1 312,2	2 235,0
2013	499,4	1 257,7	1 757,1	..	..	..	..	..	..
2014	495,8	1 528,9	2 024,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2012	299,9	1 589,6	1 889,5	208,4	873,0	1 081,4	508,3	2 462,6	2 970,9
2013	319,4	1 601,4	1 920,9	..	..	..	..	..	..
2014	503,6	1 892,5	2 396,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2012	43,0	563,1	606,1	41,2	374,6	415,8	84,2	937,7	1 021,9
2013	45,1	714,3	759,4	..	..	..	..	..	..
2014	26,0	785,2	811,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2012	104,3	577,9	682,2	34,7	415,9	450,5	139,0	993,8	1 132,8
2013	114,6	419,4	534,1	..	..	..	..	..	..
2014	77,7	510,1	587,7	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2012	2 988,7	1 212,8	4 201,5	131,9	1 424,8	1 556,7	3 120,6	2 637,6	5 758,2
2013	2 294,4	1 405,2	3 699,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 550,5	1 351,1	2 901,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2012	88,6	543,2	631,8	52,6	286,6	339,1	141,2	829,8	970,9
2013	75,4	626,8	702,2	..	..	..	..	..	..
2014	76,7	671,3	748,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2-4 – suite

Immobilisations et réparations, Canada — Fabrication, secteur [31-33]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Fabrication de machines [333]									
2012	143,2	653,8	797,0	108,1	261,7	369,8	251,3	915,5	1 166,8
2013	73,3	707,1	780,4	..	..	..	..	..	..
2014	54,2	690,8	745,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2012	39,6	377,2	416,8	15,1	45,4	60,5	54,7	422,6	477,3
2013	69,7	264,7	334,4	..	..	..	..	..	..
2014	58,2	313,9	372,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2012	50,4	235,2	285,6	24,3	59,2	83,6	74,7	294,4	369,2
2013	100,0	187,3	287,4	..	..	..	..	..	..
2014	111,1	216,1	327,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2012	202,4	2 247,5	2 449,9	87,2	535,8	623,0	289,6	2 783,3	3 072,9
2013	665,2	1 663,3	2 328,6	..	..	..	..	..	..
2014	520,7	2 175,7	2 696,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2012	25,6	114,2	139,9	8,6	52,3	60,9	34,2	166,5	200,7
2013	23,4	99,9	123,3	..	..	..	..	..	..
2014	23,7	94,2	117,9	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2012	100,9	203,6	304,5	28,0	86,4	114,4	128,9	290,0	418,9
2013	85,7	255,5	341,2	..	..	..	..	..	..
2014	50,5	314,4	364,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	5 437,1	12 545,0	17 982,0	1 231,3	8 804,0	10 035,3	6 668,4	21 349,0	28 017,3
2013	5 171,8	12 900,9	18 072,8	..	..	..	..	..	..
2014	4 248,3	14 667,3	18 915,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

2. Comprend les codes suivants du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) : 312; 316.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0009.

Tableau 2-5
Immobilisations et réparations, Canada — Commerce de gros, secteur [41]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Grossistes-distributeurs de produits agricoles [411]									
2012	77,2	168,3	245,5	6,2	47,3	53,4	83,4	215,6	298,9
2013	79,8	202,3	282,1	..	..	..	..	..	..
2014	66,8	200,8	267,6	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits pétroliers [412]									
2012	132,4	207,2	339,6	39,7	55,0	94,7	172,1	262,2	434,3
2013	303,2	284,8	587,9	..	..	..	..	..	..
2014	168,4	290,4	458,8	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac [413]									
2012	169,3	547,5	716,9	26,4	90,1	116,5	195,7	637,6	833,4
2013	144,6	648,9	793,4	..	..	..	..	..	..
2014	140,9	666,5	807,4	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs d'articles personnels et ménagers [414]									
2012	141,3	457,2	598,4	38,1	55,4	93,5	179,4	512,6	691,9
2013	172,2	427,1	599,3	..	..	..	..	..	..
2014	244,1	419,3	663,5	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de véhicules automobiles et de leurs pièces [415]									
2012	116,1	463,3	579,3	58,5	67,4	125,9	174,6	530,7	705,2
2013	133,4	584,9	718,3	..	..	..	..	..	..
2014	116,5	568,2	684,7	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de matériaux et fournitures de construction [416]									
2012	82,2	512,5	594,6	73,2	266,0	339,2	155,4	778,5	933,8
2013	75,8	473,2	549,0	..	..	..	..	..	..
2014	109,0	618,4	727,4	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de machines, de matériel et de fournitures [417]									
2012	402,5	1 427,5	1 830,1	135,3	245,3	380,6	537,8	1 672,8	2 210,7
2013	223,4	1 376,0	1 599,4	..	..	..	..	..	..
2014	275,0	1 588,2	1 863,2	..	..	..	..	..	..
Grossistes-distributeurs de produits divers [418]									
2012	114,4	471,0	585,4	72,8	174,8	247,6	187,2	645,8	833,0
2013	178,7	419,5	598,2	..	..	..	..	..	..
2014	135,1	532,4	667,6	..	..	..	..	..	..
Agents et courtiers du commerce de gros [419]									
2012	41,1	128,2	169,3	5,8	29,8	35,6	46,9	158,0	204,8
2013	55,5	165,5	221,0	..	..	..	..	..	..
2014	66,4	164,0	230,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	1 276,4	4 382,6	5 659,1	455,9	1 031,0	1 486,9	1 732,3	5 413,6	7 146,0
2013	1 366,5	4 582,1	5 948,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 322,2	5 048,3	6 370,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0010.

Tableau 2-6
Immobilisations et réparations, Canada — Commerce de détail, secteur [44-45]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Marchands de véhicules automobiles et de leurs pièces [441]									
2012	429,5	382,4	811,9	60,7	119,4	180,1	490,2	501,8	992,0
2013	461,2	392,1	853,4	..	..	..	..	..	..
2014	446,4	390,4	836,8	..	..	..	..	..	..
Magasins de meubles et d'accessoires de maison [442]									
2012	159,4	244,9	404,2	32,6	30,2	62,8	192,0	275,1	467,0
2013	87,8	132,0	219,8	..	..	..	..	..	..
2014	110,0	142,2	252,2	..	..	..	..	..	..
Magasins d'appareils électroniques et ménagers [443]									
2012	121,5	170,7	292,2	31,9	37,5	69,3	153,4	208,2	361,5
2013	103,7	134,0	237,7	..	..	..	..	..	..
2014	81,1	137,9	219,0	..	..	..	..	..	..
Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage [444]									
2012	306,0	326,9	632,9	25,4	51,2	76,5	331,4	378,1	709,5
2013	308,3	358,3	666,6	..	..	..	..	..	..
2014	315,9	357,2	673,0	..	..	..	..	..	..
Magasins d'alimentation [445]									
2012	1 287,2	1 425,0	2 712,2	412,9	411,5	824,4	1 700,1	1 836,5	3 536,6
2013	1 321,8	1 409,0	2 730,8	..	..	..	..	..	..
2014	1 438,7	1 347,4	2 786,1	..	..	..	..	..	..
Magasins de produits de santé et de soins personnels [446]									
2012	146,3	209,7	356,0	39,9	35,9	75,8	186,2	245,6	431,8
2013	187,3	159,4	346,7	..	..	..	..	..	..
2014	180,7	143,4	324,0	..	..	..	..	..	..
Stations-service [447]									
2012	443,6	443,0	886,6	81,3	171,2	252,5	524,9	614,2	1 139,1
2013	495,8	441,2	937,0	..	..	..	..	..	..
2014	518,4	410,2	928,5	..	..	..	..	..	..
Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires [448]									
2012	555,7	439,6	995,3	43,4	42,3	85,8	599,1	481,9	1 081,1
2013	398,2	405,6	803,8	..	..	..	..	..	..
2014	251,1	415,6	666,7	..	..	..	..	..	..
Magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres [451]									
2012	121,1	188,7	309,8	32,4	35,6	67,9	153,5	224,3	377,7
2013	117,5	151,6	269,1	..	..	..	..	..	..
2014	105,9	161,0	266,9	..	..	..	..	..	..
Magasins de fournitures de tout genre [452]									
2012	985,0	717,1	1 702,1	15,4	220,5	235,9	1 000,4	937,6	1 938,0
2013	1 655,4	1 015,4	2 670,8	..	..	..	..	..	..
2014	1 030,8	716,6	1 747,3	..	..	..	..	..	..
Magasins de détail divers [453]									
2012	51,5	163,1	214,5	48,9	62,9	111,8	100,4	226,0	326,3
2013	105,1	122,5	227,6	..	..	..	..	..	..
2014	107,4	90,0	197,4	..	..	..	..	..	..
Détaillants hors magasin [454]									
2012	78,6	175,6	254,1	6,3	67,3	73,7	84,9	242,9	327,8
2013	63,6	184,2	247,8	..	..	..	..	..	..
2014	32,0	184,9	216,9	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	4 685,3	4 886,7	9 572,0	831,0	1 285,5	2 116,5	5 516,3	6 172,2	11 688,5
2013	5 305,7	4 905,3	10 211,0	..	..	..	..	..	..
2014	4 618,3	4 496,7	9 115,1	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0011.

Tableau 2-7
Immobilisations et réparations, Canada — Transport et entreposage, secteur [48-49]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Transport aérien [481]									
2012	137,9	1 986,2	2 124,0	35,7	1 021,2	1 057,0	173,6	3 007,4	3 181,0
2013	34,1	2 545,2	2 579,3	..	..	..	..	..	..
2014	32,4	2 791,5	2 823,9	..	..	..	..	..	..
Transport ferroviaire [482]									
2012	1 646,7	566,8	2 213,5	1 316,7	941,0	2 257,7	2 963,4	1 507,8	4 471,2
2013	1 093,8	634,9	1 728,7	..	..	..	..	..	..
2014	1 084,8	640,9	1 725,7	..	..	..	..	..	..
Transport par eau [483]									
2012	x	x	505,8	26,0	342,3	368,3	x	x	874,0
2013	294,3	504,8	799,1	..	..	..	..	..	..
2014	367,1	622,5	989,6	..	..	..	..	..	..
Transport par camion [484]									
2012	138,0	2 097,4	2 235,4	69,7	1 745,7	1 815,4	207,7	3 843,1	4 050,8
2013	105,6	1 762,6	1 868,2	..	..	..	..	..	..
2014	109,9	1 471,9	1 581,8	..	..	..	..	..	..
Transport en commun et transport terrestre de voyageurs [485]									
2012	3 168,2	2 050,6	5 218,7	466,0	727,2	1 193,2	3 634,2	2 777,8	6 412,0
2013	4 071,3	2 066,7	6 137,9	..	..	..	..	..	..
2014	4 358,2	2 833,7	7 191,9	..	..	..	..	..	..
Transport par pipeline [486]									
2012	4 482,0	469,8	4 951,8	670,8	107,9	778,7	5 152,8	577,7	5 730,4
2013	5 124,6	1 616,6	6 741,2	..	..	..	..	..	..
2014	6 549,6	2 604,6	9 154,2	..	..	..	..	..	..
Transport de tourisme et d'agrément [487]									
2012	13,6	49,4	63,0	2,3	13,3	15,6	15,9	62,7	78,6
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	46,6	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien au transport [488]									
2012	1 820,0	608,8	2 428,8	247,7	247,6	495,4	2 067,7	856,4	2 924,1
2013	2 173,0	702,0	2 875,0	..	..	..	..	..	..
2014	2 258,9	597,7	2 856,6	..	..	..	..	..	..
Services postaux [491]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Messageries et services de messagers [492]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Entreposage [493]									
2012	451,1	737,4	1 188,6	63,7	137,0	200,7	514,8	874,4	1 389,3
2013	81,6	491,3	572,9	..	..	..	..	..	..
2014	106,8	355,3	462,1	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	12 180,6	9 499,8	21 680,4	2 943,4	5 459,4	8 402,7	15 124,0	14 959,2	30 083,1
2013	13 137,2	10 685,2	23 822,4	..	..	..	..	..	..
2014	14 974,3	12 360,4	27 334,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0012.

Tableau 2-8
Immobilisations et réparations, Canada — Industrie de l'information et industrie culturelle, secteur [51]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Édition (sauf par Internet) [511]									
2012	x	215,2	x	16,3	49,2	65,5	x	264,4	x
2013	39,1	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	47,7	294,6	342,3	..	..	..	..	..	..
Industries du film et de l'enregistrement sonore [512]									
2012	x	316,2	x	4,9	14,7	19,6	x	330,9	x
2013	51,6	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	57,7	128,8	186,5	..	..	..	..	..	..
Radiotélévision (sauf par Internet) [515]									
2012	51,2	491,4	542,6	11,4	29,2	40,6	62,6	520,6	583,2
2013	58,2	378,3	436,4	..	..	..	..	..	..
2014	56,8	391,4	448,2	..	..	..	..	..	..
Édition, radiodiffusion et télédiffusion par Internet [516]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Télécommunications [517]									
2012	2 862,2	4 144,0	7 006,2	85,7	407,9	493,6	2 947,9	4 551,9	7 499,9
2013	2 975,3	4 413,0	7 388,3	..	..	..	..	..	..
2014	2 869,5	4 542,8	7 412,2	..	..	..	..	..	..
Fournisseurs de services Internet, sites portails de recherche et services de traitement de données [518]									
2012	94,7	270,7	365,4	1,5	42,3	43,8	96,2	313,0	409,2
2013	67,0	140,8	207,9	..	..	..	..	..	..
2014	83,9	149,8	233,7	..	..	..	..	..	..
Autres services d'information [519]									
2012	73,4	118,6	192,0	22,0	27,8	49,7	95,4	146,4	241,7
2013	67,4	148,2	215,6	..	..	..	..	..	..
2014	67,8	172,2	240,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	3 197,4	5 556,1	8 753,5	141,8	571,2	712,9	3 339,2	6 127,3	9 466,4
2013	3 258,6	5 511,5	8 770,2	..	..	..	..	..	..
2014	3 183,5	5 679,4	8 863,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0013.

Tableau 2-9
Immobilisations et réparations, Canada — Finance et assurances, secteur [52]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Autorités monétaires - banque centrale [521]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Intermédiation financière et activités connexes [522]									
2012	1 967,0	8 925,0	10 892,0	634,8	361,8	996,6	2 601,8	9 286,8	11 888,5
2013	1 258,0	8 088,5	9 346,5	..	..	..	..	..	..
2014	852,3	8 530,5	9 382,8	..	..	..	..	..	..
Valeurs mobilières, contrats de marchandises et autres activités d'investissement financier connexes [523]									
2012	135,3	622,8	758,0	23,6	99,7	123,2	158,9	722,5	881,3
2013	90,1	463,5	553,6	..	..	..	..	..	..
2014	249,0	522,8	771,8	..	..	..	..	..	..
Sociétés d'assurance et activités connexes [524]									
2012	371,0	773,5	1 144,5	96,0	132,4	228,4	467,0	905,9	1 372,9
2013	326,5	970,7	1 297,2	..	..	..	..	..	..
2014	406,2	1 107,0	1 513,2	..	..	..	..	..	..
Fonds et autres instruments financiers [526]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	2 517,0	10 396,7	12 913,7	770,8	610,5	1 381,3	3 287,8	11 007,2	14 295,0
2013	1 739,6	9 614,6	11 354,2	..	..	..	..	..	..
2014	1 649,8	10 254,7	11 904,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0014.

Tableau 2-10

Immobilisations et réparations, Canada — Services immobiliers et services de location et de location à bail, secteur [53]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Bailleurs de biens immobiliers [5311]									
2012	3 335,9	637,8	3 973,8	1 916,8	335,7	2 252,5	5 252,7	973,5	6 226,3
2013	3 476,9	590,8	4 067,7	..	..	..	..	..	..
2014	3 730,9	718,7	4 449,6	..	..	..	..	..	..
Bureaux d'agents et de courtiers immobiliers [5312]									
2012	27,7	153,3	181,0	7,3	7,7	15,0	35,0	161,0	196,0
2013	54,8	134,8	189,7	..	..	..	..	..	..
2014	76,3	142,2	218,5	..	..	..	..	..	..
Activités liées à l'immobilier [5313]									
2012	179,5	136,1	315,5	130,5	21,0	151,4	310,0	157,1	467,0
2013	139,5	154,1	293,7	..	..	..	..	..	..
2014	79,2	152,3	231,5	..	..	..	..	..	..
Location et location à bail de matériel automobile [5321]									
2012	213,8	4 080,6	4 294,5	16,2	347,6	363,7	230,0	4 428,2	4 658,2
2013	71,2	4 250,1	4 321,3	..	..	..	..	..	..
2014	65,8	4 518,7	4 584,5	..	..	..	..	..	..
Location de biens de consommation [5322]									
2012	8,7	231,7	240,5	10,2	23,0	33,2	18,9	254,7	273,7
2013	24,0	361,3	385,3	..	..	..	..	..	..
2014	14,7	406,8	421,5	..	..	..	..	..	..
Centres de location d'articles divers [5323]									
2012	2,1	47,0	49,0	2,9	14,5	17,4	5,0	61,5	66,4
2013	2,3	87,1	89,4	..	..	..	..	..	..
2014	0,9	74,1	75,0	..	..	..	..	..	..
Location et location à bail de machines et matériel d'usage commercial et industriel [5324]									
2012	123,4	2 166,8	2 290,2	33,8	359,8	393,6	157,2	2 526,6	2 683,8
2013	265,3	2 383,9	2 649,2	..	..	..	..	..	..
2014	120,5	2 283,9	2 404,3	..	..	..	..	..	..
Bailleurs de biens incorporels non financiers, sauf les oeuvres protégées par le droit d'auteur [5331]									
2012	17,2	19,6	36,8	0,3	0,9	1,2	17,5	20,5	38,0
2013	3,5	10,9	14,4	..	..	..	..	..	..
2014	0,4	10,3	10,7	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	3 908,3	7 472,9	11 381,3	2 117,9	1 110,1	3 228,0	6 026,2	8 583,0	14 609,3
2013	4 037,6	7 972,9	12 010,6	..	..	..	..	..	..
2014	4 088,7	8 307,0	12 395,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0015.

Tableau 2-11

Immobilisations et réparations, Canada — Services professionnels, scientifiques et techniques, secteur [54]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Services juridiques [5411]									
2012	15,6	340,8	356,4	34,5	43,8	78,3	50,1	384,6	434,7
2013	65,2	314,6	379,8	..	..	..	..	..	..
2014	32,1	318,4	350,4	..	..	..	..	..	..
Services de comptabilité, de préparation des déclarations de revenus, de tenue de livres et de paye [5412]									
2012	74,3	363,4	437,7	33,9	12,7	46,6	108,2	376,1	484,3
2013	61,2	289,4	350,6	..	..	..	..	..	..
2014	62,6	286,6	349,2	..	..	..	..	..	..
Architecture, génie et services connexes [5413]									
2012	125,9	676,3	802,2	89,4	151,0	240,5	215,3	827,3	1 042,7
2013	119,1	720,7	839,8	..	..	..	..	..	..
2014	101,0	581,4	682,4	..	..	..	..	..	..
Services spécialisés de design [5414]									
2012	4,2	70,6	74,9	2,2	7,8	9,9	6,4	78,4	84,8
2013	1,5	58,5	60,0	..	..	..	..	..	..
2014	2,2	56,7	58,9	..	..	..	..	..	..
Conception de systèmes informatiques et services connexes [5415]									
2012	96,4	929,1	1 025,5	97,4	35,5	132,9	193,8	964,6	1 158,4
2013	84,5	719,0	803,4	..	..	..	..	..	..
2014	59,8	745,7	805,5	..	..	..	..	..	..
Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques [5416]									
2012	32,4	311,5	343,9	6,4	19,0	25,4	38,8	330,5	369,2
2013	17,8	289,5	307,3	..	..	..	..	..	..
2014	31,1	274,2	305,3	..	..	..	..	..	..
Services de recherche et de développement scientifiques [5417]									
2012	176,7	500,2	676,9	38,3	62,3	100,6	215,0	562,5	777,5
2013	168,9	548,3	717,2	..	..	..	..	..	..
2014	367,7	584,9	952,6	..	..	..	..	..	..
Publicité et services connexes [5418]									
2012	36,5	158,2	194,7	11,1	30,6	41,7	47,6	188,8	236,4
2013	24,0	110,1	134,1	..	..	..	..	..	..
2014	34,1	115,8	149,9	..	..	..	..	..	..
Autres services professionnels, scientifiques et techniques [5419]									
2012	22,5	201,2	223,8	24,1	17,9	42,0	46,6	219,1	265,8
2013	19,1	116,7	135,9	..	..	..	..	..	..
2014	20,3	114,5	134,7	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	584,6	3 551,2	4 135,8	337,3	380,7	718,0	921,9	3 931,9	4 853,8
2013	561,3	3 166,9	3 728,2	..	..	..	..	..	..
2014	710,7	3 078,2	3 788,9	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0016.

Tableau 2-12
Immobilisations et réparations, Canada — Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement, secteur [56]

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Services administratifs et services de soutien [561]									
2012	280,8	982,8	1 263,5	154,8	391,2	546,1	435,6	1 374,0	1 809,6
2013	284,7	886,1	1 170,8	..	..	..	..	..	..
2014	364,1	830,4	1 194,4	..	..	..	..	..	..
Services de gestion des déchets et d'assainissement [562]									
2012	687,2	416,1	1 103,3	51,1	185,3	236,3	738,3	601,4	1 339,6
2013	498,3	346,4	844,7	..	..	..	..	..	..
2014	498,4	326,1	824,5	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	968,0	1 398,8	2 366,9	205,9	576,5	782,4	1 173,9	1 975,3	3 149,2
2013	783,0	1 232,5	2 015,5	..	..	..	..	..	..
2014	862,5	1 156,5	2 019,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0017.

Tableau 2-13
Immobilisations et réparations, Canada — Services d'enseignement, secteur [61]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	
millions de dollars									
Écoles primaires et secondaires [6111]									
2012	4 166,9	622,6	4 789,5	890,6	72,8	963,4	5 057,5	695,4	5 752,9
2013	3 984,6	581,9	4 566,5	..	..	..	..	..	..
2014	3 833,2	553,8	4 387,0	..	..	..	..	..	..
Collèges communautaires et cégeps [6112]									
2012	768,9	515,5	1 284,4	302,9	52,8	355,6	1 071,8	568,3	1 640,0
2013	697,0	513,2	1 210,2	..	..	..	..	..	..
2014	747,1	479,1	1 226,1	..	..	..	..	..	..
Universités [6113]									
2012	2 182,1	1 275,1	3 457,2	421,6	129,0	550,6	2 603,7	1 404,1	4 007,8
2013	2 656,0	1 509,9	4 165,9	..	..	..	..	..	..
2014	2 731,6	1 431,4	4 162,9	..	..	..	..	..	..
Écoles de commerce et de formation en informatique et en gestion [6114]									
2012	2,6	44,9	47,4	x	16,0	x	x	60,9	x
2013	5,6	37,7	43,3	..	..	..	..	..	..
2014	5,1	41,9	47,0	..	..	..	..	..	..
Écoles techniques et écoles de métiers [6115]									
2012	11,6	30,3	41,9	7,6	17,5	25,2	19,2	47,8	67,1
2013	11,6	28,7	40,3	..	..	..	..	..	..
2014	19,8	27,8	47,6	..	..	..	..	..	..
Autres établissements d'enseignement et de formation [6116]									
2012	13,8	38,4	52,3	21,8	24,5	46,3	35,6	62,9	98,6
2013	19,3	47,9	67,2	..	..	..	..	..	..
2014	12,1	27,2	39,3	..	..	..	..	..	..
Services de soutien à l'enseignement [6117]									
2012	3,0	14,5	17,5	x	5,2	x	x	19,7	x
2013	0,9	5,3	6,2	..	..	..	..	..	..
2014	0,6	10,5	11,1	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	7 148,9	2 541,4	9 690,3	1 645,8	317,9	1 963,6	8 794,7	2 859,3	11 654,0
2013	7 375,1	2 724,6	10 099,7	..	..	..	..	..	..
2014	7 349,4	2 571,6	9 921,0	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0018.

Tableau 2-14
Immobilisations et réparations, Canada — Soins de santé et assistance sociale, secteur [62]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Services de soins ambulatoires [621]									
2012	684,6	878,0	1 562,6	213,1	528,2	741,3	897,7	1 406,2	2 303,9
2013	636,4	918,4	1 554,8	..	..	..	..	..	..
2014	553,1	1 036,5	1 589,6	..	..	..	..	..	..
Hôpitaux [622]									
2012	4 676,6	2 381,8	7 058,4	729,2	724,2	1 453,4	5 405,8	3 106,0	8 511,8
2013	4 386,0	1 923,6	6 309,6	..	..	..	..	..	..
2014	3 821,4	1 898,4	5 719,8	..	..	..	..	..	..
Établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes [623]									
2012	1 178,0	283,2	1 461,2	199,9	128,7	328,6	1 377,9	411,9	1 789,8
2013	1 225,4	264,2	1 489,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 078,7	231,0	1 309,7	..	..	..	..	..	..
Assistance sociale [624]									
2012	122,3	77,8	200,1	50,1	32,7	82,9	172,4	110,5	283,0
2013	147,5	115,4	262,8	..	..	..	..	..	..
2014	164,5	77,6	242,1	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	6 661,6	3 620,8	10 282,4	1 192,4	1 413,8	2 606,1	7 854,0	5 034,6	12 888,6
2013	6 395,3	3 221,5	9 616,8	..	..	..	..	..	..
2014	5 617,7	3 243,5	8 861,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0019.

Tableau 2-15
Immobilisations et réparations, Canada — Arts, spectacles et loisirs, secteur [71]

	Immobilisations			Réparations 1		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Arts d'interprétation, sports-spectacles et activités connexes [711]									
2012	198,4	120,3	318,6	13,5	80,8	94,2	211,9	201,1	412,8
2013	215,6	111,5	327,0	..	..	..	..	..	..
2014	201,3	147,2	348,5	..	..	..	..	..	..
Établissements du patrimoine [712]									
2012	317,8	91,9	409,7	64,0	24,0	88,0	381,8	115,9	497,7
2013	374,2	139,3	513,5	..	..	..	..	..	..
2014	324,2	79,9	404,1	..	..	..	..	..	..
Divertissement, loisirs et jeux de hasard et loteries [713]									
2012	385,2	819,4	1 204,6	146,4	169,9	316,3	531,6	989,3	1 520,9
2013	486,1	683,7	1 169,8	..	..	..	..	..	..
2014	474,2	951,9	1 426,2	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	901,4	1 031,6	1 932,9	223,9	274,6	498,5	1 125,3	1 306,2	2 431,4
2013	1 075,8	934,5	2 010,3	..	..	..	..	..	..
2014	999,7	1 179,0	2 178,8	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0020.

Tableau 2-16
Immobilisations et réparations, Canada — Hébergement et services de restauration, secteur [72]

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Services d'hébergement [72 1]									
2012	1 205,7	473,0	1 678,7	313,2	179,0	492,3	1 518,9	652,0	2 171,0
2013	1 227,4	352,5	1 579,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 280,1	405,5	1 685,6	..	..	..	..	..	..
Services de restauration et débits de boissons [72 2]									
2012	1 100,0	908,6	2 008,6	204,1	334,0	538,1	1 304,1	1 242,6	2 546,6
2013	1 053,9	1 039,1	2 093,0	..	..	..	..	..	..
2014	912,6	798,4	1 711,1	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	2 305,7	1 381,6	3 687,3	517,3	513,0	1 030,4	2 823,0	1 894,6	4 717,6
2013	2 281,4	1 391,5	3 672,9	..	..	..	..	..	..
2014	2 192,7	1 204,0	3 396,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0021.

Tableau 2-17
Immobilisations et réparations, Canada — Autres services, sauf les administrations publiques¹, secteur [81]

	Immobilisations			Réparations ²		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Réparation et entretien [81 1]									
2012	212,0	804,3	1 016,3	39,9	241,8	281,7	251,9	1 046,1	1 298,0
2013	85,3	633,8	719,1	..	..	..	..	..	..
2014	85,7	608,4	694,1	..	..	..	..	..	..
Services personnels et services de blanchissage [81 2]									
2012	98,9	227,0	325,9	58,1	81,2	139,3	157,0	308,2	465,2
2013	125,2	321,7	446,9	..	..	..	..	..	..
2014	147,4	277,0	424,4	..	..	..	..	..	..
Organismes religieux, fondations, groupes de citoyens et organisations professionnelles et similaires [81 3]									
2012	422,8	440,3	863,1	138,1	107,4	245,6	560,9	547,7	1 108,6
2013	459,2	346,0	805,2	..	..	..	..	..	..
2014	450,9	382,5	833,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	733,7	1 471,6	2 205,3	236,2	430,4	666,6	969,9	1 902,0	2 871,9
2013	669,6	1 301,5	1 971,1	..	..	..	..	..	..
2014	684,0	1 267,9	1 951,9	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur SCIAN 814 « Ménages privés » sont exclues du total pour cette catégorie ou ce tableau.
 2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0022.

Tableau 2-18
Immobilisations et réparations, Canada — Administrations publiques¹, secteur [91]

	Immobilisations			Réparations ²		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Administration publique fédérale [911]									
2012	2 466,9	2 952,2	5 419,1	1 282,5	681,9	1 964,5	3 749,4	3 634,1	7 383,6
2013	2 492,3	3 070,6	5 562,9	..	..	..	..	..	..
2014	2 722,9	3 120,6	5 843,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	12 921,2	2 720,0	15 641,2	1 902,1	646,8	2 548,9	14 823,3	3 366,8	18 190,1
2013	13 229,9	2 823,0	16 052,9	..	..	..	..	..	..
2014	13 209,2	2 708,6	15 917,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	12 568,5	2 549,5	15 118,0	1 914,8	744,6	2 659,4	14 483,3	3 294,1	17 777,4
2013	12 517,3	2 793,7	15 311,1	..	..	..	..	..	..
2014	13 187,0	2 974,4	16 161,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	27 956,6	8 221,7	36 178,3	5 099,4	2 073,3	7 172,8	33 056,0	10 295,0	43 351,1
2013	28 239,6	8 687,3	36 926,9	..	..	..	..	..	..
2014	29 119,1	8 803,6	37 922,7	..	..	..	..	..	..

1. Les dépenses en immobilisations pour le sous-secteur SCIAN 919 « Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux » sont exclues du total pour cette catégorie ou ce tableau.

2. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 3
Résumé par provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2012	7 664,9	1 720,3	9 385,2	526,9	1 017,7	1 544,6	8 191,8	2 738,0	10 929,8
2013	10 202,2	2 126,6	12 328,8	..	..	..	..	..	..
2014	9 994,2	2 206,0	12 200,2	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2012	621,0	278,6	899,6	127,9	107,0	234,9	748,9	385,6	1 134,5
2013	599,8	370,1	969,8	..	..	..	..	..	..
2014	548,6	310,1	858,7	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2012	4 538,8	1 835,8	6 374,6	910,9	774,1	1 685,0	5 449,7	2 609,9	8 059,6
2013	4 861,5	2 049,4	6 910,9	..	..	..	..	..	..
2014	4 841,3	2 116,1	6 957,4	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2012	3 647,6	1 625,4	5 273,0	753,5	796,7	1 550,3	4 401,1	2 422,1	6 823,2
2013	3 047,8	1 469,3	4 517,2	..	..	..	..	..	..
2014	3 017,2	1 596,0	4 613,2	..	..	..	..	..	..
Québec									
2012	49 786,4	19 360,9	69 147,3	8 220,4	7 419,4	15 639,9	58 006,8	26 780,3	84 787,2
2013	48 306,6	18 900,3	67 207,0	..	..	..	..	..	..
2014	48 870,5	19 677,1	68 547,6	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2012	76 401,6	38 600,4	115 002,0	13 188,2	13 790,3	26 978,5	89 589,8	52 390,7	141 980,5
2013	73 614,9	37 519,1	111 134,1	..	..	..	..	..	..
2014	74 222,9	39 483,4	113 706,2	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2012	8 228,9	3 664,6	11 893,5	1 228,6	1 638,2	2 866,8	9 457,5	5 302,8	14 760,4
2013	8 506,2	4 071,4	12 577,6	..	..	..	..	..	..
2014	8 196,5	4 194,2	12 390,7	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2012	16 199,3	5 414,0	21 613,3	1 571,3	2 269,5	3 840,8	17 770,6	7 683,5	25 454,1
2013	15 530,0	5 814,9	21 344,9	..	..	..	..	..	..
2014	15 557,0	5 387,8	20 944,8	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2012	79 192,2	23 180,4	102 372,6	5 942,9	9 423,4	15 366,3	85 135,1	32 603,8	117 738,9
2013	87 046,8	24 112,1	111 158,9	..	..	..	..	..	..
2014	88 108,8	25 713,6	113 822,4	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2012	36 350,9	11 428,4	47 779,3	4 862,2	4 167,8	9 030,1	41 213,1	15 596,2	56 809,4
2013	36 688,8	10 794,7	47 483,5	..	..	..	..	..	..
2014	36 600,8	10 854,3	47 455,2	..	..	..	..	..	..
Yukon									
2012	705,7	125,9	831,6	39,4	71,6	111,0	745,1	197,5	942,6
2013	597,8	161,9	759,7	..	..	..	..	..	..
2014	605,1	131,0	736,1	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest									
2012	926,6	336,0	1 262,6	113,4	313,3	426,7	1 040,0	649,3	1 689,3
2013	1 195,5	308,4	1 503,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 151,1	263,4	1 414,5	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2012	781,5	90,6	872,1	34,1	81,6	115,7	815,6	172,2	987,8
2013	752,6	119,7	872,3	..	..	..	..	..	..
2014	784,9	92,5	877,4	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	285 045,4	107 661,2	392 706,6	37 519,8	41 870,8	79 390,6	322 565,2	149 532,0	472 097,2
2013	290 950,4	107 818,0	398 768,4	..	..	..	..	..	..
2014	292 498,9	112 025,4	404 524,3	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM029-0024.

Tableau 4-1
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	19,3	x	x	21,3	26,9	48,2	40,6	x	x
2013	x	x	41,9	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	42,7	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	1,4	1,8	3,2	0,7	1,4	2,1	2,1	3,2	5,3
2013	1,5	1,9	3,5	..	..	..	..	..	..
2014	1,6	2,0	3,6	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	5,9	4,1	10,0	1,7	2,7	4,5	7,6	6,8	14,4
2013	5,8	4,1	9,9	..	..	..	..	..	..
2014	5,4	3,9	9,3	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	0,3	x	x	0,3	2,2	2,5	0,6	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	3,4	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	11,5	12,1	23,6	18,5	20,3	38,8	30,0	32,4	62,5
2013	12,0	11,9	23,9	..	..	..	..	..	..
2014	12,7	12,9	25,5	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,2	0,3	0,4	0,7
2013	x	0,7	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,2	0,6	0,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	3 173,7	464,6	3 638,3	15,8	455,0	470,8	3 189,5	919,6	4 109,1
2013	5 492,1	622,4	6 114,5	..	..	..	..	..	..
2014	5 776,8	713,6	6 490,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2012	x	x	2 356,7	x	x	40,9	x	x	2 397,6
2013	4 525,4	155,0	4 680,4	..	..	..	..	..	..
2014	4 823,2	310,0	5 133,2	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2012	702,8	400,0	1 102,7	x	x	421,7	x	x	1 524,4
2013	447,3	297,8	745,1	..	..	..	..	..	..
2014	434,2	238,7	673,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2012	x	x	178,9	x	x	8,2	x	x	187,1
2013	519,4	169,6	688,9	..	..	..	..	..	..
2014	519,3	164,9	684,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	471,7	76,0	547,6	9,2	41,0	50,3	480,9	117,0	597,9
2013	922,8	78,9	1 001,7	..	..	..	..	..	..
2014	1 360,3	78,4	1 438,7	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	12,6	86,0	98,7	2,4	40,2	42,5	15,0	126,2	141,2
2013	14,4	97,2	111,6	..	..	..	..	..	..
2014	14,9	100,7	115,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	x	257,3	x	5,9	84,3	90,3	x	341,6	x
2013	x	x	1 346,1	..	..	..	..	..	..
2014	269,4	421,1	690,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	x	18,2	x	2,8	12,5	15,3	x	30,7	x
2013	x	x	32,0	..	..	..	..	..	..
2014	10,0	36,2	46,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-1 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Commerce de détail [44-45]									
2012	128,6	76,7	205,4	16,9	29,8	46,7	145,5	106,5	252,0
2013	89,7	67,0	156,7	..	..	..	..	..	..
2014	54,8	76,8	131,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	82,5	189,7	272,2	16,8	176,3	193,0	99,3	366,0	465,3
2013	38,4	384,9	423,3	..	..	..	..	..	..
2014	32,3	265,2	297,5	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	x	x	x	x	1,4	x	x	x	x
2013	x	x	57,2	..	..	..	..	..	..
2014	16,1	42,6	58,7	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	x	46,5	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	54,3	..	..	..	..	..	..
2014	16,8	46,5	63,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	x	x	x	8,6	7,8	16,4	x	x	x
2013	x	x	84,1	..	..	..	..	..	..
2014	9,7	x	x	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	x	44,0	x	4,8	3,7	8,5	x	47,7	x
2013	x	x	38,4	..	..	..	..	..	..
2014	5,3	34,0	39,3	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	1,0	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	x	x	x	x	x	7,7	x	x	x
2013	x	x	8,4	..	..	..	..	..	..
2014	1,5	7,3	8,8	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	144,2	25,8	170,0	x	x	30,3	x	x	200,3
2013	118,4	41,9	160,3	..	..	..	..	..	..
2014	118,6	37,1	155,6	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	147,5	98,8	246,3	17,1	26,4	43,5	164,6	125,2	289,8
2013	130,4	72,7	203,1	..	..	..	..	..	..
2014	108,6	58,5	167,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	x	x	21,4	1,2	1,0	2,2	x	x	23,7
2013	x	x	47,8	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	44,6	15,1	59,8	3,8	7,2	11,0	48,4	22,3	70,8
2013	55,8	19,0	74,8	..	..	..	..	..	..
2014	46,4	27,3	73,7	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	x	9,4	x	2,8	4,0	6,8	x	13,4	x
2013	4,1	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	14,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	500,6	168,0	668,6	127,1	85,5	212,5	627,7	253,5	881,1
2013	523,2	125,0	648,2	..	..	..	..	..	..
2014	468,0	136,1	604,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-1 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Terre-Neuve-et-Labrador

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2012	71,9	49,5	121,4	21,3	48,0	69,3	93,2	97,5	190,7
2013	52,5	39,2	91,7	..	..	..	..	..	..
2014	22,2	34,3	56,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	274,9	77,9	352,9	61,5	15,2	76,7	336,4	93,1	429,6
2013	303,4	67,0	370,4	..	..	..	..	..	..
2014	280,2	82,2	362,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	153,8	40,6	194,3	44,2	22,3	66,5	198,0	62,9	260,8
2013	167,4	18,8	186,1	..	..	..	..	..	..
2014	165,6	19,7	185,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	1 822,4	0,0	1 822,4	241,0	0,0	241,0	2 063,4	0,0	2 063,4
2013	1 705,4	0,0	1 705,4	..	..	..	..	..	..
2014	1 646,1	0,0	1 646,1	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	7 664,9	1 720,3	9 385,2	526,9	1 017,7	1 544,6	8 191,8	2 738,0	10 929,8
2013	10 202,2	2 126,6	12 328,8	..	..	..	..	..	..
2014	9 994,2	2 206,0	12 200,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-2
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	16,7	36,8	53,5	x	x	x	x	x	x
2013	17,5	40,5	58,0	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	59,2	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	11,5	24,4	35,9	4,0	24,4	28,4	15,5	48,8	64,3
2013	12,7	27,0	39,7	..	..	..	..	..	..
2014	13,2	28,2	41,4	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	2,3	11,1	13,4	2,4	7,1	9,5	4,7	18,2	22,9
2013	2,2	11,0	13,2	..	..	..	..	..	..
2014	2,1	10,3	12,4	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	0,0	0,1	0,1	0,0	x	x	0,0	x	x
2013	0,0	0,3	0,3	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	2,0	0,5	2,6	1,0	2,4	3,4	3,0	2,9	6,0
2013	2,2	1,4	3,6	..	..	..	..	..	..
2014	2,0	1,4	3,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	0,9	0,7	1,5	x	x	1,0	x	x	2,6
2013	0,4	0,9	1,3	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	1,7	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	27,1	16,1	43,2	4,0	9,1	13,1	31,1	25,2	56,3
2013	26,9	13,4	40,3	..	..	..	..	..	..
2014	35,0	15,0	49,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	2,4	17,0	19,4	0,5	7,7	8,1	2,9	24,7	27,5
2013	3,2	22,4	25,6	..	..	..	..	..	..
2014	3,4	23,2	26,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	x	x	x	1,8	12,5	14,4	x	x	x
2013	x	x	40,1	..	..	..	..	..	..
2014	10,1	37,4	47,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	x	x	x	0,5	1,0	1,5	x	x	x
2013	x	x	9,1	..	..	..	..	..	..
2014	3,3	7,0	10,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	18,0	24,8	42,8	4,4	6,8	11,2	22,4	31,6	54,1
2013	21,7	25,8	47,5	..	..	..	..	..	..
2014	14,8	20,0	34,8	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	9,7	20,1	29,8	2,3	12,8	15,1	12,0	32,9	45,0
2013	x	x	22,8	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	18,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	x	16,0	x	x	x	0,9	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	50,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-2 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2012	x	14,7	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	11,2	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	12,6	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	x	17,2	x	6,7	1,8	8,5	x	19,0	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	6,2	x	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	x	5,4	x	x	x	1,5	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	4,3	x	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	0,2	2,5	2,7	0,0	x	x	0,2	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	x	5,7	x	x	x	3,7	x	x	x
2013	x	x	8,4	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	7,8	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	25,4	12,5	37,9	x	x	15,0	x	x	52,9
2013	15,9	11,3	27,2	..	..	..	..	..	..
2014	17,8	16,7	34,5	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	x	x	43,1	x	x	9,1	x	x	52,2
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	18,8	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	x	x	x	x	x	2,8	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	x	x	x	3,0	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	12,7	3,7	16,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	x	x	x	1,4	1,4	2,8	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	8,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	121,6	36,6	158,3	25,1	6,2	31,3	146,7	42,8	189,6
2013	120,8	104,0	224,8	..	..	..	..	..	..
2014	109,3	45,8	155,1	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	4,4	19,9	24,3	10,5	2,2	12,7	14,9	22,1	37,0
2013	2,4	23,3	25,7	..	..	..	..	..	..
2014	3,3	25,0	28,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	62,0	15,8	77,8	13,9	3,1	17,0	75,9	18,9	94,8
2013	79,4	77,6	157,0	..	..	..	..	..	..
2014	65,5	17,4	82,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	55,2	1,0	56,2	0,7	0,9	1,6	55,9	1,9	57,8
2013	39,0	3,0	42,1	..	..	..	..	..	..
2014	40,5	3,4	43,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-2 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Île-du-Prince-Édouard

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	316,2	0,0	316,2	48,0	0,0	48,0	364,2	0,0	364,2
2013	316,0	0,0	316,0	..	..	..	..	..	..
2014	284,8	0,0	284,8	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	621,0	278,6	899,6	127,9	107,0	234,9	748,9	385,6	1 134,5
2013	599,8	370,1	969,8	..	..	..	..	..	..
2014	548,6	310,1	858,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-3
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	x	x	x	26,4	109,0	135,4	x	x	x
2013	41,1	50,6	91,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	5,9	5,7	11,6	3,5	11,8	15,3	9,4	17,5	26,9
2013	6,5	6,3	12,8	..	..	..	..	..	..
2014	6,8	6,6	13,4	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	19,3	14,7	33,9	8,8	17,4	26,1	28,1	32,1	60,1
2013	19,0	14,5	33,5	..	..	..	..	..	..
2014	17,8	13,5	31,3	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	x	x	x	0,8	8,0	8,7	x	x	x
2013	0,5	2,9	3,4	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	15,7	37,7	53,3	12,6	70,5	83,2	28,3	108,2	136,5
2013	14,9	23,3	38,2	..	..	..	..	..	..
2014	12,2	37,3	49,5	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	1,0	1,7	2,7	0,8	1,3	2,0	1,8	3,0	4,7
2013	0,2	3,6	3,8	..	..	..	..	..	..
2014	0,3	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	x	x	87,2	x	x	x	x	x	x
2013	x	53,3	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	151,7	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2012	x	x	x	x	x	7,4	x	x	x
2013	10,0	2,8	12,8	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	3,3	27,3	30,6	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2012	14,8	x	x	0,2	6,3	6,5	15,0	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	329,4	93,6	423,0	40,5	85,3	125,9	369,9	178,9	548,9
2013	316,2	100,7	416,9	..	..	..	..	..	..
2014	386,0	101,5	487,5	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	13,7	92,8	106,6	2,6	43,6	46,2	16,3	136,4	152,8
2013	16,0	107,3	123,2	..	..	..	..	..	..
2014	16,6	111,2	127,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	x	x	239,7	24,7	138,8	163,5	x	x	403,2
2013	130,9	234,7	365,6	..	..	..	..	..	..
2014	132,2	341,4	473,6	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	x	x	107,6	16,9	22,1	39,0	x	x	146,6
2013	31,3	104,6	135,9	..	..	..	..	..	..
2014	26,6	116,9	143,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-3 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Commerce de détail [44-45]									
2012	147,6	129,4	277,0	35,9	49,6	85,5	183,5	179,0	362,4
2013	226,9	132,5	359,4	..	..	..	..	..	..
2014	180,1	106,3	286,5	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	125,2	165,5	290,8	36,3	85,8	122,1	161,5	251,3	412,9
2013	106,9	180,0	287,0	..	..	..	..	..	..
2014	133,3	157,9	291,3	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	33,8	74,7	108,5	x	x	x	x	x	x
2013	29,9	148,8	178,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	x	x	175,2	17,5	3,3	20,7	x	x	195,9
2013	34,0	137,6	171,6	..	..	..	..	..	..
2014	13,6	154,4	168,0	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	121,0	149,9	270,9	21,4	21,0	42,4	142,4	170,9	313,3
2013	56,9	167,1	224,0	..	..	..	..	..	..
2014	33,1	155,8	188,8	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	x	x	x	x	x	13,7	x	x	x
2013	9,0	69,4	78,5	..	..	..	..	..	..
2014	7,5	82,6	90,2	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	x	x	6,6	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	2,4	4,0	6,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	11,0	45,0	56,0	6,0	34,8	40,8	17,0	79,8	96,8
2013	x	x	39,1	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	229,6	83,7	313,3	47,8	6,8	54,6	277,4	90,5	367,9
2013	286,3	107,8	394,2	..	..	..	..	..	..
2014	310,6	101,8	412,4	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	187,6	92,8	280,4	32,5	25,7	58,2	220,1	118,5	338,6
2013	122,3	113,5	235,8	..	..	..	..	..	..
2014	108,6	101,7	210,3	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	x	x	64,7	x	x	x	x	x	x
2013	10,9	35,3	46,2	..	..	..	..	..	..
2014	19,4	41,7	61,1	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	30,9	26,5	57,3	7,2	5,9	13,1	38,1	32,4	70,4
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	47,4	19,9	67,3	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	11,4	15,2	26,6	3,4	3,9	7,3	14,8	19,1	33,9
2013	6,9	12,2	19,1	..	..	..	..	..	..
2014	10,4	11,7	22,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	734,9	207,3	942,2	66,5	88,5	155,0	801,4	295,8	1 097,2
2013	896,9	222,6	1 119,4	..	..	..	..	..	..
2014	851,9	204,1	1 056,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-3 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouvelle-Écosse

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2012	111,1	72,1	183,2	15,6	51,7	67,2	126,7	123,8	250,5
2013	128,8	81,1	209,9	..	..	..	..	..	..
2014	202,0	76,7	278,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	424,2	72,9	497,2	41,0	17,4	58,4	465,2	90,3	555,5
2013	591,1	76,4	667,6	..	..	..	..	..	..
2014	468,4	59,6	528,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	199,5	62,3	261,8	10,0	19,4	29,4	209,5	81,7	291,2
2013	176,9	65,1	242,0	..	..	..	..	..	..
2014	181,5	67,7	249,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	2 360,6	0,0	2 360,6	518,0	0,0	518,0	2 878,6	0,0	2 878,6
2013	2 434,0	0,0	2 434,0	..	..	..	..	..	..
2014	2 394,8	0,0	2 394,8	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	4 538,8	1 835,8	6 374,6	910,9	774,1	1 685,0	5 449,7	2 609,9	8 059,6
2013	4 861,5	2 049,4	6 910,9	..	..	..	..	..	..
2014	4 841,3	2 116,1	6 957,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-4
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	22,5	50,0	72,5	35,6	47,9	83,5	58,1	97,9	156,0
2013	22,3	43,5	65,8	..	..	..	..	..	..
2014	21,2	44,4	65,6	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	6,7	10,8	17,5	3,9	18,7	22,7	10,6	29,5	40,2
2013	7,4	12,0	19,4	..	..	..	..	..	..
2014	7,7	12,5	20,2	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	5,9	10,9	16,8	4,2	9,5	13,8	10,1	20,4	30,6
2013	5,8	10,7	16,6	..	..	..	..	..	..
2014	5,5	10,1	15,5	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	0,9	23,0	23,9	25,1	16,3	41,4	26,0	39,3	65,3
2013	1,8	15,9	17,7	..	..	..	..	..	..
2014	1,5	16,0	17,5	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	6,2	4,2	10,3	0,0	1,0	1,0	6,2	5,2	11,4
2013	6,7	4,1	10,8	..	..	..	..	..	..
2014	6,2	4,2	10,4	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	2,8	1,1	3,9	2,4	2,3	4,6	5,2	3,4	8,5
2013	0,5	0,8	1,3	..	..	..	..	..	..
2014	0,3	1,6	1,9	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	x	x	x	x	58,5	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	212,8	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	416,5	29,9	446,4	83,6	27,9	111,5	500,1	57,8	557,9
2013	220,3	13,5	233,8	..	..	..	..	..	..
2014	220,2	15,4	235,5	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	13,5	90,8	104,3	2,5	42,8	45,3	16,0	133,6	149,6
2013	14,6	98,0	112,6	..	..	..	..	..	..
2014	15,2	101,6	116,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	x	x	x	32,2	312,3	344,5	x	x	x
2013	x	x	366,4	..	..	..	..	..	..
2014	30,9	475,4	506,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	16,2	75,7	91,9	12,0	26,8	38,7	28,2	102,5	130,6
2013	19,8	71,8	91,6	..	..	..	..	..	..
2014	34,5	62,2	96,7	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	x	89,1	x	28,8	36,5	65,3	x	125,6	x
2013	124,7	94,7	219,4	..	..	..	..	..	..
2014	134,4	91,1	225,5	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	57,9	118,8	176,7	24,9	80,3	105,1	82,8	199,1	281,8
2013	41,2	143,2	184,5	..	..	..	..	..	..
2014	38,0	123,7	161,7	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	39,5	79,4	118,9	5,4	13,0	18,5	44,9	92,4	137,4
2013	32,7	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	30,9	101,2	132,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-4 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2012	7,8	46,2	53,9	x	5,9	x	x	52,1	x
2013	4,6	56,6	61,1	..	..	..	..	..	..
2014	7,2	67,9	75,1	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	58,1	90,5	148,6	17,3	19,2	36,5	75,4	109,7	185,2
2013	31,9	106,5	138,4	..	..	..	..	..	..
2014	77,7	99,3	177,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	x	x	x	x	x	6,0	x	x	x
2013	x	x	51,1	..	..	..	..	..	..
2014	3,1	42,1	45,3	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	x	x	x	0,1	x	x	x	x	x
2013	x	x	5,8	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	6,0	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	8,4	34,2	42,7	3,2	12,6	15,9	11,6	46,8	58,6
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	24,6	x	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	143,8	39,4	183,3	17,5	17,4	34,9	161,3	56,8	218,2
2013	165,9	40,7	206,6	..	..	..	..	..	..
2014	117,1	31,3	148,4	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	79,0	30,2	109,1	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	127,2	..	..	..	..	..	..
2014	89,7	21,0	110,6	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	x	x	43,8	x	x	3,1	x	x	46,9
2013	x	x	14,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	27,0	13,4	40,4	3,9	2,7	6,6	30,9	16,1	47,0
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	46,0	10,0	56,1	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	9,2	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	5,1	11,0	16,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	810,8	170,9	981,7	68,9	65,7	134,6	879,7	236,6	1 116,3
2013	507,6	157,7	665,4	..	..	..	..	..	..
2014	524,5	158,4	682,9	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	50,6	34,5	85,1	24,8	34,9	59,8	75,4	69,4	144,9
2013	64,4	43,0	107,4	..	..	..	..	..	..
2014	60,2	39,0	99,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	592,5	122,6	715,1	33,6	24,4	58,0	626,1	147,0	773,1
2013	361,0	95,6	456,6	..	..	..	..	..	..
2014	310,9	97,3	408,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	167,8	13,7	181,5	10,4	6,4	16,8	178,2	20,1	198,3
2013	82,2	19,2	101,4	..	..	..	..	..	..
2014	153,4	22,1	175,6	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-4 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nouveau-Brunswick

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	1 597,9	0,0	1 597,9	396,0	0,0	396,0	1 993,9	0,0	1 993,9
2013	1 518,1	0,0	1 518,1	..	..	..	..	..	..
2014	1 489,9	0,0	1 489,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	3 647,6	1 625,4	5 273,0	753,5	796,7	1 550,3	4 401,1	2 422,1	6 823,2
2013	3 047,8	1 469,3	4 517,2	..	..	..	..	..	..
2014	3 017,2	1 596,0	4 613,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-5
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	377,4	376,5	753,9	184,9	522,3	707,2	562,3	898,8	1 461,1
2013	379,8	411,0	790,8	..	..	..	..	..	..
2014	370,5	410,5	781,0	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	135,2	125,8	261,0	60,1	176,2	236,2	195,3	302,0	497,2
2013	149,5	139,0	288,6	..	..	..	..	..	..
2014	156,3	145,2	301,5	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	216,2	170,9	387,1	113,6	230,4	343,9	329,8	401,3	731,0
2013	213,2	168,7	381,9	..	..	..	..	..	..
2014	199,7	158,4	358,1	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	10,1	47,5	57,7	2,3	88,1	90,4	12,4	135,6	148,1
2013	7,8	59,2	67,0	..	..	..	..	..	..
2014	6,7	74,3	81,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	1,1	2,4	3,6	1,6	5,1	6,6	2,7	7,5	10,2
2013	1,8	4,8	6,5	..	..	..	..	..	..
2014	1,1	4,9	6,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	14,8	29,8	44,6	7,4	22,6	30,0	22,2	52,4	74,6
2013	7,5	39,3	46,8	..	..	..	..	..	..
2014	6,7	27,7	34,4	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	3 616,5	1 118,1	4 734,5	56,6	675,4	732,1	3 673,1	1 793,5	5 466,6
2013	1 881,4	981,1	2 862,5	..	..	..	..	..	..
2014	2 138,9	745,0	2 883,9	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	6 084,5	647,6	6 732,1	227,8	251,2	478,9	6 312,3	898,8	7 211,0
2013	6 569,0	651,1	7 220,1	..	..	..	..	..	..
2014	5 346,6	672,3	6 018,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	143,2	976,9	1 120,1	27,1	455,3	482,4	170,3	1 432,2	1 602,6
2013	161,0	1 091,0	1 252,1	..	..	..	..	..	..
2014	167,4	1 130,2	1 297,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	1 412,2	3 267,9	4 680,1	366,1	2 332,1	2 698,2	1 778,3	5 600,0	7 378,3
2013	1 168,0	3 120,0	4 288,0	..	..	..	..	..	..
2014	959,5	3 504,3	4 463,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2012	67,7	426,3	494,1	38,3	374,4	412,7	106,0	800,7	906,7
2013	103,4	298,4	401,8	..	..	..	..	..	..
2014	116,7	342,9	459,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons [3121]									
2012	x	x	x	4,0	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2012	x	x	x	1,3	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2012	0,7	34,6	35,4	1,4	15,2	16,5	2,1	49,8	51,9
2013	0,3	23,3	23,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	22,7	x	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2012	x	x	11,8	0,7	5,8	6,5	x	x	18,3
2013	x	14,0	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	16,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de vêtements [315]									
2012	x	x	15,9	2,4	6,0	8,5	x	x	24,4
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	32,1	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2012	x	x	4,6	0,3	1,6	1,9	x	x	6,5
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	1,7	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2012	9,0	126,3	135,3	0,5	313,8	314,3	9,5	440,1	449,6
2013	8,3	90,4	98,8	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	105,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2012	123,3	364,1	487,4	99,2	448,2	547,4	222,5	812,3	1 034,8
2013	88,3	334,0	422,3	..	..	..	..	..	..
2014	55,3	393,0	448,3	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2012	6,9	88,2	95,1	6,6	59,7	66,3	13,5	147,9	161,4
2013	7,5	82,2	89,7	..	..	..	..	..	..
2014	2,3	83,4	85,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2012	x	x	236,5	x	x	92,9	x	x	329,4
2013	x	x	467,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	580,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2012	80,6	215,7	296,4	27,7	64,9	92,6	108,3	280,6	388,9
2013	49,0	271,5	320,5	..	..	..	..	..	..
2014	24,7	309,0	333,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2012	10,6	172,5	183,1	20,0	150,2	170,2	30,6	322,7	353,3
2013	7,7	215,6	223,2	..	..	..	..	..	..
2014	9,2	224,6	233,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2012	18,4	265,2	283,6	6,5	113,8	120,3	24,9	379,0	403,9
2013	3,7	106,7	110,4	..	..	..	..	..	..
2014	15,3	99,6	114,8	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2012	910,3	394,3	1 304,5	x	x	492,8	x	x	1 797,3
2013	145,5	419,7	565,2	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	536,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2012	8,0	134,7	142,7	9,5	69,2	78,7	17,5	203,9	221,4
2013	21,0	172,1	193,2	..	..	..	..	..	..
2014	26,1	182,0	208,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2012	11,9	127,3	139,1	15,4	33,1	48,5	27,3	160,4	187,6
2013	14,8	104,8	119,6	..	..	..	..	..	..
2014	15,3	126,1	141,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2012	23,5	86,7	110,3	3,2	19,3	22,5	26,7	106,0	132,8
2013	12,7	77,0	89,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	104,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2012	6,0	51,0	57,0	9,3	25,0	34,2	15,3	76,0	91,2
2013	18,8	52,7	71,5	..	..	..	..	..	..
2014	11,3	38,9	50,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Fabrication de matériel de transport [336]									
2012	76,3	343,5	419,7	23,7	48,9	72,6	100,0	392,4	492,3
2013	375,6	367,8	743,3	..	..	..	..	..	..
2014	204,6	469,0	673,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2012	9,6	37,4	47,0	2,7	16,5	19,3	12,3	53,9	66,2
2013	11,5	42,6	54,1	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	43,9	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2012	6,7	80,9	87,6	10,9	31,4	42,3	17,6	112,3	129,9
2013	13,6	98,5	112,1	..	..	..	..	..	..
2014	9,2	109,8	119,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	305,2	890,4	1 195,7	100,8	195,1	296,0	406,0	1 085,5	1 491,6
2013	239,4	924,3	1 163,7	..	..	..	..	..	..
2014	275,7	938,5	1 214,2	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	958,8	1 021,9	1 980,7	183,0	257,2	440,2	1 141,8	1 279,1	2 420,9
2013	1 233,6	1 105,5	2 339,1	..	..	..	..	..	..
2014	1 061,2	912,7	1 973,8	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	1 384,9	1 709,5	3 094,3	543,4	882,6	1 426,0	1 928,3	2 592,1	4 520,4
2013	1 365,5	1 580,1	2 945,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 593,9	2 002,5	3 596,4	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	505,4	874,0	1 379,3	32,5	78,0	110,5	537,9	952,0	1 489,9
2013	451,0	904,4	1 355,4	..	..	..	..	..	..
2014	460,9	958,4	1 419,3	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	341,9	1 597,9	1 939,8	208,2	111,2	319,4	550,1	1 709,1	2 259,3
2013	275,9	1 351,3	1 627,2	..	..	..	..	..	..
2014	303,4	1 419,3	1 722,7	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	602,6	1 242,1	1 844,7	679,4	342,3	1 021,7	1 282,0	1 584,4	2 866,4
2013	815,8	1 207,1	2 022,9	..	..	..	..	..	..
2014	639,9	1 314,4	1 954,3	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	132,8	835,0	967,8	63,5	104,9	168,4	196,3	939,9	1 136,3
2013	116,7	777,8	894,5	..	..	..	..	..	..
2014	315,3	829,5	1 144,8	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	5,6	5,5	11,1	3,8	4,3	8,2	9,4	9,8	19,3
2013	6,7	5,5	12,2	..	..	..	..	..	..
2014	7,4	5,8	13,2	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	144,9	381,9	526,8	73,0	135,8	208,8	217,9	517,7	735,6
2013	115,5	270,9	386,4	..	..	..	..	..	..
2014	121,3	255,7	377,0	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	1 353,2	704,7	2 057,9	384,8	77,1	461,8	1 738,0	781,8	2 519,7
2013	1 364,4	766,0	2 130,4	..	..	..	..	..	..
2014	1 329,2	757,7	2 086,8	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	2 143,8	527,5	2 671,3	111,1	94,2	205,3	2 254,9	621,7	2 876,6
2013	2 208,4	538,0	2 746,5	..	..	..	..	..	..
2014	2 082,5	516,7	2 599,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-5 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Québec

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	250,7	164,2	414,9	29,5	79,9	109,5	280,2	244,1	524,4
2013	222,3	195,6	418,0	..	..	..	..	..	..
2014	263,1	312,1	575,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	486,5	313,2	799,7	116,6	131,2	247,7	603,1	444,4	1 047,5
2013	450,2	247,7	697,9	..	..	..	..	..	..
2014	404,7	229,5	634,2	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	108,6	320,4	429,0	25,0	65,3	90,4	133,6	385,7	519,3
2013	61,2	230,0	291,2	..	..	..	..	..	..
2014	75,5	203,4	279,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	6 466,6	2 385,6	8 852,2	1 199,2	623,8	1 823,0	7 665,8	3 009,4	10 675,2
2013	6 863,5	2 541,9	9 405,3	..	..	..	..	..	..
2014	7 128,7	2 558,6	9 687,3	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	525,4	816,5	1 341,9	358,6	138,7	497,3	884,0	955,2	1 839,2
2013	538,3	858,7	1 397,0	..	..	..	..	..	..
2014	593,7	885,6	1 479,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	3 629,4	1 016,9	4 646,3	490,3	342,1	832,4	4 119,7	1 359,0	5 478,6
2013	3 427,7	1 106,7	4 534,5	..	..	..	..	..	..
2014	3 743,6	1 162,9	4 906,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	2 311,8	552,3	2 864,1	350,3	143,0	493,4	2 662,1	695,3	3 357,4
2013	2 897,4	576,4	3 473,8	..	..	..	..	..	..
2014	2 791,3	510,1	3 301,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	22 961,2	0,0	22 961,2	3 604,0	0,0	3 604,0	26 565,2	0,0	26 565,2
2013	22 357,4	0,0	22 357,4	..	..	..	..	..	..
2014	23 824,9	0,0	23 824,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	49 786,4	19 360,9	69 147,3	8 220,4	7 419,4	15 639,9	58 006,8	26 780,3	84 787,2
2013	48 306,6	18 900,3	67 207,0	..	..	..	..	..	..
2014	48 870,5	19 677,1	68 547,6	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-6
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	572,3	604,7	1 177,0	255,2	616,1	871,3	827,5	1 220,8	2 048,3
2013	575,6	668,7	1 244,3	..	..	..	..	..	..
2014	589,4	730,1	1 319,5	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	254,1	324,7	578,9	127,2	325,3	452,5	381,3	650,0	1 031,4
2013	281,1	358,9	640,0	..	..	..	..	..	..
2014	293,7	375,0	668,7	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	276,3	240,5	516,8	118,1	224,3	342,4	394,4	464,8	859,2
2013	272,5	237,4	509,8	..	..	..	..	..	..
2014	255,3	222,8	478,1	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	6,3	30,3	36,6	4,2	40,9	45,0	10,5	71,2	81,6
2013	0,7	50,0	50,7	..	..	..	..	..	..
2014	1,8	90,6	92,4	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	0,0	0,5	0,5	0,0	0,3	0,3	0,0	0,8	0,9
2013	0,4	1,7	2,1	..	..	..	..	..	..
2014	0,2	1,8	2,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	35,5	8,7	44,2	5,6	25,5	31,1	41,1	34,2	75,2
2013	21,0	20,6	41,6	..	..	..	..	..	..
2014	38,4	40,0	78,4	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	3 624,6	952,2	4 576,8	137,2	560,8	698,0	3 761,8	1 513,0	5 274,8
2013	2 141,5	686,3	2 827,8	..	..	..	..	..	..
2014	1 957,8	550,0	2 507,8	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	4 953,6	2 793,1	7 746,6	746,9	2 486,3	3 233,2	5 700,5	5 279,4	10 979,8
2013	4 973,7	3 374,9	8 348,6	..	..	..	..	..	..
2014	5 029,4	3 636,4	8 665,8	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	199,0	1 362,2	1 561,2	37,7	632,7	670,4	236,7	1 994,9	2 231,6
2013	228,0	1 548,8	1 776,7	..	..	..	..	..	..
2014	237,0	1 604,2	1 841,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	932,3	5 770,0	6 702,3	448,4	3 534,7	3 983,2	1 380,7	9 304,7	10 685,5
2013	680,0	5 224,4	5 904,5	..	..	..	..	..	..
2014	636,1	5 788,1	6 424,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2012	61,2	454,4	515,6	20,2	602,4	622,6	81,4	1 056,8	1 138,2
2013	117,4	508,7	626,1	..	..	..	..	..	..
2014	46,4	560,4	606,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de boissons [3121]									
2012	x	x	x	6,1	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	7,4	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2012	x	x	x	1,6	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,8	x	x	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2012	1,4	28,6	30,0	1,4	15,9	17,2	2,8	44,5	47,2
2013	x	x	31,1	..	..	..	..	..	..
2014	0,9	30,3	31,2	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2012	0,6	18,3	18,9	0,3	8,5	8,9	0,9	26,8	27,8
2013	x	x	16,1	..	..	..	..	..	..
2014	3,2	21,9	25,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de vêtements [315]									
2012	x	x	6,6	0,8	2,1	2,9	x	x	9,5
2013	x	x	15,1	..	..	..	..	..	..
2014	3,1	9,8	12,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2012	x	x	5,1	0,1	0,9	1,0	x	x	6,1
2013	x	x	16,5	..	..	..	..	..	..
2014	7,9	8,5	16,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2012	6,0	43,3	49,3	5,9	42,0	47,8	11,9	85,3	97,2
2013	x	x	56,2	..	..	..	..	..	..
2014	5,1	53,8	58,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2012	28,6	285,5	314,2	50,3	364,5	414,8	78,9	650,0	729,0
2013	74,0	267,3	341,4	..	..	..	..	..	..
2014	38,5	181,2	219,7	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2012	4,3	138,5	142,8	4,0	53,1	57,1	8,3	191,6	199,9
2013	2,8	154,7	157,5	..	..	..	..	..	..
2014	4,1	91,6	95,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2012	56,6	217,3	273,9	28,9	138,2	167,1	85,5	355,5	441,0
2013	49,8	284,0	333,8	..	..	..	..	..	..
2014	70,3	315,2	385,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2012	86,8	698,6	785,5	132,1	436,6	568,7	218,9	1 135,2	1 354,2
2013	61,4	625,2	686,6	..	..	..	..	..	..
2014	118,2	728,5	846,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2012	9,7	201,2	210,8	4,9	116,9	121,8	14,6	318,1	332,6
2013	7,9	298,7	306,6	..	..	..	..	..	..
2014	5,1	312,2	317,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2012	47,7	188,7	236,5	15,0	171,7	186,6	62,7	360,4	423,1
2013	44,2	190,1	234,3	..	..	..	..	..	..
2014	36,2	235,1	271,2	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2012	351,5	490,0	841,4	59,9	729,1	789,0	411,4	1 219,1	1 630,4
2013	x	x	570,0	..	..	..	..	..	..
2014	36,4	516,6	552,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits métalliques [332]									
2012	51,7	281,1	332,9	21,9	144,3	166,1	73,6	425,4	499,0
2013	21,1	255,7	276,8	..	..	..	..	..	..
2014	8,6	279,2	287,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2012	49,0	301,6	350,7	10,1	104,5	114,6	59,1	406,1	465,3
2013	10,3	340,6	350,9	..	..	..	..	..	..
2014	8,0	349,1	357,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2012	10,6	246,3	256,9	8,8	19,7	28,5	19,4	266,0	285,4
2013	46,9	152,2	199,1	..	..	..	..	..	..
2014	38,5	179,7	218,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2012	36,7	149,6	186,3	12,3	24,1	36,3	49,0	173,7	222,7
2013	67,5	99,6	167,1	..	..	..	..	..	..
2014	76,8	135,4	212,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Fabrication de matériel de transport [336]									
2012	77,5	1 773,1	1 850,7	48,0	450,4	498,4	125,5	2 223,5	2 349,1
2013	91,8	1 119,9	1 211,7	..	..	..	..	..	..
2014	95,1	1 462,5	1 557,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2012	5,0	45,4	50,4	3,7	22,7	26,4	8,7	68,1	76,8
2013	3,6	26,5	30,1	..	..	..	..	..	..
2014	4,7	32,4	37,1	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2012	32,9	58,6	91,5	12,3	23,5	35,8	45,2	82,1	127,3
2013	x	x	104,6	..	..	..	..	..	..
2014	21,0	97,4	118,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	312,5	1 522,2	1 834,7	134,2	295,3	429,6	446,7	1 817,5	2 264,3
2013	340,2	1 636,5	1 976,8	..	..	..	..	..	..
2014	342,5	1 829,8	2 172,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	1 793,9	1 977,2	3 771,1	250,6	500,6	751,2	2 044,5	2 477,8	4 522,3
2013	1 774,4	1 853,9	3 628,3	..	..	..	..	..	..
2014	1 542,5	1 700,3	3 242,7	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	3 813,0	3 415,4	7 228,4	734,8	2 009,8	2 744,6	4 547,8	5 425,2	9 973,0
2013	4 235,9	3 032,0	7 267,9	..	..	..	..	..	..
2014	4 673,3	3 663,6	8 337,0	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	1 248,7	1 998,8	3 247,5	77,2	379,7	456,9	1 325,9	2 378,5	3 704,5
2013	1 315,2	1 777,2	3 092,4	..	..	..	..	..	..
2014	1 216,6	1 772,7	2 989,3	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	1 681,2	6 380,7	8 061,8	428,5	381,0	809,5	2 109,7	6 761,7	8 871,3
2013	979,5	5 668,0	6 647,5	..	..	..	..	..	..
2014	913,5	6 088,3	7 001,8	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	1 805,0	3 280,5	5 085,4	615,2	321,5	936,6	2 420,2	3 602,0	6 022,0
2013	2 143,3	3 510,7	5 653,9	..	..	..	..	..	..
2014	2 386,0	3 727,4	6 113,4	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	245,0	1 351,5	1 596,5	188,1	123,5	311,6	433,1	1 475,0	1 908,1
2013	276,0	1 243,6	1 519,6	..	..	..	..	..	..
2014	221,9	1 078,0	1 299,9	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	26,8	68,4	95,2	6,8	37,3	44,1	33,6	105,7	139,3
2013	24,1	66,4	90,5	..	..	..	..	..	..
2014	24,2	68,0	92,2	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	452,5	380,1	832,6	65,3	145,3	210,7	517,8	525,4	1 043,3
2013	469,6	349,8	819,5	..	..	..	..	..	..
2014	439,2	321,4	760,5	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	2 539,0	759,1	3 298,1	298,4	83,2	381,6	2 837,4	842,3	3 679,7
2013	2 656,9	856,6	3 513,5	..	..	..	..	..	..
2014	2 587,3	809,1	3 396,3	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	2 179,1	1 397,8	3 576,9	424,9	769,6	1 194,6	2 604,0	2 167,4	4 771,5
2013	2 016,8	1 408,4	3 425,2	..	..	..	..	..	..
2014	1 735,2	1 514,8	3 250,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-6 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Ontario

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	223,4	217,8	441,2	150,0	94,5	244,5	373,4	312,3	685,7
2013	324,8	209,5	534,3	..	..	..	..	..	..
2014	214,4	196,4	410,8	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	856,0	464,1	1 320,1	164,9	179,5	344,4	1 020,9	643,6	1 664,5
2013	789,7	539,8	1 329,4	..	..	..	..	..	..
2014	800,9	411,8	1 212,8	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	241,4	524,3	765,8	79,3	164,0	243,3	320,7	688,3	1 009,1
2013	214,0	444,2	658,1	..	..	..	..	..	..
2014	236,7	419,8	656,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	9 908,3	3 380,4	13 288,7	2 241,4	474,9	2 716,3	12 149,7	3 855,3	16 005,1
2013	9 070,1	3 419,5	12 489,7	..	..	..	..	..	..
2014	10 158,2	3 573,5	13 731,7	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	826,8	1 564,2	2 391,0	704,9	146,1	851,1	1 531,7	1 710,3	3 242,1
2013	948,4	1 628,8	2 577,2	..	..	..	..	..	..
2014	934,7	1 657,1	2 591,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	3 511,4	691,3	4 202,7	838,2	79,7	917,9	4 349,6	771,0	5 120,6
2013	3 333,0	562,0	3 895,1	..	..	..	..	..	..
2014	3 453,7	495,3	3 949,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	5 570,1	1 124,9	6 695,0	698,3	249,1	947,4	6 268,4	1 374,0	7 642,4
2013	4 788,7	1 228,7	6 017,4	..	..	..	..	..	..
2014	5 769,8	1 421,0	7 190,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	38 793,8	0,0	38 793,8	5 703,0	0,0	5 703,0	44 496,8	0,0	44 496,8
2013	38 385,7	0,0	38 385,7	..	..	..	..	..	..
2014	38 280,6	0,0	38 280,6	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	76 401,6	38 600,4	115 002,0	13 188,2	13 790,3	26 978,5	89 589,8	52 390,7	141 980,5
2013	73 614,9	37 519,1	111 134,1	..	..	..	..	..	..
2014	74 222,9	39 483,4	113 706,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-7
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	156,3	370,0	526,3	70,8	299,0	369,8	227,1	669,0	896,1
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	157,8	423,3	581,0	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	82,3	316,8	399,1	27,9	191,8	219,8	110,2	508,6	618,9
2013	91,0	350,3	441,3	..	..	..	..	..	..
2014	95,1	366,0	461,1	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	67,0	48,1	115,1	41,3	95,9	137,2	108,3	144,0	252,3
2013	66,0	47,5	113,5	..	..	..	..	..	..
2014	61,9	44,5	106,4	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	0,1	0,5	0,6	0,5	2,3	2,8	0,6	2,8	3,4
2013	0,2	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	0,8	0,9	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	0,1	1,1	1,1	0,0	1,2	1,2	0,1	2,3	2,4
2013	0,2	1,5	1,6	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	1,5	1,6	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	6,9	3,5	10,4	1,0	7,7	8,7	7,9	11,2	19,1
2013	x	13,1	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,6	10,5	11,1	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	1 403,2	94,7	1 497,9	x	x	198,6	x	x	1 696,5
2013	1 313,8	79,1	1 392,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 285,8	51,1	1 336,9	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	782,3	374,7	1 157,0	17,2	51,7	68,9	799,5	426,4	1 225,9
2013	1 037,6	467,2	1 504,8	..	..	..	..	..	..
2014	1 036,2	467,2	1 503,3	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	30,0	203,0	233,0	5,7	95,4	101,0	35,7	298,4	334,0
2013	33,8	227,1	260,9	..	..	..	..	..	..
2014	35,1	235,3	270,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	130,8	388,8	519,6	39,0	409,3	448,4	169,8	798,1	967,9
2013	128,4	559,0	687,4	..	..	..	..	..	..
2014	72,6	614,5	687,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	43,7	200,9	244,6	15,6	70,0	85,6	59,3	270,9	330,2
2013	55,0	203,1	258,1	..	..	..	..	..	..
2014	48,3	223,2	271,5	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	136,9	151,9	288,8	45,2	36,2	81,4	182,1	188,1	370,2
2013	181,3	152,1	333,4	..	..	..	..	..	..
2014	184,6	144,6	329,1	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	295,9	417,6	713,5	121,9	286,6	408,5	417,8	704,2	1 122,0
2013	224,0	497,9	721,9	..	..	..	..	..	..
2014	256,7	448,6	705,3	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	87,7	231,7	319,4	1,1	11,6	12,7	88,8	243,3	332,1
2013	x	344,4	x	..	..	..	..	..	..
2014	76,4	414,8	491,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-7 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2012	43,4	234,1	277,4	13,6	8,2	21,8	57,0	242,3	299,2
2013	199,5	308,4	507,9	..	..	..	..	..	..
2014	93,3	289,0	382,3	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	99,1	152,4	251,5	54,5	17,8	72,4	153,6	170,2	323,9
2013	39,8	126,8	166,6	..	..	..	..	..	..
2014	34,8	199,9	234,7	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	25,4	71,1	96,5	7,7	8,1	15,8	33,1	79,2	112,3
2013	13,0	63,9	77,0	..	..	..	..	..	..
2014	17,6	64,3	81,9	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	x	x	12,0	0,2	4,2	4,5	x	x	16,5
2013	2,1	10,2	12,3	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	12,9	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	x	x	29,5	3,2	8,9	12,1	x	x	41,6
2013	x	x	57,1	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	109,6	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	177,6	63,7	241,3	207,5	10,3	217,9	385,1	74,0	459,2
2013	206,6	75,2	281,9	..	..	..	..	..	..
2014	196,9	76,3	273,2	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	229,3	248,9	478,1	15,4	53,5	68,9	244,7	302,4	547,0
2013	204,8	132,1	336,9	..	..	..	..	..	..
2014	173,4	90,5	263,9	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	121,9	117,0	238,9	8,1	9,3	17,5	130,0	126,3	256,3
2013	98,8	84,5	183,3	..	..	..	..	..	..
2014	46,8	95,2	142,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	102,8	36,4	139,1	9,1	20,3	29,5	111,9	56,7	168,6
2013	68,7	46,1	114,8	..	..	..	..	..	..
2014	55,5	42,2	97,7	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	9,2	56,5	65,8	x	x	13,6	x	x	79,4
2013	15,5	40,6	56,0	..	..	..	..	..	..
2014	16,6	44,0	60,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	1 187,7	226,8	1 414,5	139,7	31,2	171,0	1 327,4	258,0	1 585,5
2013	1 271,9	221,3	1 493,2	..	..	..	..	..	..
2014	1 312,2	241,6	1 553,8	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	218,5	80,1	298,6	11,7	14,5	26,2	230,2	94,6	324,8
2013	187,7	79,7	267,4	..	..	..	..	..	..
2014	186,7	81,3	268,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	586,0	88,2	674,2	85,9	2,8	88,7	671,9	91,0	762,9
2013	631,1	91,3	722,4	..	..	..	..	..	..
2014	651,6	94,3	745,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	383,3	58,5	441,8	42,1	14,0	56,1	425,4	72,5	497,8
2013	453,1	50,3	503,4	..	..	..	..	..	..
2014	474,0	66,0	540,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-7 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Manitoba

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	3 148,8	0,0	3 148,8	447,0	0,0	447,0	3 595,8	0,0	3 595,8
2013	3 131,5	0,0	3 131,5	..	..	..	..	..	..
2014	3 002,0	0,0	3 002,0	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	8 228,9	3 664,6	11 893,5	1 228,6	1 638,2	2 866,8	9 457,5	5 302,8	14 760,4
2013	8 506,2	4 071,4	12 577,6	..	..	..	..	..	..
2014	8 196,5	4 194,2	12 390,7	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-8
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	292,8	1 087,2	1 380,0	104,8	607,9	712,8	397,6	1 695,1	2 092,8
2013	316,4	1 197,8	1 514,2	..	..	..	..	..	..
2014	321,5	1 243,5	1 565,0	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	229,7	1 004,6	1 234,2	75,6	496,2	571,9	305,3	1 500,8	1 806,1
2013	254,0	1 110,8	1 364,8	..	..	..	..	..	..
2014	265,4	1 160,6	1 426,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	57,5	73,7	131,2	27,8	100,8	128,5	85,3	174,5	259,7
2013	56,7	72,7	129,4	..	..	..	..	..	..
2014	53,2	68,1	121,3	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	0,3	3,7	4,0	0,4	4,5	4,9	0,7	8,2	8,9
2013	0,4	4,7	5,1	..	..	..	..	..	..
2014	0,6	3,4	4,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3
2013	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	5,3	5,2	10,5	1,0	6,2	7,2	6,3	11,4	17,8
2013	5,3	9,4	14,7	..	..	..	..	..	..
2014	2,3	11,2	13,5	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	8 217,3	1 248,3	9 465,6	266,0	495,9	761,9	8 483,3	1 744,2	10 227,5
2013	7 373,3	1 565,7	8 939,0	..	..	..	..	..	..
2014	7 460,0	1 014,3	8 474,3	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2012	4 708,5	10,3	4 718,8	130,9	7,2	138,1	4 839,4	17,5	4 856,9
2013	4 134,3	42,1	4 176,4	..	..	..	..	..	..
2014	4 291,6	38,9	4 330,5	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2012	3 225,5	1 123,1	4 348,6	126,7	413,6	540,4	3 352,2	1 536,7	4 889,0
2013	3 088,4	1 484,7	4 573,1	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	3 943,3	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2012	283,2	114,9	398,2	8,3	75,2	83,5	291,5	190,1	481,6
2013	150,5	39,0	189,5	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	200,5	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	623,9	615,8	1 239,7	159,3	137,7	297,0	783,2	753,5	1 536,7
2013	1 255,6	330,2	1 585,8	..	..	..	..	..	..
2014	693,8	291,4	985,2	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	37,0	249,4	286,4	7,0	117,7	124,7	44,0	367,1	411,1
2013	41,3	276,9	318,2	..	..	..	..	..	..
2014	43,0	286,9	329,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	556,7	246,1	802,8	17,6	285,8	303,4	574,3	531,9	1 106,1
2013	238,2	503,3	741,5	..	..	..	..	..	..
2014	246,6	537,6	784,2	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	68,1	147,4	215,5	20,1	43,6	63,7	88,2	191,0	279,2
2013	86,6	190,8	277,4	..	..	..	..	..	..
2014	80,0	311,9	391,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-8 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Commerce de détail [44-45]									
2012	136,4	141,3	277,8	27,3	47,0	74,2	163,7	188,3	352,0
2013	216,4	165,1	381,5	..	..	..	..	..	..
2014	173,0	147,2	320,3	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	786,0	313,1	1 099,1	188,1	227,6	415,8	974,1	540,7	1 514,8
2013	494,3	335,1	829,4	..	..	..	..	..	..
2014	1 270,2	327,9	1 598,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	76,5	406,0	482,5	x	x	8,2	x	x	490,7
2013	41,0	295,4	336,4	..	..	..	..	..	..
2014	42,8	324,8	367,6	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	39,9	175,7	215,6	6,5	9,6	16,1	46,4	185,3	231,7
2013	15,0	187,8	202,7	..	..	..	..	..	..
2014	14,6	200,2	214,8	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	24,3	128,7	153,0	10,9	29,9	40,8	35,2	158,6	193,9
2013	27,9	145,9	173,8	..	..	..	..	..	..
2014	39,1	193,1	232,1	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	15,0	74,1	89,1	8,0	18,5	26,4	23,0	92,6	115,5
2013	20,1	75,4	95,4	..	..	..	..	..	..
2014	17,2	80,6	97,8	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	10,5	12,9	23,5	3,5	10,9	14,5	14,0	23,8	38,0
2013	x	x	20,5	..	..	..	..	..	..
2014	9,0	12,2	21,2	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	52,0	65,1	117,0	4,3	34,1	38,5	56,3	99,2	155,5
2013	x	x	71,8	..	..	..	..	..	..
2014	27,2	42,8	70,0	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	311,0	95,4	406,4	46,6	17,7	64,2	357,6	113,1	470,6
2013	268,6	81,8	350,4	..	..	..	..	..	..
2014	223,8	85,8	309,7	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	148,3	97,0	245,3	61,6	44,3	105,9	209,9	141,3	351,3
2013	185,1	77,7	262,8	..	..	..	..	..	..
2014	104,6	52,2	156,8	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	x	x	43,6	x	x	38,3	x	x	81,9
2013	x	x	23,3	..	..	..	..	..	..
2014	18,0	21,7	39,7	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	114,7	42,4	157,1	14,7	11,5	26,2	129,4	53,9	183,3
2013	x	x	141,1	..	..	..	..	..	..
2014	103,7	25,1	128,8	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	x	x	50,8	10,1	13,0	23,1	x	x	73,9
2013	x	x	49,2	..	..	..	..	..	..
2014	15,3	29,8	45,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	868,2	210,5	1 078,7	220,6	75,4	296,0	1 088,8	285,9	1 374,7
2013	1 003,6	236,3	1 239,8	..	..	..	..	..	..
2014	1 057,7	158,8	1 216,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-8 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Saskatchewan

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administration publique fédérale [911]									
2012	101,1	42,7	143,8	17,7	25,6	43,3	118,8	68,3	187,1
2013	52,2	41,5	93,7	..	..	..	..	..	..
2014	84,1	30,7	114,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	342,9	83,0	425,9	144,7	20,0	164,7	487,6	103,0	590,6
2013	394,7	79,4	474,1	..	..	..	..	..	..
2014	378,5	75,6	454,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	424,2	84,8	509,0	58,2	29,9	88,0	482,4	114,7	597,0
2013	556,6	115,4	672,0	..	..	..	..	..	..
2014	595,0	52,6	647,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	3 783,9	0,0	3 783,9	389,0	0,0	389,0	4 172,9	0,0	4 172,9
2013	3 790,5	0,0	3 790,5	..	..	..	..	..	..
2014	3 595,9	0,0	3 595,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	16 199,3	5 414,0	21 613,3	1 571,3	2 269,5	3 840,8	17 770,6	7 683,5	25 454,1
2013	15 530,0	5 814,9	21 344,9	..	..	..	..	..	..
2014	15 557,0	5 387,8	20 944,8	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-9
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	327,0	1 015,2	1 342,1	154,8	698,2	852,9	481,8	1 713,4	2 195,1
2013	352,2	1 107,8	1 460,0	..	..	..	..	..	..
2014	333,7	1 135,6	1 469,3	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	176,2	807,7	983,9	75,3	398,1	473,5	251,5	1 205,8	1 457,4
2013	194,9	893,2	1 088,1	..	..	..	..	..	..
2014	203,7	933,3	1 136,9	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	132,7	165,0	297,6	75,4	233,7	309,2	208,1	398,7	606,8
2013	130,8	162,7	293,5	..	..	..	..	..	..
2014	122,6	152,6	275,2	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	3,2	33,6	36,8	3,0	34,1	37,2	6,2	67,7	74,0
2013	10,9	44,2	55,1	..	..	..	..	..	..
2014	5,9	41,5	47,4	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	0,0	0,3	0,3	0,0	0,2	0,2	0,0	0,5	0,4
2013	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	14,9	8,7	23,6	1,0	32,0	32,9	15,9	40,7	56,5
2013	15,5	7,7	23,2	..	..	..	..	..	..
2014	1,5	8,1	9,7	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	46 219,3	8 341,2	54 560,4	946,5	3 997,2	4 943,7	47 165,8	12 338,4	59 504,1
2013	48 163,2	7 440,0	55 603,2	..	..	..	..	..	..
2014	49 993,7	7 367,7	57 361,4	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2012	46 056,3	5 884,8	51 941,0	877,1	2 776,6	3 653,7	46 933,4	8 661,4	55 594,7
2013	47 644,7	5 717,8	53 362,6	..	..	..	..	..	..
2014	49 315,1	5 934,2	55 249,3	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2012	89,2	230,8	320,0	x	x	284,1	x	x	604,1
2013	104,1	204,0	308,1	..	..	..	..	..	..
2014	112,3	139,6	251,9	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2012	73,8	2 225,6	2 299,4	x	x	1 005,9	x	x	3 305,3
2013	414,4	1 518,2	1 932,6	..	..	..	..	..	..
2014	566,2	1 294,0	1 860,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	3 833,7	1 082,2	4 916,0	338,2	444,4	782,6	4 171,9	1 526,6	5 698,6
2013	6 600,9	931,9	7 532,7	..	..	..	..	..	..
2014	5 671,4	1 208,4	6 879,9	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	229,4	1 542,5	1 771,9	43,5	729,3	772,8	272,9	2 271,8	2 544,7
2013	253,1	1 692,0	1 945,1	..	..	..	..	..	..
2014	263,1	1 753,6	2 016,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	380,2	1 333,9	1 714,1	239,7	972,0	1 211,7	619,9	2 305,9	2 925,8
2013	397,0	1 568,7	1 965,8	..	..	..	..	..	..
2014	521,4	1 825,3	2 346,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2012	36,6	134,8	171,4	39,7	122,0	161,7	76,3	256,8	333,1
2013	40,3	137,2	177,5	..	..	..	..	..	..
2014	31,0	145,5	176,5	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de boissons [3121]									
2012	0,6	18,6	19,2	1,2	11,3	12,4	1,8	29,9	31,7
2013	7,3	13,4	20,8	..	..	..	..	..	..
2014	3,3	16,9	20,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2012	0,0	0,1	0,1	x	x	0,1	x	x	0,2
2013	0,0	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,2	0,2	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2012	x	x	1,7	0,1	0,6	0,7	x	x	2,5
2013	0,0	1,2	1,2	..	..	..	..	..	..
2014	0,2	1,4	1,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2012	x	x	1,2	x	x	0,6	x	x	1,8
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	0,8	0,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2012	0,0	0,1	0,1	x	x	0,0	x	x	0,2
2013	0,0	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2012	7,5	78,3	85,8	5,6	90,1	95,7	13,1	168,4	181,5
2013	4,7	43,1	47,7	..	..	..	..	..	..
2014	9,3	48,9	58,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2012	18,9	98,0	117,0	6,6	167,2	173,8	25,5	265,2	290,8
2013	50,0	43,2	93,3	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	158,4	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2012	0,9	14,3	15,2	1,0	8,4	9,4	1,9	22,7	24,6
2013	0,9	20,1	20,9	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	18,4	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2012	x	x	269,5	x	x	139,6	x	x	409,1
2013	9,8	410,6	420,4	..	..	..	..	..	..
2014	12,7	450,3	463,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2012	82,1	423,3	505,5	29,1	239,4	268,5	111,2	662,7	774,0
2013	172,2	433,1	605,3	..	..	..	..	..	..
2014	336,5	578,6	915,1	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2012	7,3	63,4	70,6	8,3	38,2	46,5	15,6	101,6	117,2
2013	10,3	68,7	79,0	..	..	..	..	..	..
2014	4,0	78,8	82,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2012	16,3	54,1	70,4	7,0	45,3	52,3	23,3	99,4	122,7
2013	33,4	59,0	92,5	..	..	..	..	..	..
2014	6,1	87,8	93,9	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2012	4,7	33,7	38,4	x	x	28,0	x	x	66,4
2013	x	x	53,5	..	..	..	..	..	..
2014	5,1	37,5	42,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de produits métalliques [332]									
2012	4,4	47,9	52,3	11,2	33,7	44,9	15,6	81,6	97,2
2013	15,2	86,1	101,2	..	..	..	..	..	..
2014	14,8	87,7	102,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2012	62,5	120,0	182,5	66,7	87,8	154,5	129,2	207,8	337,0
2013	32,2	142,0	174,2	..	..	..	..	..	..
2014	16,9	96,7	113,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2012	1,5	12,2	13,7	0,5	1,6	2,1	2,0	13,8	15,8
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	1,3	10,3	11,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2012	x	x	13,2	0,6	2,2	2,7	x	x	15,9
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	16,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2012	20,9	34,9	55,7	0,4	5,3	5,7	21,3	40,2	61,4
2013	x	x	15,6	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	22,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2012	1,8	6,2	8,0	0,5	2,9	3,4	2,3	9,1	11,5
2013	2,0	8,7	10,7	..	..	..	..	..	..
2014	2,9	8,2	11,1	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2012	8,6	13,8	22,5	1,7	7,2	8,8	10,3	21,0	31,3
2013	7,9	16,4	24,2	..	..	..	..	..	..
2014	4,0	33,3	37,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	334,4	837,9	1 172,4	79,7	204,4	284,2	414,1	1 042,3	1 456,5
2013	451,5	805,7	1 257,2	..	..	..	..	..	..
2014	360,7	782,3	1 143,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	670,2	530,7	1 200,9	108,7	159,3	268,0	778,9	690,0	1 468,9
2013	794,2	565,4	1 359,6	..	..	..	..	..	..
2014	698,9	574,6	1 273,5	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	4 061,2	1 934,6	5 995,8	641,0	960,1	1 601,1	4 702,2	2 894,7	7 596,8
2013	5 084,6	3 150,2	8 234,8	..	..	..	..	..	..
2014	5 234,2	4 069,6	9 303,8	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	592,4	1 097,1	1 689,5	6,4	26,2	32,6	598,8	1 123,3	1 722,1
2013	701,6	1 136,7	1 838,3	..	..	..	..	..	..
2014	682,7	1 141,9	1 824,5	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	242,2	795,1	1 037,3	42,2	28,1	70,3	284,4	823,2	1 107,6
2013	139,8	987,3	1 127,1	..	..	..	..	..	..
2014	146,1	1 079,2	1 225,3	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	646,1	1 254,3	1 900,5	594,3	217,1	811,5	1 240,4	1 471,4	2 712,0
2013	561,5	1 528,2	2 089,7	..	..	..	..	..	..
2014	557,5	1 514,6	2 072,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	88,8	614,5	703,2	34,5	53,2	87,7	123,3	667,7	790,9
2013	49,1	493,4	542,5	..	..	..	..	..	..
2014	50,1	478,7	528,8	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-9 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Alberta

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
	millions de dollars								
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	24,7	42,9	67,6	3,2	18,0	21,2	27,9	60,9	88,8
2013	23,7	39,1	62,8	..	..	..	..	..	..
2014	24,0	39,4	63,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	168,1	227,8	395,9	28,2	124,8	153,0	196,3	352,6	548,9
2013	78,8	218,2	296,9	..	..	..	..	..	..
2014	101,1	178,9	280,0	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	1 363,7	381,0	1 744,7	206,3	38,0	244,3	1 570,0	419,0	1 989,0
2013	1 330,9	393,0	1 723,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 373,2	349,0	1 722,1	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	545,0	679,7	1 224,7	338,7	203,1	541,9	883,7	882,8	1 766,6
2013	546,7	387,4	934,1	..	..	..	..	..	..
2014	604,4	398,2	1 002,7	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	159,0	216,1	375,1	8,4	17,6	26,0	167,4	233,7	401,1
2013	238,8	225,1	464,0	..	..	..	..	..	..
2014	255,9	314,4	570,3	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	360,6	257,6	618,2	123,5	63,7	187,2	484,1	321,3	805,4
2013	332,4	221,6	554,0	..	..	..	..	..	..
2014	305,9	217,0	522,9	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	241,3	304,7	546,0	56,6	130,9	187,5	297,9	435,6	733,5
2013	260,4	324,0	584,4	..	..	..	..	..	..
2014	254,4	316,0	570,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	3 837,7	691,6	4 529,3	550,5	337,8	888,3	4 388,2	1 029,4	5 417,6
2013	4 488,4	896,4	5 384,8	..	..	..	..	..	..
2014	3 980,6	969,1	4 949,7	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	217,7	81,6	299,3	34,9	49,0	83,9	252,6	130,6	383,1
2013	169,4	102,1	271,4	..	..	..	..	..	..
2014	156,4	103,3	259,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	1 545,8	226,4	1 772,1	79,1	83,0	162,1	1 624,9	309,4	1 934,2
2013	1 981,5	335,6	2 317,1	..	..	..	..	..	..
2014	1 976,7	324,8	2 301,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	2 074,3	383,6	2 457,9	436,5	205,8	642,3	2 510,8	589,4	3 100,2
2013	2 337,5	458,7	2 796,3	..	..	..	..	..	..
2014	1 847,4	541,0	2 388,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	14 867,1	0,0	14 867,1	1 398,0	0,0	1 398,0	16 265,1	0,0	16 265,1
2013	16 198,0	0,0	16 198,0	..	..	..	..	..	..
2014	16 695,9	0,0	16 695,9	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	79 192,2	23 180,4	102 372,6	5 942,9	9 423,4	15 366,3	85 135,1	32 603,8	117 738,9
2013	87 046,8	24 112,1	111 158,9	..	..	..	..	..	..
2014	88 108,8	25 713,6	113 822,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-10
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	187,4	196,1	383,5	76,1	300,5	376,7	263,5	496,6	760,2
2013	173,9	232,2	406,1	..	..	..	..	..	..
2014	183,1	216,4	399,6	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	44,6	60,0	104,6	28,2	56,1	84,3	72,8	116,1	188,8
2013	49,3	66,2	115,5	..	..	..	..	..	..
2014	51,5	69,1	120,6	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	93,3	42,4	135,7	30,3	75,9	106,2	123,6	118,3	241,9
2013	92,0	42,2	134,2	..	..	..	..	..	..
2014	86,2	40,0	126,3	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	43,3	72,6	115,9	16,6	131,4	148,0	59,9	204,0	263,9
2013	27,7	97,6	125,3	..	..	..	..	..	..
2014	42,7	87,1	129,9	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	0,8	9,7	10,5	0,0	19,0	19,0	0,8	28,7	29,4
2013	2,0	7,5	9,5	..	..	..	..	..	..
2014	1,1	7,4	8,6	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	5,5	11,5	16,9	1,0	18,3	19,2	6,5	29,8	36,1
2013	2,8	18,8	21,6	..	..	..	..	..	..
2014	1,6	12,7	14,3	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	7 365,7	1 366,7	8 732,4	477,4	692,9	1 170,3	7 843,1	2 059,6	9 902,7
2013	7 915,0	516,4	8 431,4	..	..	..	..	..	..
2014	6 953,0	373,0	7 325,9	..	..	..	..	..	..
Extraction de pétrole et de gaz [211]									
2012	4 845,8	207,0	5 052,7	x	x	167,1	x	x	5 219,8
2013	5 838,7	40,7	5 879,4	..	..	..	..	..	..
2014	5 629,1	32,7	5 661,8	..	..	..	..	..	..
Extraction minière, sauf l'extraction de pétrole et de gaz [212]									
2012	1 875,5	1 084,3	2 959,8	x	x	964,2	x	x	3 923,9
2013	1 600,1	441,0	2 041,0	..	..	..	..	..	..
2014	838,3	296,6	1 134,9	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz [213]									
2012	644,4	75,5	719,9	x	x	39,1	x	x	759,0
2013	476,2	34,8	511,0	..	..	..	..	..	..
2014	485,6	43,7	529,2	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	3 524,3	536,2	4 060,4	384,4	160,2	544,6	3 908,7	696,4	4 605,0
2013	3 350,6	413,3	3 763,9	..	..	..	..	..	..
2014	3 693,5	381,0	4 074,5	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	92,2	626,2	718,4	17,5	293,0	310,4	109,7	919,2	1 028,8
2013	104,7	706,8	811,5	..	..	..	..	..	..
2014	108,9	732,3	841,2	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	845,5	746,5	1 591,9	55,0	720,2	775,2	900,5	1 466,7	2 367,1
2013	1 368,8	994,4	2 363,2	..	..	..	..	..	..
2014	1 368,1	1 118,8	2 486,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication d'aliments [311]									
2012	28,0	95,9	123,9	7,9	54,6	62,5	35,9	150,5	186,4
2013	x	x	98,4	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	94,8	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de boissons [3121]									
2012	4,4	33,3	37,7	3,8	5,8	9,5	8,2	39,1	47,2
2013	7,5	36,7	44,2	..	..	..	..	..	..
2014	7,7	42,6	50,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication du tabac [3122]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Usines de textiles [313]									
2012	x	x	x	0,1	0,5	0,5	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	x	x	..	..	..	..	..	..
Usines de produits textiles [314]									
2012	0,4	4,4	4,8	0,0	1,2	1,2	0,4	5,6	6,0
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	1,2	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de vêtements [315]									
2012	0,0	x	x	x	x	1,5	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,4	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues [316]									
2012	x	x	x	0,0	0,1	0,1	x	x	x
2013	0,0	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en bois [321]									
2012	12,4	49,4	61,8	1,1	96,3	97,4	13,5	145,7	159,2
2013	32,7	113,7	146,4	..	..	..	..	..	..
2014	25,4	132,5	157,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication du papier [322]									
2012	11,7	125,0	136,7	8,9	296,4	305,3	20,6	421,4	442,0
2013	28,8	177,2	206,0	..	..	..	..	..	..
2014	21,4	247,9	269,2	..	..	..	..	..	..
Impression et activités connexes de soutien [323]									
2012	x	x	11,2	1,0	1,6	2,6	x	x	13,7
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,7	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits du pétrole et du charbon [324]									
2012	x	23,1	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	64,8	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	46,6	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits chimiques [325]									
2012	10,8	104,0	114,8	2,9	19,8	22,7	13,7	123,8	137,5
2013	7,7	143,4	151,1	..	..	..	..	..	..
2014	10,1	99,7	109,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique [326]									
2012	0,6	25,9	26,5	1,6	15,4	17,0	2,2	41,3	43,4
2013	2,7	32,7	35,3	..	..	..	..	..	..
2014	0,9	42,1	43,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits minéraux non métalliques [327]									
2012	14,6	33,9	48,6	3,5	47,8	51,3	18,1	81,7	99,9
2013	24,3	36,0	60,3	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	50,7	..	..	..	..	..	..
Première transformation des métaux [331]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Fabrication de produits métalliques [332]									
2012	5,6	35,4	40,9	0,7	9,5	10,2	6,3	44,9	51,1
2013	x	x	45,5	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	55,8	..	..	..	..	..	..
Fabrication de machines [333]									
2012	5,2	48,4	53,6	2,8	10,0	12,7	8,0	58,4	66,4
2013	x	x	50,1	..	..	..	..	..	..
2014	x	45,6	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de produits informatiques et électroniques [334]									
2012	2,8	25,3	28,1	1,5	3,1	4,6	4,3	28,4	32,7
2013	x	x	27,5	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques [335]									
2012	2,6	11,3	13,9	0,6	2,9	3,5	3,2	14,2	17,4
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Fabrication de matériel de transport [336]									
2012	14,4	39,8	54,2	3,1	13,8	16,9	17,5	53,6	71,2
2013	45,6	58,5	104,0	..	..	..	..	..	..
2014	102,8	94,1	196,9	..	..	..	..	..	..
Fabrication de meubles et de produits connexes [337]									
2012	1,3	8,2	9,4	x	x	3,4	x	x	12,8
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Activités diverses de fabrication [339]									
2012	12,3	16,6	28,8	x	x	9,1	x	x	38,0
2013	x	x	32,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	26,2	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	167,0	582,1	749,1	71,7	158,8	230,5	238,7	740,9	979,7
2013	129,8	604,5	734,4	..	..	..	..	..	..
2014	138,3	728,6	866,9	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	583,3	712,0	1 295,2	125,1	152,6	277,7	708,4	864,6	1 573,0
2013	630,4	729,4	1 359,7	..	..	..	..	..	..
2014	551,5	709,9	1 261,4	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	1 528,5	1 133,0	2 661,5	614,4	702,7	1 317,1	2 142,9	1 835,7	3 978,6
2013	1 470,6	1 288,3	2 758,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 693,4	1 210,6	2 904,0	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	572,7	740,4	1 313,0	15,8	47,9	63,7	588,5	788,3	1 376,7
2013	566,4	705,6	1 272,0	..	..	..	..	..	..
2014	600,2	726,7	1 326,9	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	128,5	938,1	1 066,6	50,1	59,9	110,0	178,6	998,0	1 176,6
2013	67,5	862,7	930,2	..	..	..	..	..	..
2014	137,5	892,3	1 029,8	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	524,5	1 085,5	1 610,0	103,8	129,1	232,9	628,3	1 214,6	1 842,9
2013	344,1	1 089,4	1 433,5	..	..	..	..	..	..
2014	302,0	1 017,2	1 319,2	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	56,5	439,5	496,0	23,8	53,2	77,0	80,3	492,7	573,1
2013	64,3	357,0	421,3	..	..	..	..	..	..
2014	72,0	376,0	448,0	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-10 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Colombie-Britannique

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations				
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total	
millions de dollars										
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]										
2012	44,5	58,1	102,6	8,7	5,3	14,0	53,2	63,4	116,6	
2013	34,3	54,1	88,4	..	..	..	..	..	..
2014	32,8	55,6	88,4	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]										
2012	108,6	229,6	338,2	19,8	68,0	87,8	128,4	297,6	426,0	
2013	47,9	237,2	285,1	..	..	..	..	..	..
2014	60,8	251,6	312,4	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]										
2012	831,0	368,8	1 199,8	393,0	55,7	448,7	1 224,0	424,5	1 648,4	
2013	927,1	345,5	1 272,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 037,2	303,4	1 340,6	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]										
2012	922,6	429,1	1 351,7	169,1	173,5	342,6	1 091,7	602,6	1 694,3	
2013	779,9	437,9	1 217,8	..	..	..	..	..	..
2014	526,1	475,2	1 001,3	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]										
2012	94,9	182,1	276,9	18,4	29,3	47,7	113,3	211,4	324,6	
2013	136,0	128,8	264,8	..	..	..	..	..	..
2014	156,9	162,1	319,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]										
2012	261,5	202,8	464,3	67,9	88,6	156,5	329,4	291,4	620,9	
2013	363,5	223,9	587,4	..	..	..	..	..	..
2014	362,9	210,7	573,5	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]										
2012	90,6	172,8	263,4	48,9	32,3	81,2	139,5	205,1	344,5	
2013	84,6	179,6	264,2	..	..	..	..	..	..
2014	63,3	211,1	274,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]										
2012	3 159,9	682,9	3 842,8	382,3	244,1	626,3	3 542,2	927,0	4 469,1	
2013	3 074,8	687,8	3 762,6	..	..	..	..	..	..
2014	3 055,4	701,8	3 757,2	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]										
2012	322,1	180,7	502,8	64,2	143,0	207,2	386,3	323,7	709,9	
2013	334,6	155,2	489,8	..	..	..	..	..	..
2014	416,7	172,7	589,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]										
2012	1 679,2	286,4	1 965,5	62,8	49,8	112,5	1 742,0	336,2	2 078,1	
2013	1 748,0	287,9	2 035,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 502,6	265,9	1 768,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]										
2012	1 158,7	215,8	1 374,5	255,3	51,3	306,6	1 414,0	267,1	1 681,1	
2013	992,2	244,7	1 236,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 136,1	263,2	1 399,3	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques autochtones [914]										
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement										
2012	15 261,5	0,0	15 261,5	1 739,0	0,0	1 739,0	17 000,5	0,0	17 000,5	
2013	15 054,5	0,0	15 054,5	..	..	..	..	..	..
2014	15 504,1	0,0	15 504,1	..	..	..	..	..	..
Total										
2012	36 350,9	11 428,4	47 779,3	4 862,2	4 167,8	9 030,1	41 213,1	15 596,2	56 809,4	
2013	36 688,8	10 794,7	47 483,5	..	..	..	..	..	..
2014	36 600,8	10 854,3	47 455,2	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-11
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	0,0	0,0	0,1	x	x	0,2	x	x	0,2
2013	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2
2013	0,0	0,1	0,1	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	0,0	0,0	0,0	x	x	0,0	x	x	0,1
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	x	0,0	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	x	x	328,9	x	19,3	x	x	x	x
2013	199,6	56,6	256,2	..	..	..	..	..	..
2014	165,9	x	x	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	39,6	7,2	46,8	4,1	4,7	8,8	43,7	11,9	55,6
2013	28,7	16,1	44,7	..	..	..	..	..	..
2014	32,9	29,9	62,8	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	1,6	10,6	12,2	0,3	5,0	5,3	1,9	15,6	17,5
2013	1,8	12,2	14,0	..	..	..	..	..	..
2014	1,9	12,6	14,5	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	x	x	x	0,1	0,7	0,9	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	0,9	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	2,7	6,1	8,8	x	x	x	x	x	x
2013	0,7	5,8	6,4	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	6,0	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	6,3	5,4	11,7	x	x	3,0	x	x	14,7
2013	2,9	4,0	7,0	..	..	..	..	..	..
2014	4,0	4,2	8,2	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	1,4	20,7	22,1	x	x	9,0	x	x	31,1
2013	x	x	13,9	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	14,1	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-11 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2012	x	x	4,0	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	x	x	5,0	2,0	0,6	2,6	x	x	7,6
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	0,2	1,9	2,1	0,1	0,2	0,3	0,3	2,1	2,4
2013	x	x	2,2	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	1,8	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	0,1	0,5	0,6	0,0	0,1	0,1	0,1	0,6	0,7
2013	0,1	0,4	0,6	..	..	..	..	..	..
2014	0,2	0,4	0,6	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	0,3	0,8	1,1	x	0,9	x	x	1,7	x
2013	0,1	1,8	1,9	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	1,6	1,7	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	x	x	3,0	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	x	x	x	0,9	0,3	1,2	x	x	x
2013	x	x	4,3	..	..	..	..	..	..
2014	3,3	2,0	5,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	x	x	x	0,1	0,4	0,5	x	x	x
2013	0,2	1,0	1,2	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	0,9	1,0	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	136,5	20,3	156,8	16,6	25,2	41,8	153,1	45,5	198,6
2013	189,7	29,7	219,4	..	..	..	..	..	..
2014	210,5	16,7	227,2	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	5,2	2,0	7,3	9,7	23,8	33,6	14,9	25,8	40,9
2013	1,4	4,4	5,8	..	..	..	..	..	..
2014	1,6	3,0	4,7	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	100,7	16,4	117,2	0,4	0,6	1,0	101,1	17,0	118,2
2013	179,8	20,7	200,4	..	..	..	..	..	..
2014	205,8	12,4	218,1	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	30,5	1,8	32,3	6,5	0,8	7,2	37,0	2,6	39,6
2013	8,6	4,6	13,1	..	..	..	..	..	..
2014	3,1	1,3	4,4	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-11 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Yukon

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	177,1	0,0	177,1	9,0	0,0	9,0	186,1	0,0	186,1
2013	152,2	0,0	152,2	..	..	..	..	..	..
2014	160,6	0,0	160,6	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	705,7	125,9	831,6	39,4	71,6	111,0	745,1	197,5	942,6
2013	597,8	161,9	759,7	..	..	..	..	..	..
2014	605,1	131,0	736,1	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-12
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			Total
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	x	0,5	x	0,0	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	0,1	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
2013	0,1	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	0,1	0,2	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	0,1	0,2	0,4	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	0,4
2013	0,1	0,4	0,5	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,4	0,4	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	591,7	177,6	769,4	2,9	249,7	252,6	594,6	427,3	1 022,0
2013	750,6	154,4	905,0	..	..	..	..	..	..
2014	744,5	105,5	850,0	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	31,8	14,0	45,8	13,5	1,6	15,1	45,3	15,6	61,0
2013	44,5	3,6	48,1	..	..	..	..	..	..
2014	36,3	4,7	41,0	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	1,8	12,4	14,2	0,3	5,8	6,2	2,1	18,2	20,3
2013	2,3	15,4	17,6	..	..	..	..	..	..
2014	2,4	15,9	18,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	0,2	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	2,2	2,3	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	x	x	5,9	x	x	1,9	x	x	7,8
2013	x	x	5,4	..	..	..	..	..	..
2014	1,4	5,7	7,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	7,2	7,6	14,8	2,1	3,1	5,2	9,3	10,7	20,0
2013	6,2	6,3	12,5	..	..	..	..	..	..
2014	4,3	5,6	9,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	34,0	54,8	88,7	18,1	25,5	43,6	52,1	80,3	132,3
2013	x	x	127,1	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	102,2	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	x	x	8,0	x	x	x	x	x	x
2013	4,3	3,3	7,6	..	..	..	..	..	..
2014	10,1	6,0	16,1	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-12 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	2,7	7,2	9,9	2,2	1,2	3,4	4,9	8,4	13,3
2013	1,8	6,8	8,6	..	..	..	..	..	..
2014	4,4	7,2	11,6	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	0,4	2,0	2,3	0,1	0,7	0,8	0,5	2,7	3,1
2013	x	2,9	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,2	5,9	6,1	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	0,1	x	x	0,0	0,0	0,0	0,1	x	x
2013	0,2	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,2	1,0	1,2	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	x	x	x	0,2	1,8	2,0	x	x	x
2013	0,3	5,7	5,9	..	..	..	..	..	..
2014	0,2	3,5	3,6	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	x	2,9	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	66,8	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	61,9	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	0,2	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,4	0,3	0,7	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	x	2,8	x	1,4	1,1	2,5	x	3,9	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	2,2	4,1	6,2	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	x	x	5,0	0,1	0,2	0,3	x	x	5,3
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	2,9	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	131,7	28,9	160,6	56,7	13,5	70,2	188,4	42,4	230,8
2013	140,8	30,1	170,9	..	..	..	..	..	..
2014	127,7	28,5	156,2	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	2,8	6,3	9,1	5,3	4,1	9,4	8,1	10,4	18,5
2013	5,4	10,6	16,0	..	..	..	..	..	..
2014	15,6	9,9	25,6	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	99,7	16,4	116,0	50,3	8,9	59,1	150,0	25,3	175,2
2013	121,4	13,9	135,3	..	..	..	..	..	..
2014	90,1	14,3	104,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	29,2	6,3	35,5	1,1	0,5	1,7	30,3	6,8	37,1
2013	14,0	5,6	19,6	..	..	..	..	..	..
2014	21,9	4,3	26,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-12 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Territoires du Nord-Ouest

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	75,8	0,0	75,8	9,0	0,0	9,0	84,8	0,0	84,8
2013	103,2	0,0	103,2	..	..	..	..	..	..
2014	112,1	0,0	112,1	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	926,6	336,0	1 262,6	113,4	313,3	426,7	1 040,0	649,3	1 689,3
2013	1 195,5	308,4	1 503,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 151,1	263,4	1 414,5	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 4-13
Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	0,1	0,6	0,7	0,0	0,7	0,7	0,1	1,3	1,4
2013	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
Cultures agricoles [111]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Élevage [112]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Foresterie et exploitation forestière [113]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Pêche, chasse et piégeage [114]									
2012	0,1	0,6	0,7	0,0	0,7	0,7	0,1	1,3	1,4
2013	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
2014	0,1	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [115]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	548,6	29,0	577,6	x	x	x	x	x	x
2013	491,8	53,1	545,0	..	..	..	..	..	..
2014	470,0	35,0	505,0	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	22,7	1,7	24,5	1,3	0,6	1,9	24,0	2,3	26,3
2013	25,1	17,1	42,2	..	..	..	..	..	..
2014	25,4	17,3	42,7	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	0,8	5,1	5,9	0,1	2,4	2,5	0,9	7,5	8,4
2013	1,2	7,8	8,9	..	..	..	..	..	..
2014	1,2	8,1	9,3	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	0,0	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	0,3	x	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	x	x	0,6	0,2	x	x	x	x	x
2013	x	x	0,7	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	0,7	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	x	18,7	x	x	x	6,8	x	x	x
2013	3,4	3,7	7,0	..	..	..	..	..	..
2014	14,4	3,3	17,6	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	0,4	7,0	7,3	x	x	1,7	x	x	9,1
2013	x	x	5,2	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	5,5	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	x	x	5,0	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	1,9	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	1,9	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-13 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Finance et assurances [52]									
2012	x	x	x	0,1	0,1	0,1	x	x	x
2013	6,4	2,9	9,3	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	x	x	x	1,5	0,8	2,3	x	x	x
2013	x	2,8	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	0,1	1,7	1,8	0,1	0,1	0,1	0,2	1,8	2,0
2013	0,1	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4
2013	0,0	0,3	0,3	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,2	0,3	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services d'enseignement [61]									
2012	x	x	11,1	4,0	x	x	x	x	x
2013	24,7	0,5	25,3	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	33,1	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	x	x	x	x	x	x	x	x	x
2013	x	x	26,0	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	x	x	x	0,0	0,0	0,0	x	x	x
2013	x	0,0	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	x	x	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	6,8	1,0	7,8	0,4	x	x	7,2	x	x
2013	x	x	3,4	..	..	..	..	..	..
2014	1,2	0,5	1,7	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	x	0,7	x	x	0,1	x	x	0,8	x
2013	x	0,5	x	..	..	..	..	..	..
2014	0,6	0,2	0,8	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	92,0	11,8	103,8	4,9	1,5	6,4	96,9	13,3	110,2
2013	88,2	15,2	103,4	..	..	..	..	..	..
2014	134,3	10,7	144,9	..	..	..	..	..	..
Administration publique fédérale [911]									
2012	9,3	2,2	11,5	3,3	0,3	3,6	12,6	2,5	15,1
2013	6,8	3,0	9,8	..	..	..	..	..	..
2014	45,5	2,0	47,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques provinciales et territoriales [912]									
2012	72,5	5,8	78,3	0,5	0,0	0,5	73,0	5,8	78,8
2013	77,8	8,8	86,6	..	..	..	..	..	..
2014	81,6	6,6	88,2	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques locales, municipales et régionales [913]									
2012	10,2	3,8	14,1	1,2	1,1	2,3	11,4	4,9	16,3
2013	3,6	3,4	7,0	..	..	..	..	..	..
2014	7,2	2,1	9,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4-13 – suite

Immobilisations et réparations, provinces et territoires — Nunavut

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Administrations publiques autochtones [914]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	76,3	0,0	76,3	4,0	0,0	4,0	80,3	0,0	80,3
2013	88,1	0,0	88,1	..	..	..	..	..	..
2014	93,1	0,0	93,1	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	781,5	90,6	872,1	34,1	81,6	115,7	815,6	172,2	987,8
2013	752,6	119,7	872,3	..	..	..	..	..	..
2014	784,9	92,5	877,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 029-0005.

Tableau 5-1
Investissements publics — Canada, résumé par secteur

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	x	x	x	6,5	14,7	21,2	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	x	x	x	0,0	0,0	0,0	x	x	x
2013	249,3	0,0	249,3	..	..	..	..	..	..
2014	266,6	0,0	266,6	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	13 945,8	4 262,3	18 208,1	1 523,3	1 786,6	3 309,9	15 469,1	6 048,9	21 517,9
2013	15 869,7	4 178,5	20 048,2	..	..	..	..	..	..
2014	15 776,9	4 613,5	20 390,4	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	x	x	83,0	x	x	18,0	x	x	101,0
2013	26,9	24,1	51,0	..	..	..	..	..	..
2014	14,6	44,3	58,8	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	5,5	20,9	26,4	2,1	3,8	5,9	7,6	24,7	32,3
2013	2,3	11,8	14,0	..	..	..	..	..	..
2014	2,4	5,1	7,4	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	129,8	104,5	234,3	48,4	30,7	79,2	178,2	135,2	313,5
2013	119,2	84,7	203,9	..	..	..	..	..	..
2014	155,5	87,6	243,1	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	4 014,5	2 423,7	6 438,2	491,8	814,3	1 306,1	4 506,3	3 238,0	7 744,3
2013	6 294,7	2 764,4	9 059,2	..	..	..	..	..	..
2014	6 552,7	3 688,2	10 240,9	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	106,9	543,4	650,2	25,8	57,9	83,7	132,7	601,3	733,9
2013	124,8	435,4	560,2	..	..	..	..	..	..
2014	122,5	477,1	599,6	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	87,9	419,7	507,6	64,7	76,7	141,4	152,6	496,4	649,0
2013	148,7	434,5	583,3	..	..	..	..	..	..
2014	211,5	421,8	633,3	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	324,8	147,2	471,9	428,6	105,1	533,7	753,4	252,3	1 005,7
2013	272,8	135,3	408,2	..	..	..	..	..	..
2014	273,7	134,3	408,0	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	73,4	80,1	153,4	18,4	23,9	42,3	91,8	104,0	195,7
2013	51,1	91,8	142,9	..	..	..	..	..	..
2014	44,2	96,6	140,8	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	375,8	96,6	472,4	38,1	67,9	106,0	413,9	164,5	578,3
2013	461,0	128,8	589,8	..	..	..	..	..	..
2014	488,8	123,4	612,2	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5-1 – suite

Investissements publics — Canada, résumé par secteur

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2012	6 918,8	2 382,9	9 301,7	1 526,1	238,2	1 764,3	8 444,9	2 621,1	11 066,0
2013	7 221,3	2 564,0	9 785,3	..	..	..	..	..	..
2014	7 222,6	2 423,1	9 645,8	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	5 313,4	2 814,7	8 128,1	887,6	911,0	1 798,7	6 201,0	3 725,7	9 926,8
2013	5 186,0	2 396,2	7 582,2	..	..	..	..	..	..
2014	4 441,0	2 281,1	6 722,1	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	517,0	623,2	1 140,2	x	x	336,0	x	x	1 476,1
2013	857,9	516,5	1 374,3	..	..	..	..	..	..
2014	673,6	639,4	1 313,0	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	20,7	19,9	40,7	5,9	8,2	14,0	26,6	28,1	54,7
2013	24,7	21,5	46,2	..	..	..	..	..	..
2014	26,2	27,2	53,4	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	38,3	34,1	72,4	33,9	15,3	49,1	72,2	49,4	121,5
2013	30,3	35,4	65,7	..	..	..	..	..	..
2014	43,9	35,6	79,5	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	27 956,6	8 221,7	36 178,3	5 099,4	2 073,3	7 172,8	33 056,0	10 295,0	43 351,1
2013	28 239,6	8 687,3	36 926,9	..	..	..	..	..	..
2014	29 119,1	8 803,6	37 922,7	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	60 002,1	22 251,8	82 253,9	10 373,1	6 409,1	16 782,1	70 375,2	28 660,9	99 036,0
2013	65 181,4	22 511,8	87 693,1	..	..	..	..	..	..
2014	65 436,6	23 903,2	89 339,9	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 032-0001.

Tableau 5-2
Investissements publics — Provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2012	1 334,1	386,7	1 720,7	179,4	248,6	428,0	1 513,5	635,3	2 148,7
2013	1 877,8	421,0	2 298,9	..	..	..	..	..	..
2014	2 023,2	359,1	2 382,3	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2012	199,8	69,3	269,1	50,8	16,3	67,0	250,6	85,6	336,1
2013	177,4	133,8	311,2	..	..	..	..	..	..
2014	162,6	69,8	232,4	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2012	1 221,1	486,3	1 707,4	155,0	147,0	302,0	1 376,1	633,3	2 009,4
2013	1 431,8	523,1	1 954,9	..	..	..	..	..	..
2014	1 447,6	495,3	1 942,9	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2012	1 407,3	294,1	1 701,4	176,6	126,5	303,1	1 583,9	420,6	2 004,6
2013	949,1	253,9	1 203,0	..	..	..	..	..	..
2014	917,8	252,0	1 169,8	..	..	..	..	..	..
Québec									
2012	14 873,1	4 992,9	19 866,0	2 071,0	1 280,2	3 351,2	16 944,1	6 273,1	23 217,2
2013	16 209,9	5 542,3	21 752,1	..	..	..	..	..	..
2014	16 108,9	6 072,8	22 181,7	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2012	20 922,6	8 883,1	29 805,7	3 994,2	2 508,3	6 502,6	24 916,8	11 391,4	36 308,3
2013	21 318,7	9 365,2	30 683,9	..	..	..	..	..	..
2014	22 359,8	10 345,5	32 705,3	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2012	2 525,5	1 063,1	3 588,6	393,5	180,8	574,4	2 919,0	1 243,9	4 163,0
2013	2 875,8	1 011,1	3 886,8	..	..	..	..	..	..
2014	2 875,4	993,7	3 869,1	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2012	1 987,7	1 400,9	3 388,6	516,8	320,5	837,3	2 504,5	1 721,4	4 225,9
2013	2 669,7	797,0	3 466,7	..	..	..	..	..	..
2014	2 185,9	673,4	2 859,3	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2012	7 465,6	2 259,8	9 725,4	1 422,9	803,1	2 226,0	8 888,5	3 062,9	11 951,3
2013	8 993,0	2 232,0	11 225,0	..	..	..	..	..	..
2014	8 150,4	2 447,3	10 597,7	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2012	7 545,3	2 301,9	9 847,3	1 305,9	715,5	2 021,4	8 851,2	3 017,4	11 868,7
2013	8 061,9	2 097,4	10 159,3	..	..	..	..	..	..
2014	8 547,6	2 073,0	10 620,5	..	..	..	..	..	..
Yukon									
2012	192,2	31,6	223,8	21,4	33,0	54,4	213,6	64,6	278,3
2013	214,3	47,7	262,0	..	..	..	..	..	..
2014	239,1	49,0	288,0	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord Ouest									
2012	191,6	52,9	244,5	73,2	21,4	94,7	264,8	74,3	339,2
2013	245,2	45,0	290,2	..	..	..	..	..	..
2014	216,8	38,5	255,3	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2012	136,1	29,2	165,4	12,3	7,8	20,1	148,4	37,0	185,5
2013	156,8	42,4	199,2	..	..	..	..	..	..
2014	201,6	33,8	235,5	..	..	..	..	..	..
Canada									
2012	60 002,1	22 251,8	82 253,9	10 373,1	6 409,1	16 782,1	70 375,2	28 660,9	99 036,0
2013	65 181,4	22 511,8	87 693,1	..	..	..	..	..	..
2014	65 436,6	23 903,2	89 339,9	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM 032-0002.

Tableau 6-1
Investissements privés — Canada, résumé par secteur

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Agriculture, foresterie, pêche et chasse [11]									
2012	x	x	x	930,9	3 249,1	4 180,0	x	x	x
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21]									
2012	x	x	x	1 922,3	7 497,6	9 420,0	x	x	x
2013	75 655,8	12 282,2	87 938,0	..	..	..	..	..	..
2014	76 888,6	11 138,5	88 027,0	..	..	..	..	..	..
Services publics [22]									
2012	7 195,2	2 025,7	9 220,9	506,9	1 915,1	2 421,9	7 702,1	3 940,8	11 642,8
2013	9 502,1	2 233,4	11 735,4	..	..	..	..	..	..
2014	7 790,0	2 305,3	10 095,3	..	..	..	..	..	..
Construction [23]									
2012	777,2	5 274,8	6 052,0	147,3	2 470,7	2 618,0	924,5	7 745,5	8 670,0
2013	875,3	5 902,8	6 778,2	..	..	..	..	..	..
2014	909,9	6 115,8	7 025,7	..	..	..	..	..	..
Fabrication [31-33]									
2012	x	x	17 899,0	x	x	10 017,3	x	x	27 916,3
2013	5 144,9	12 876,9	18 021,8	..	..	..	..	..	..
2014	4 233,7	14 623,0	18 856,7	..	..	..	..	..	..
Commerce de gros [41]									
2012	1 271,0	4 361,7	5 632,7	453,8	1 027,2	1 481,0	1 724,8	5 388,9	7 113,7
2013	1 364,3	4 570,3	5 934,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 319,9	5 043,2	6 363,1	..	..	..	..	..	..
Commerce de détail [44-45]									
2012	4 555,5	4 782,2	9 337,7	782,6	1 254,8	2 037,3	5 338,1	6 037,0	11 375,0
2013	5 186,5	4 820,6	10 007,2	..	..	..	..	..	..
2014	4 462,8	4 409,1	8 871,9	..	..	..	..	..	..
Transport et entreposage [48-49]									
2012	8 166,1	7 076,1	15 242,2	2 451,5	4 645,0	7 096,6	10 617,6	11 721,1	22 338,8
2013	6 842,4	7 920,8	14 763,2	..	..	..	..	..	..
2014	8 421,6	8 672,3	17 093,9	..	..	..	..	..	..
Industrie de l'information et industrie culturelle [51]									
2012	3 090,5	5 012,7	8 103,2	116,0	513,3	629,2	3 206,5	5 526,0	8 732,5
2013	3 133,9	5 076,1	8 210,0	..	..	..	..	..	..
2014	3 061,0	5 202,3	8 263,4	..	..	..	..	..	..
Finance et assurances [52]									
2012	2 429,2	9 977,0	12 406,1	706,1	533,8	1 239,9	3 135,3	10 510,8	13 646,1
2013	1 590,9	9 180,1	10 771,0	..	..	..	..	..	..
2014	1 438,3	9 832,9	11 271,2	..	..	..	..	..	..
Services immobiliers et services de location et de location à bail [53]									
2012	3 583,6	7 325,7	10 909,3	1 689,3	1 005,1	2 694,3	5 272,9	8 330,8	13 603,6
2013	3 764,8	7 837,6	11 602,4	..	..	..	..	..	..
2014	3 815,0	8 172,7	11 987,7	..	..	..	..	..	..
Services professionnels, scientifiques et techniques [54]									
2012	511,2	3 471,2	3 982,4	318,9	356,8	675,7	830,1	3 828,0	4 658,1
2013	510,2	3 075,1	3 585,3	..	..	..	..	..	..
2014	666,5	2 981,6	3 648,2	..	..	..	..	..	..
Gestion de sociétés et d'entreprises [55]									
2012	120,7	213,1	333,8	27,5	85,2	112,8	148,2	298,3	446,6
2013	x	x	x	..	..	..	..	..	..
2014	x	x	x	..	..	..	..	..	..
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56]									
2012	592,2	1 302,3	1 894,5	167,8	508,6	676,4	760,0	1 810,9	2 570,9
2013	322,0	1 103,7	1 425,7	..	..	..	..	..	..
2014	373,7	1 033,1	1 406,7	..	..	..	..	..	..

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6-1 – suite

Investissements privés — Canada, résumé par secteur

	Immobilisations			Réparations ¹			Immobilisations et réparations		
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Services d'enseignement [61]									
2012	230,1	158,5	388,6	119,6	79,7	199,3	349,7	238,2	588,0
2013	153,7	160,7	314,4	..	..	..	..	..	..
2014	126,8	148,5	275,3	..	..	..	..	..	..
Soins de santé et assistance sociale [62]									
2012	1 348,1	806,1	2 154,3	304,7	502,7	807,4	1 652,8	1 308,8	2 961,7
2013	1 209,3	825,4	2 034,6	..	..	..	..	..	..
2014	1 176,7	962,4	2 139,0	..	..	..	..	..	..
Arts, spectacles et loisirs [71]									
2012	384,4	408,3	792,8	x	x	162,5	x	x	955,3
2013	218,0	418,0	635,9	..	..	..	..	..	..
2014	326,1	539,6	865,7	..	..	..	..	..	..
Hébergement et services de restauration [72]									
2012	2 285,0	1 361,6	3 646,6	511,5	504,8	1 016,3	2 796,5	1 866,4	4 662,9
2013	2 256,7	1 370,0	3 626,7	..	..	..	..	..	..
2014	2 166,5	1 176,8	3 343,2	..	..	..	..	..	..
Autres services, sauf les administrations publiques [81]									
2012	695,4	1 437,5	2 132,9	202,3	415,1	617,4	897,7	1 852,6	2 750,3
2013	639,3	1 266,1	1 905,4	..	..	..	..	..	..
2014	640,1	1 232,3	1 872,4	..	..	..	..	..	..
Administrations publiques [91]									
2012	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2013	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
2014	0,0	0,0	0,0	..	..	..	..	..	..
Logement									
2012	105 242,6	0,0	105 242,6	14 505,0	0,0	14 505,0	119 747,6	0,0	119 747,6
2013	105 234,5	0,0	105 234,5	..	..	..	..	..	..
2014	107 084,7	0,0	107 084,7	..	..	..	..	..	..
Total									
2012	225 043,3	85 409,4	310 452,7	27 146,7	35 461,8	62 608,5	252 190,0	120 871,2	373 061,1
2013	225 769,0	85 306,2	311 075,2	..	..	..	..	..	..
2014	227 062,3	88 122,2	315 184,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.
Source(s) : Numéro de tableau CANSIM032-0001.

Tableau 6-2
Investissements privés — Provinces et territoires

	Immobilisations			Réparations ¹		Immobilisations et réparations			
	Immobilisations, construction	Immobilisations, matériel et outillage	Total partiel	Réparations, construction	Réparations, matériel et outillage	Total partiel	Construction	Matériel et outillages	Total
millions de dollars									
Terre-Neuve-et-Labrador									
2012	6 330,8	1 333,6	7 664,5	347,5	769,2	1 116,6	6 678,3	2 102,8	8 781,1
2013	8 324,3	1 705,6	10 029,9	..	..	..	..	..	..
2014	7 971,0	1 846,9	9 817,9	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard									
2012	421,2	209,3	630,5	77,2	90,7	167,9	498,4	300,0	798,4
2013	422,3	236,3	658,6	..	..	..	..	..	..
2014	386,0	240,3	626,3	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse									
2012	3 317,7	1 349,5	4 667,2	755,9	627,1	1 383,1	4 073,6	1 976,6	6 050,2
2013	3 429,7	1 526,3	4 956,0	..	..	..	..	..	..
2014	3 393,8	1 620,7	5 014,5	..	..	..	..	..	..
Nouveau-Brunswick									
2012	2 240,3	1 331,3	3 571,5	576,9	670,3	1 247,1	2 817,2	2 001,6	4 818,7
2013	2 098,7	1 215,5	3 314,2	..	..	..	..	..	..
2014	2 099,4	1 344,0	3 443,4	..	..	..	..	..	..
Québec									
2012	34 913,3	14 368,0	49 281,3	6 149,4	6 139,2	12 288,6	41 062,7	20 507,2	61 570,0
2013	32 096,7	13 358,1	45 454,8	..	..	..	..	..	..
2014	32 761,6	13 604,2	46 365,8	..	..	..	..	..	..
Ontario									
2012	55 478,9	29 717,3	85 196,2	9 194,0	11 282,0	20 476,0	64 672,9	40 999,3	105 672,2
2013	52 296,2	28 154,0	80 450,2	..	..	..	..	..	..
2014	51 863,1	29 137,9	81 001,0	..	..	..	..	..	..
Manitoba									
2012	5 703,4	2 601,5	8 304,9	835,1	1 457,4	2 292,4	6 538,5	4 058,9	10 597,4
2013	5 630,4	3 060,3	8 690,7	..	..	..	..	..	..
2014	5 321,1	3 200,5	8 521,6	..	..	..	..	..	..
Saskatchewan									
2012	14 211,5	4 013,1	18 224,7	1 054,5	1 949,0	3 003,5	15 266,0	5 962,1	21 228,2
2013	12 860,3	5 017,8	17 878,2	..	..	..	..	..	..
2014	13 371,1	4 714,4	18 085,5	..	..	..	..	..	..
Alberta									
2012	71 726,6	20 920,6	92 647,3	4 520,0	8 620,3	13 140,3	76 246,6	29 540,9	105 787,6
2013	78 053,8	21 880,1	99 933,9	..	..	..	..	..	..
2014	79 958,3	23 266,3	103 224,6	..	..	..	..	..	..
Colombie-Britannique									
2012	28 805,6	9 126,5	37 932,0	3 556,3	3 452,4	7 008,7	32 361,9	12 578,9	44 940,7
2013	28 626,9	8 697,3	37 324,2	..	..	..	..	..	..
2014	28 053,3	8 781,4	36 834,7	..	..	..	..	..	..
Yukon									
2012	513,5	94,3	607,8	18,0	38,5	56,5	531,5	132,8	664,3
2013	383,5	114,2	497,7	..	..	..	..	..	..
2014	366,0	82,1	448,1	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord Ouest									
2012	735,0	283,1	1 018,1	40,2	291,9	332,1	775,2	575,0	1 350,1
2013	950,3	263,4	1 213,7	..	..	..	..	..	..
2014	934,3	224,9	1 159,2	..	..	..	..	..	..
Nunavut									
2012	645,4	61,3	706,7	21,8	73,9	95,6	667,2	135,2	802,3
2013	595,8	77,3	673,1	..	..	..	..	..	..
2014	583,2	58,7	641,9	..	..	..	..	..	..
Canada									
2012	225 043,3	85 409,4	310 452,7	27 146,7	35 461,8	62 608,5	252 190,0	120 871,2	373 061,1
2013	225 769,0	85 306,2	311 075,2	..	..	..	..	..	..
2014	227 062,3	88 122,2	315 184,4	..	..	..	..	..	..

1. Les entreprises participant à l'enquête de dépenses réelles provisoires 2013, perspectives 2014 n'ont pas été questionnées sur les réparations.

Source(s) : Numéro de tableau CANSIM032-0002.

Introduction

Les données sur les dépenses en immobilisations fournissent des indications utiles quant à l'état du marché dans l'économie en général et dans ses divers secteurs. Comme ces dépenses représentent une partie importante et relativement variable des dépenses nationales brutes, l'envergure et la teneur des programmes d'investissements donnent une bonne idée de la demande que les producteurs canadiens ont eu à satisfaire au cours de la période en cause. De plus, l'importance relative des immobilisations projetées, au total et dans chaque secteur, permet de savoir ce que prévoient les dirigeants d'entreprise en ce qui concerne la demande future par rapport à la capacité de production actuelle.

On trouve dans la section « Sources et méthodes » les renseignements nécessaires pour tirer le maximum des tableaux statistiques. La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Concepts » présente les définitions de base employées pour la collecte et la publication des données, les unités d'enquête visées et la classification des secteurs d'activité et des zones géographiques. Cette dernière section aborde en outre la question de la comparabilité de la série des dépenses en immobilisations avec les autres sources de données.

À la section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources », on peut prendre connaissance des différents types de questionnaires employés pour recenser les données, des sources des données non recensées et des modes de recueil de données. La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Assurance de la qualité » présente les mesures prises pour assurer la qualité des données pendant et après la collecte.

La section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Méthodologie » expose les actions entreprises et les sources utilisées pour définir la base de sondage et la méthode employée pour en tirer un échantillon stratifié. On trouvera dans la même section les procédés d'imputation et d'estimation concernant les non-répondants compris dans l'échantillon et l'inflation concernant la partie non recensée de la base de sondage. Les deux dernières sections, « Qualité des données, concepts et méthodologie — Utilisateurs et utilisations » et « Qualité des données, concepts et méthodologie — Chronologie de la série des dépenses en immobilisations », fournissent respectivement des renseignements sur l'utilité des données et sur les données historiques qui existent en matière de dépenses en immobilisations.

Concepts

Définitions

Dépenses en immobilisations

Les dépenses en immobilisations sont constituées par le coût d'acquisition, de construction et d'installation de bâtiments, d'ouvrages de génie civil et de matériel et d'outillage durables, que ce soit ou non à des fins de remplacement ou de location. Les dépenses immobilisées servant par exemple à payer des études de faisabilité, des honoraires d'architecte, d'avocat ou d'ingénieur et des frais d'installation, la valeur des biens immobilisés implantés par une entreprise, soit par voie de sous-traitance, soit par son propre personnel, ainsi que les frais d'intérêt capitalisés découlant des prêts qui financent les immobilisations sont aussi comprises dans les dépenses en immobilisations. Les dépenses brutes ont été indiquées sans déduction de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés et comprennent les subventions reçues le cas échéant.

Les dépenses en immobilisations des ministères ne comprennent pas les subventions accordées aux entités externes (municipalités, organismes, établissements, entreprises) ni les articles budgétaires liés à un organisme ministériel ou à une société d'État de propriétaires, qui font l'objet d'une enquête distincte. Les dépenses en immobilisations ministérielles fédérales concernent les frais acquittés par le ministère, peu importe le ministère ayant octroyé le contrat. Les dépenses ministérielles provinciales comprennent les dépenses en immobilisations consacrées à des bâtiments, au matériel et à l'outillage devant être utilisées au Canada, financées par un fonds renouvelable, par un prêt rattaché à un fonds renouvelable, par un autre genre de prêt, par le Trésor ou par un compte spécial.

Le but est d'inclure le coût des bâtiments, des ouvrages de génie civil, du matériel et de l'outillage nouveaux dont la durée d'utilisation doit dépasser un an. C'est pourquoi on demande aux répondants d'inscrire comme immobilisations tous les achats imputés aux comptes d'immobilisations. Cette méthode passe sous silence certains types d'équipements dont l'achat est imputé aux comptes courants.

Constructions permanentes

Une dépense de construction correspond à une activité humaine se traduisant par l'érection, l'assemblage ou l'achèvement d'un bâtiment ou d'un autre genre d'ouvrage autoportant et immobile dont les fondations, l'assise ou l'emplacement sont permanents. Le prix d'achat du terrain est exclu des dépenses de construction, qui comprennent toutefois les frais de raccordement aux services publics et d'aménagement des lieux. Les constructions comprennent en outre les modifications, les rénovations et les ajouts majeurs comportant des changements de structure ou prolongeant la durée d'utilisation prévue d'un bien. La structure peut se trouver au-dessus ou au-dessous de la surface terrestre et peut servir à faire passer ou à loger des biens ou des personnes. Une structure, non considérée comme du matériel, sous forme de bâtiment ou d'« autre structure », peut être définie comme étant le résultat d'une activité de construction ayant pour but de protéger, de soutenir, de retenir ou de faire passer quelque chose. Toute construction peut être classée comme bâtiment ou comme ouvrage de génie civil.

Un **bâtiment** est une construction permanente qui comporte des murs et un toit protégeant des biens ou des personnes d'une réalité sociale ou physique. Il peut aussi s'agir d'un abri mobile ou temporaire destiné à rester à un endroit donné pour une période prolongée, ou encore d'une annexe ou des dépendances nécessaires pour leurs fonctions de contenance, de soutien, d'accès ou de protection, ainsi que du matériel et de l'outillage faisant partie intégrante de la structure et servant par exemple à la plomberie, aux installations électriques, à la climatisation ou aux ascenseurs. Par exemple, un hangar pour avions, une usine, un hôpital, un hôtel, un immeuble à bureaux, une gare ferroviaire, une école et un centre commercial sont des bâtiments.

Un **ouvrage de génie civil** sert directement ou indirectement au transport de personnes, d'équipement, de matériel, de gaz ou de signaux électriques. Il peut aussi s'agir de structures autoportantes logeant ces mêmes réalités, que ce soit ou non lors du transport comme tel. Les structures autoportantes érigées pour la transmission de signaux électriques peuvent aussi comprendre les structures conçues pour fournir un éclairage statique ou des signaux lumineux périodiques à partir d'un endroit immobile. De plus, les frais engagés pour apporter des modifications importantes à un terrain en vue d'un usage spécialisé sont des frais d'ouvrage de génie civil. Sont des ouvrages de génie civil entre autres les ponts, les routes, les aqueducs, les systèmes d'égouts, les barrages, les installations d'éclairage de rue, les chemins de fer et les pipelines.

Ces définitions présentent une conception générale de ce qu'est une construction permanente; cependant, plusieurs industries sont caractérisées par des conditions particulières qui nécessitent des considérations spéciales. Ainsi, outre les définitions qui précèdent, les entreprises minières engagent des dépenses d'exploration, de mise en valeur et de location des sites miniers, des frais d'activités sur le terrain et des frais généraux qui rentrent dans les dépenses en constructions permanentes. Les dépenses consacrées par les entreprises gazières et pétrolières au forage d'exploration et d'exploitation, aux installations de production, à la récupération assistée et aux usines de traitement du gaz naturel rentrent aussi dans cette catégorie. Pour les entreprises de services publics, les dépenses en constructions permanentes comprennent les frais liés à la transformation, aux postes d'aiguillage et aux usines de production ainsi que les frais généraux imputables aux usines.

Bien que le **logement** ne rentre pas dans les dépenses en immobilisations selon les définitions qui précèdent, il a été inclus en l'occurrence car il occupe une place importante dans les dépenses en construction et présente des fluctuations similaires à celles qui caractérisent les dépenses en immobilisations des entreprises, des établissements et des administrations publiques.

Matériel et outillage immobilisés

Le matériel et l'outillage sont constitués par toute combinaison de pièces interreliées qui sont mues physiquement ou électromagnétiquement et emploient la pression, la chaleur, la mécanique, l'électricité ou une autre forme d'énergie pour accomplir un travail ou, si elles sont statiques, pour faire partie du milieu de travail de personnes.

Les dépenses en immobilisations rentrant dans la catégorie du matériel et de l'outillage représentent le total des frais capitalisés consacrés à des appareils tels qu'automobiles, chaudières, compresseurs, engins de terrassement ou de manutention, génératrices, moteurs, fournitures de bureau et de magasin, matériel professionnel et scientifique, pompes, outils et transformateurs.

De plus, les dépenses en matériel et en outillage comprennent le coût de tout autre matériel ou outillage qui ne sont pas déjà déclarés comme faisant partie d'un bâtiment ou d'un ouvrage de génie civil, le coût des travaux d'exploration ou de mise en valeur (installations non productrices), le coût des biens pouvant être considérés comme du matériel de transformation ou d'exploitation minière et le coût des autres biens d'équipement que l'entreprise utilise elle-même ou loue à un tiers. Les dépenses immobilisées liées à l'outillage, les paiements proportionnels effectués avant l'achèvement des travaux ainsi que les résidus de compte et les retenues de garantie comptabilisés dans l'année en cause sont aussi incluses. Les dépenses brutes sont indiquées sans déduction des produits de la vente des actifs immobilisés ni de la valeur de rebut ou d'échange des biens remplacés.

Contrats de location

Conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, les contrats de location sont divisés en contrats de location-exploitation et contrats de location-acquisition. Les immobilisations acquises pour être employées par l'acheteur ou pour être louées à autrui, soit à des fins d'exploitation, soit à des fins d'acquisition, sont classées comme des dépenses en immobilisations nouvelles. L'Institut canadien des comptables agréés recommande que les biens acquis par contrat de location-acquisition soient déclarés par le preneur. Toutefois, pour les besoins de l'enquête, ces biens sont déclarés par le bailleur.

Immobilisations usagées

Les immobilisations usagées sont définies comme étant des bâtiments, des constructions, du matériel ou de l'outillage ayant déjà servi à un autre organisme. Les dépenses liées à des immobilisations canadiennes usagées sont exclues puisqu'elles représentent un transfert de biens à l'intérieur du Canada et n'ont aucun effet sur le total national. Par contre, les dépenses liées à des biens importés au Canada augmentent le stock national et sont donc incluses dans la série des dépenses en immobilisations.

Travaux en cours

La série des dépenses en immobilisations comprend les dépenses consacrées aux travaux en cours, soit les coûts accumulés des projets d'immobilisations non achevés mais destinés à être immobilisés lorsqu'ils seront terminés.

Dépenses en entretien et réparations

Les dépenses en entretien et réparations portant sur des ouvrages, du matériel et de l'outillage sont indiquées séparément. **Ces dépenses ne sont pas considérées comme des immobilisations.**

Les dépenses en entretien et réparations sont constituées par la partie des frais courants qui sont portés en diminution des revenus de l'année où ils ont été engagés et qui sont consentis afin de maintenir le stock des immobilisations ou leur capacité productive (prévention) tout au long de la durée d'utilisation prévue. L'entretien et les réparations permettent de maintenir la productivité des immobilisations jusqu'à la fin de leur période de service sans temps d'arrêt indus. Ils ont aussi pour but de remettre une partie quelconque des immobilisations en bon état de marche après une défaillance ou une réduction de l'efficacité, ou de prolonger sensiblement la durée d'utilisation ou la productivité des biens. Ces sorties de fonds donnent une meilleure idée de la demande portant sur la main-d'oeuvre et le matériel.

Réparation des constructions

Les dépenses d'entretien et de réparations liées aux constructions comprennent les dépenses qui ne prolongent pas la durée d'utilisation prévue de la structure et qui n'en augmentent pas la capacité. Les dépenses d'entretien des bâtiments et des autres structures peuvent comprendre le soin courant des biens comme les services de conciergerie, l'enlèvement de la neige ou l'épandage de sel ou de sable par le personnel de l'entreprise ou par d'autres personnes engagées par elle.

Réparation du matériel et de l'outillage

Les dépenses d'entretien et de réparations liées au matériel et à l'outillage comprennent les dépenses qui ne prolongent pas la durée d'utilisation prévue du bien et n'en augmentent pas la capacité. Elles peuvent comprendre les vidanges d'huile et le graissage des véhicules et outillage.

Amortissement cumulé

L'amortissement cumulé est la somme des annuités imputées à la dépréciation du bien depuis son achat.

Utilisation de la capacité

On calcule l'utilisation de la capacité en divisant le niveau de production effectif d'un établissement (en dollars ou en unités), par la production maximale de l'établissement dans des conditions normales.

Impartition ou exécution autonome

L'impartition est l'action de confier des travaux à un entrepreneur en construction. L'exécution autonome consiste à faire effectuer les travaux par le personnel de l'entreprise.

Aliénation, vente et réduction des immobilisations

Il s'agit ici de la valeur comptable brute des immobilisations qui ont été aliénées, vendues, mises hors service, détruites ou sorties de quelque autre façon (y compris les réductions) ou qui ont été échangées à l'occasion de l'achat de nouvelles immobilisations. Le coût en capital cumulé représente le total des dépenses en immobilisations engagées pour un bien au moment de la construction ou de l'achat et après.

Durée d'utilisation prévue

La durée d'utilisation prévue d'un bien n'a pas de rapport avec la durée d'utilisation déclarée aux fins de l'impôt sur le revenu. Dans le cas d'une mine, la durée d'utilisation prévue est la période pendant laquelle la mine est censée être productive. Il s'agit ici des dépenses amorties (ou passées en charges dans certain cas) liées à l'exploration et à la mise en valeur du site minier. La durée prévue est basée sur le nombre d'années pour lequel l'entreprise s'engage dans la production au départ (exemple : méthode de l'amortissement proportionnel au rendement) en supposant qu'aucune diminution (ou augmentation) du prix des minéraux ne vienne réduire (ou prolonger) cette durée. La durée d'exploitation ou de productivité peut ne pas correspondre à la durée déclarée aux fins de l'impôt sur le revenu ni à la teneur mesurée des gisements.

Durée d'utilisation restante prévue des immobilisations

La durée d'utilisation restante prévue des immobilisations représente le nombre d'années qui restent dans la durée d'utilisation d'un bien usagé au moment de l'acquisition.

Valeur comptable brute

La valeur comptable brute est le prix d'achat du bien à l'origine.

Classification

Dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, l'établissement sert d'unité statistique principale dans la mesure des dépenses en immobilisations et en réparations. Par définition, l'établissement est la plus petite entité opérationnelle produisant un ensemble de biens et de services aussi homogène que possible, dont les registres indiquent la valeur de la production ainsi que le coût des matériaux utilisés et le coût et la qualité des ressources humaines employées pour cette production et pour laquelle des registres ou des ventilations estimées permettent d'obtenir toutes les variables de production nécessaires pour calculer la valeur ajoutée.

Le terme **établissement** fait référence à une capacité de production organisée comportant un certain degré de spécialisation. Pour tenir compte de la production diversifiée, on utilise le **Système de classification des industries de l'Amérique du Nord** (SCIAN, n° 12-501-X au catalogue), qui établit une distinction entre les activités principales, secondaires et auxiliaires et qui, en définitive, regroupe les établissements selon leur activité principale. Dans cette version, les établissements sont regroupés en industries, en grands groupes et en divisions selon la production de biens ou de services homogènes ou selon leur participation à une activité économique similaire. Ce mode de regroupement s'applique à tous les établissements privés ou publics ainsi qu'aux entreprises gouvernementales. Toutes les autres activités gouvernementales sont classées comme fédérales, provinciales ou municipales dans la division des services gouvernementaux. Les notions et définitions employées dans la série des dépenses en immobilisations sont celles qui sont décrites dans les **Concepts and Definitions of Capital Stock and Capital Formation Series F No. 3** de 1953 des Nations-Unies.

Puisqu'un établissement peut être fixé dans plusieurs provinces, la **Classification géographique type** (CGT, n° 12-571-X au catalogue) a été employée dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations. La CGT a été conçue pour diviser le Canada en régions en fonction des provinces, des divisions et subdivisions de recensement et des régions métropolitaines de recensement. Pour l'enquête sur les dépenses en immobilisations, on a retenu la classification géographique au niveau provincial comme base pour l'échantillonnage stratifié des établissements. Pour descendre au niveau des divisions et des subdivisions de recensement, il aurait fallu accroître l'échantillon pour de nombreuses industries.

Comparabilité

Bien que la série des dépenses en immobilisations soit conforme aux normes préconisées par Statistique Canada en matière de classification géographique et de classification des industries, on observe des différences entre les valeurs des dépenses en immobilisations qui y sont présentées et celles que l'on trouve dans d'autres sources.

Les nouveaux investissements enquêtés par la Division de l'investissement, des sciences et de la technologie (DIST) de Statistique Canada comprennent toutes les dépenses d'investissement des entreprises privées et des organismes gouvernementaux qui acquièrent des biens corporels durables. Toutefois, les totaux ne correspondent pas exactement aux données publiées pour la formation brute de capital fixe dans la comptabilité nationale des revenus et dépenses à cause des rajustements effectués pour le système de comptabilité nationale. Ces rajustements comprennent des déductions pour les constructions servant à la défense, les ventes nettes de véhicules automobiles usagés et le matériel mis au rebut ou à récupérer et des ajouts pour les coûts de transfert des terrains et des bâtiments existants.

Les totaux des dépenses en immobilisations publiés par la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI) ne correspondent pas non plus exactement aux résultats présentés ici du fait que la DOFI se concentre sur les données à l'échelle de l'entreprise dans le secteur privé. De plus, contrairement à la série des dépenses en immobilisations, la DOFI compte le prix d'achat des terrains et des bâtiments usagés.

Les chiffres de la présente publication de la DIST diffèrent sous plusieurs rapports des dépenses connexes d'activités d'amont publiées par le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada (RNCa) et par la Division de la fabrication et de l'énergie de Statistique Canada. D'abord, la comparabilité des statistiques de l'exploration et de la mise en valeur dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel se trouve limitée par le fait que la Division de la fabrication et de l'énergie de Statistique Canada tient compte des terrains achetés à des fins de construction, ainsi que des acquisitions et locations de terres. Dans le secteur non traditionnel, la Division de la fabrication et de l'énergie inclut également les acquisitions de logements. De plus, le Secteur de la politique énergétique de Ressources naturelles Canada et la Division de la fabrication et de l'énergie incluent les dépenses liées aux activités géologiques et géophysiques. Or, ces dépenses ne sont pas considérées comme faisant partie de la « formation de capital » au sens de la comptabilité nationale et ne sont pas comptées dans la présente publication. Ensuite, RNCa et la Division de la fabrication et de l'énergie recueillent les données sur les « autres dépenses en immobilisations » au niveau national, tandis que la DIST le fait à l'échelle provinciale. Enfin, la Division de la fabrication et de l'énergie recueille ses données pour l'année civile, dans la mesure du possible, contrairement à RNCa et à la DIST. Cette dernière différence ne devrait cependant pas causer des écarts considérables.

L'enquête sur les dépenses en immobilisations respecte autant que possible les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA); cependant, les données fournies par les établissements comportent souvent des coûts passés en charge pour des articles qui auraient dû être immobilisés. Les biens loués à bail sont déclarés par le bailleur dans l'enquête sur les dépenses en immobilisations, alors que l'ICCA recommande que les biens acquis par location-acquisition soient comptabilisés par le preneur.

Sources

Données enquêtées

La majorité des secteurs couverts par les séries sur les investissements sont enquêtés. Tous les établissements sélectionnés durant les trois périodes d'enquête (voir « Périodes d'enquête ») reçoivent soit le questionnaire ordinaire (long ou abrégé), soit un questionnaire spécialisé (long ou abrégé) soit le questionnaire de nouveau projet. Le genre de questionnaire reçu par un établissement dépend de son secteur d'activité, du niveau de dépenses anticipé, de l'enquête en cause et du fait que l'établissement fait partie ou non des nouveaux projets (hors de la base de sondage ou cas aberrant).

Le questionnaire ordinaire abrégé est le plus utilisé pour les trois périodes d'enquête. Ce questionnaire vise à recueillir des renseignements de base portant sur les constructions, le matériel et l'outillage immobilisés, les réparations apportées aux constructions ainsi qu'au matériel et à l'outillage, la valeur comptable brute, l'utilisation de la capacité dans les secteurs manufacturier et minier, les motifs des changements de dépenses, les travaux en cours et les contrats de location à bail. Soulignons que l'établissement est tenu de revoir ses dépenses en réparations durant l'enquête sur les données réelles seulement. L'établissement reçoit l'un des autres types de questionnaire si on l'on croit qu'il consacre des sommes importantes aux immobilisations, s'il est engagé dans un secteur spécialisé ou s'il fait partie des nouveaux projets.

Le questionnaire ordinaire long ne sert que pour l'enquête sur les données réelles et vise les établissements ayant déjà déclaré des dépenses importantes. Il vise à rassembler des renseignements plus approfondis que le questionnaire abrégé et touche le détail des dépenses par type d'actif, la valeur brute des actifs, les motifs d'aliénation, les frais d'intérêt capitalisés, le nombre de robots et les contrats de location selon le genre de bien (voir l'enquête 2803).

Les questionnaires spécialisés concernent le secteur minier et celui du pétrole et du gaz naturel. Les questionnaires de projets nouveaux sont destinés aux nouveaux établissements qui ne font pas encore partie de la base de sondage parce qu'ils ne produisent pas ou sont classés comme des cas aberrants.

Outre le sondage des établissements, la série des dépenses en immobilisations repose aussi sur des modes de cueillette particuliers. En effet, certains répondants opérant au Canada sont dans l'impossibilité de fournir une ventilation provinciale de leurs dépenses pour les périodes en cause. On utilise alors un rapport consolidé. La répartition entre les provinces est calculée à partir de ce rapport selon les caractéristiques pertinentes. Il peut aussi arriver que le nombre de sites administrés par l'établissement soit trop élevé pour un sondage classique. Dans ce cas, pour simplifier la déclaration, on fait appel, pour la collecte des données, à une entité appelée établissement provincial. Cependant, les sites représentés par l'établissement provincial doivent tous faire partie de la même industrie.

On demande aux répondants de déclarer les dépenses pour l'exercice financier de douze mois dont le dernier jour se situe entre le 1^{er} avril de l'année demandée et le 31 mars de l'année suivante.

Données non enquêtées

Bien que la série des dépenses en immobilisations fournisse une estimation des dépenses attribuables à chaque division de la SCIAN, toutes ne sont pas enquêtées. Lorsqu'elles ne le sont pas, l'estimation des dépenses est fondée sur les indices de production, de consommation et de coûts associés au secteur en cause.

L'estimation des changements dans les dépenses en immobilisations dans le secteur de la **construction**, pour toutes les périodes d'enquête, se base sur la tendance observée dans les dépenses en immobilisations pour les bâtiments et pour les ouvrages de génie civil pour l'ensemble de l'économie. Cette méthode repose sur l'hypothèse selon laquelle la valeur de la nouvelle construction mise en place, aussi bien dans le secteur résidentiel que dans les secteurs non résidentiels, constitue un indice fiable de la demande dans le secteur de la construction, donc des investissements des entreprises qui en font partie. Les données fiscales sont également utilisées aux fins de répartitions provinciales.

Finalement, les chiffres sur les investissements dans le domaine du **logement** sont produits par la Section des indicateurs courants de l'investissement et sont fondés sur les mises en chantier projetées, les coûts de construction et la valeur des rénovations dans chaque province. L'**infrastructure résidentielle** mise en place par les promoteurs est estimée et la valeur des infrastructures qui seront remises aux municipalités une fois achevées est comprise dans la série des dépenses en immobilisations sous la rubrique des administrations locales.

Mode de collecte des données

Plusieurs divisions de Statistique Canada participent à la collecte des données comprises dans les estimations finales des dépenses en immobilisations produites par la Division de l'investissement, des sciences et de la technologie. La Division de la fabrication et de l'énergie contribue à l'obtention de données sur les dépenses réelles pour l'industrie de l'extraction pétrolière et gazière au moyen de l'Enquête sur l'extraction de pétrole et de gaz. Les estimations portant sur le logement sont produites par la Section des indicateurs courants de l'investissement (Division de l'investissement, des sciences et de la technologie).

De plus, la série des dépenses en immobilisations comprend des données recueillies par des organismes et ministères extérieurs à Statistique Canada. Ainsi, pour certaines provinces ou territoires, des données liées au secteur public sont rassemblées par le coordonnateur statistique provincial ou territorial et incorporées dans les séries des dépenses en immobilisations. Les chiffres portant sur l'industrie minière sont recueillis par Ressources Naturelles Canada.

Périodes d'enquête

Les deux périodes d'enquête sont organisées de telle sorte qu'on recueille trois ensembles de données annuelles ayant trait aux perspectives, aux données réelles préliminaires et aux données réelles relativement aux dépenses en immobilisations et en réparations pour toutes les branches de l'économie (voir tableau explicatif 1).

Tableau explicatif 1
Collecte des données pour la série des dépenses en immobilisations

Données ¹	Période de collecte ¹	Date de publication
Perspectives (A)	novembre (A-1) à février (A)	février
Réelles préliminaires (A-1)	novembre (A-1) à février (A)	février
Réelles (A-2)	mars (A-1) à octobre (A-1)	février

1. A = année civile courante.

Assurance de la qualité

Suivi des questionnaires non retournés

Les mesures de suivi sont le plus souvent motivées par un faible taux de réponse dans un secteur ou dans une province ou un territoire en particulier. Pour commencer, on envoie un rappel général par la poste à toutes les unités n'ayant pas encore répondu. Si la situation ne se règle pas, on téléphone aux établissements faisant partie des secteurs les plus lacunaires pour les inciter à retourner le questionnaire rempli. Le fait d'intervenir activement auprès des établissements enquêtés qui ne répondent pas accroît le taux de réponse et permet ainsi d'obtenir des résultats plus précis pour l'estimation de la partie non enquêtée de la base de sondage (voir « Qualité des données, concepts et méthodologie — Méthodologie »).

Vérification

Lorsque les questionnaires remplis sont reçus, le processus d'assurance de la qualité se poursuit par la vérification statistique des données, qui consiste à scruter les données pour détecter les incohérences internes et les anomalies par rapport aux autres enquêtes ou aux autres années.

La vérification des additions sert à repérer les chiffres indiqués en unités plutôt qu'en milliers, les pourcentages dont la somme n'arrive pas à 100 % et les totaux inexacts. La vérification des différences consiste à évaluer la vraisemblance des dépenses déclarées en les comparant avec les dépenses indiquées lors des enquêtes antérieures de la même année et d'une autre année. Pour l'enquête sur les données réelles auprès des répondants qui reçoivent le questionnaire long, la vérification du détail des biens permet de découvrir les établissements qui présentent des renseignements sur les biens d'une manière qui ne concorde pas avec les déclarations des questionnaires antérieurs ou avec les réalités communes dans l'industrie. Ces vérifications permettent d'identifier les données pour confirmation selon des seuils fixés après évaluation de la portion couverte par l'enquête par rapport à l'industrie et selon l'emplacement géographique. De plus, des données sur les grands projets et sur les projets nouveaux sont recueillies dans les journaux, dans les revues spécialisées et dans les rapports d'industrie. Ces renseignements sont confrontés aux données déclarées et toute incohérence est identifiée pour confirmation.

Lorsque les données d'un établissement ont été identifiées à l'étape de la vérification, on consulte les autres données du questionnaire pour éclaircir le cas. Par exemple, une section du questionnaire demande au répondant d'indiquer les motifs des changements dans ses dépenses en immobilisations. Toutefois, si l'incohérence ne peut être expliquée à partir du questionnaire ni par d'autres renseignements portant sur l'industrie, on appelle directement l'établissement pour demander une confirmation. Les données sont alors mises à jour, soit par une correction, soit par une explication.

D'autres vérifications des microdonnées peuvent être effectuées pour les valeurs comptables brutes ou l'utilisation de la capacité. On fait une vérification des valeurs comptables brutes lorsque la valeur déclarée des immobilisations d'un établissement n'égale pas la valeur comptable brute déclarée antérieurement plus les investissements courants en immobilisations nouvelles déduction faite des aliénations. Dans un cas de ce genre, on appelle l'établissement pour qu'il confirme ou corrige les données. La vérification de l'utilisation de la capacité consiste à repérer tous les établissements manufacturiers et miniers qui fonctionnent à une capacité inférieure aux perspectives. Si les déclarations antérieures présentent des différences considérables par rapport aux données du questionnaire examiné, on appelle l'établissement pour qu'il confirme ou corrige les chiffres.

Évaluation des macrodonnées

L'exercice d'estimation (voir « Estimation ») permet d'obtenir un ensemble complet de données pour les parties enquêtées et non enquêtées de l'univers (base de sondage), donc il est possible de commencer l'analyse des tendances des divers secteurs. On commence par une évaluation des changements annuels (ou en pourcentage) dans chaque industrie pour repérer les provinces et territoires comportant des industries ou des sous-industries qui présentent une activité inhabituelle. Ce genre d'analyse met aussi en relief les industries qui ont le plus de poids dans les totaux canadiens.

La macroanalyse se poursuit par l'ajout des facteurs pouvant avoir un effet sur les dépenses dans une province ou dans une industrie en particulier. Ces renseignements supplémentaires peuvent prendre la forme d'indices économiques comme le PIB, la productivité, l'utilisation de la capacité, les bénéfices ou l'innovation technologique. D'autres facteurs peuvent influencer sur les dépenses, par exemple les politiques gouvernementales (politique fiscale, politique monétaire, subventions) ou les données propres à une industrie comme le nombre de mètres forés, l'import-export et les permis de construction. Sans établir un lien de cause à effet, cette analyse vise à mettre en rapport les informations ayant directement et indirectement trait à l'industrie avec les tendances récentes en matière de dépenses d'immobilisations. À la suite de cet exercice, les industries qui présentent une activité exceptionnelle sont soumises à des évaluations de microdonnées plus poussées en vue d'expliquer les différences importantes entre les années.

Méthodologie

Introduction

L'enquête sur les dépenses en immobilisations (EDI) produit des données sur les investissements qui se font au Canada et dans tous les types d'industries canadiennes. Ces données sont recueillies deux fois par année, à deux moments bien précis. Ceci permet d'avoir un suivi sur les perspectives et les réalisations en termes d'investissements et ce, sur une base annuelle. Un seul et même échantillon sert à recueillir des données pour trois années financières distinctes. Un premier questionnaire est envoyé aux unités de l'échantillon en mars de l'année financière A. Ce questionnaire sert à recueillir les données réelles de l'année financière A-1 qui vient de se terminer. Un deuxième questionnaire est ensuite envoyé à ces mêmes unités au mois d'octobre suivant, toujours dans l'année financière A. Ce questionnaire sert à recueillir les données réelles provisoires de l'année financière A qui s'achève bientôt et les données sur les perspectives pour l'année financière A+1. Notons que cet échantillon est tiré au mois de novembre de l'année financière A-1.

De même qu'un échantillon recueille des données pour trois années financières différentes, une année financière est couverte par trois échantillons différents. Un premier échantillon produit des données sur les perspectives pour une année financière A. Un an plus tard, un second échantillon produit des données réelles préliminaires pour cette même année financière A. Enfin un an plus tard, un troisième échantillon produit les données réelles pour cette même année financière A.

À chaque année, la Division de l'investissement, des sciences et de la technologie (DIST) publie, au mois de février de l'année A, les résultats de l'enquête sur les données réelles (ER) de l'année financière A-2, de l'enquête sur les données réelles préliminaires (ERP) de l'année financière A-1 et de l'enquête sur les perspectives (EP) de l'année financière A.

Lors des enquêtes EP et ERP, les variables d'intérêt sont les capitaux immobilisés pour de la nouvelle construction (CC) ainsi que les capitaux immobilisés pour de la nouvelle machinerie et du nouvel équipement (CM). Lors de l'enquête ER, on ajoute les dépenses pour la réparation reliée à la construction (RC) et les dépenses pour la réparation reliée à la machinerie et à l'équipement (RM). De plus, lors de l'enquête ER, on produit des estimations plus détaillées pour les nouveaux capitaux. En effet, des estimations par type d'actifs sont également disponibles dans la publication **Dépenses en immobilisations par type d'actif**, n° 61-223-X au catalogue.

Méthodologie par secteur industriel

Comme dans toute enquête qui couvre plusieurs secteurs industriels, la méthodologie de l'EDI diffère d'un secteur à un autre et devient par conséquent très fastidieuse à expliquer à l'intérieur d'une même section. Voici comment se scinde la méthodologie pour les différents secteurs industriels selon le Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Secteur 11, sous-secteurs 111 et 112 (Industrie de la production animale et agricole) :

- L'enquête est menée par la Division de l'agriculture (DA) qui ajoute les questions d'investissements à certaines de leurs enquêtes auprès des fermiers. Les données sont traitées par la DA et les estimations sont rapatriées dans la publication bi-annuelle. Consultez la section « Données non enquêtées » sous la rubrique Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources pour plus de détails.

Secteur 23 (Industrie de la construction) :

- Il n'y a pas d'enquête. Les données publiées sont basées sur des indicateurs économiques. Consultez la section « Données non enquêtées » sous la rubrique Qualité des données, concepts et méthodologie — Sources pour plus de détails.

Secteur 91, sous-secteur 913 (Administrations locales) :

- L'enquête est menée par la Division des institutions publiques (DIP) qui en profite pour demander la distribution des dépenses en investissements par fonction qui servira pour leur propre publication "Finance du secteur public". Les données sont cependant traitées par la DIST et sont habituellement dans le même format que la plupart des données recueillies par la DIST. Pour plus de détails quant à la méthodologie d'échantillonnage, consultez Pandher (1995). Notons que dans le cas du Québec, un arrangement spécial permet d'obtenir les valeurs d'investissements pour la province.

Secteur 21, sous-secteurs 211 (Pétrole brut et gaz naturel) et 212 (Mines) et secteur 91, sous-secteurs 911, 912 et 914 (Gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux et autochtones) :

- Un échantillon suivant une méthodologie complètement basée sur un modèle a été préservé. Le traitement est le même que pour le reste de l'échantillon à quelques exceptions près. Pour plus de détails, consultez Lacroix (1991).

Secteur 55, secteur 81 sous-secteur 814 (Ménages privés), et secteur 91 sous-secteurs 914 (Administrations publiques autochtones) et 919 (Organismes publics internationaux et autres organismes publics extra-territoriaux) :

- Il n'y a pas d'enquête ni aucune estimation pour ces secteurs.

Autres secteurs industriels :

- On utilise la méthodologie décrite dans cette section, en particulier une méthode d'estimation assistée d'un modèle.

Les sections suivantes présentent la méthodologie utilisée pour l'échantillonnage, la vérification de données, la détection de données aberrantes, l'imputation et l'estimation des autres secteurs. L'information concernant la méthodologie des secteurs industriels autres que ceux décrits au dernier point, est disponible dans les documents de référence cités.

Base de sondage

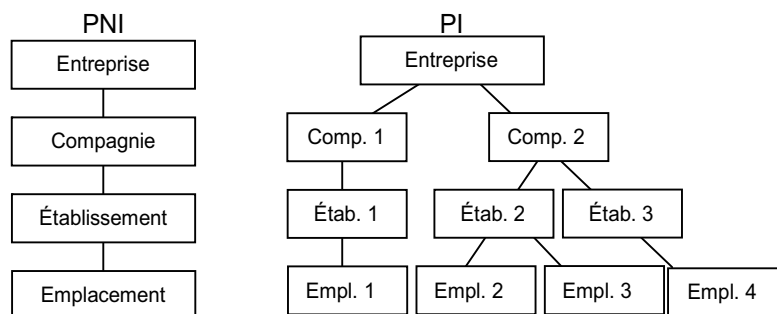
La base de sondage est principalement formée du Registre des entreprises (RE) développé à Statistique Canada. La Division du Registre des entreprises (DRE) est chargée d'en faire l'entretien et la mise à jour. Le registre est utilisé par un grand nombre d'enquêtes qui ne manquent pas de lui retourner de la rétroaction pour s'assurer que les plus récents changements dans le monde des entreprises soient incorporés au RE dans les plus brefs délais.

On retrouve sur le RE les unités nécessaires à l'établissement de notre base de sondage finale. La hiérarchie s'y lit comme suit : Entreprise - Compagnie - Établissement - Emplacement. Une entreprise peut avoir plusieurs compagnies qui peuvent chacune avoir plusieurs établissements qui peuvent à leur tour avoir plusieurs emplacements. Cette structure dite « statistique » est en fait une modélisation de la structure opérationnelle décrite par l'entreprise elle-même. Selon l'information disponible pour chaque niveau de la structure opérationnelle, on définit le niveau statistique correspondant. Par exemple, pour être considéré comme un établissement, on doit pouvoir fournir au RE les salaires et taux de rémunération, le revenu et les intrants principaux dans le processus d'exploitation.

Dans le cas des unités formant la portion non-intégrée (PNI) du RE, la structure statistique est linéaire : une entreprise est reliée à une seule compagnie, à un seul établissement et à un seul emplacement. Dans la portion intégrée (PI), la structure peut être linéaire mais est généralement plus complexe. La figure 1 illustre les deux structures.

Figure 1

Structures statistiques



Dans le cadre de l'EDI, l'unité d'échantillonnage choisie est l'établissement, celle-ci correspondant le mieux au besoin de collecte et de divulgation des données d'investissements. Pour plus de détails concernant le RE, consultez Cuthill (1996).

Lorsque l'on tire l'échantillon au mois de novembre, on prend une nouvelle « image » du RE. Avec l'avènement de l'enquête unifiée sur les entreprises, le RE a amélioré sa couverture et cette « image » s'en trouve d'autant plus complète et à jour. L'enquête sur les dépenses en immobilisations fait partie de l'enquête unifiée et se sert de cette nouvelle image pour procéder à l'échantillonnage.

Puisque les questionnaires sont envoyés au mois de mars et au mois d'octobre suivants, et étant donné la nature dynamique des entreprises, il est certain que de nouveaux projets se mettront en branle après la sélection originale de l'échantillon. Pour être certain que d'importants investissements ne soient pas « oubliés », on ajoute des unités à l'échantillon, même après le premier envoi postal, lorsque le projet est jugé assez important. Ces « nouveaux projets » comme nous les appelons, sont trouvés grâce à la lecture de journaux, de rapports de compagnie ou encore grâce aux listes de permis de construction. Ils sont échantillonnés avec certitude et nous permettent d'éviter de sous-estimer grossièrement la valeur des investissements des industries où on les retrouve.

Il est à noter que certaines unités qu'on tient à mettre dans l'échantillon, tels que les nouveaux projets, ont une information incomplète. Le revenu, qui est connu pour toutes les unités de la base, peut être inconnu pour ces unités. Comme le revenu est utilisé au cours de différents processus (imputation, estimation, etc.), ces unités sont regroupées afin de les traiter séparément lors du traitement des données.

Regroupement

Avant de procéder à l'échantillonnage, toutes les unités dans le secteur privé qui ne faisaient pas partie des industries minières et manufacturières ont été regroupées selon la méthode suivante. Tous les établissements opérant dans la même province, dans le même secteur industriel codé à six chiffres et sous la même entreprise ont été regroupés en un seul super-établissement. Le revenu du super-établissement est la somme de tous les revenus des établissements qui le composent et le reste de l'information est tiré de la tête du regroupement, soit le bureau-chef si c'est possible ou, sinon, l'établissement avec le plus grand revenu. Pour le secteur public, toutes les unités font partie de l'échantillon.

Une fois le nouvel univers construit avec les nouveaux super-établissements, toutes les unités qui ont un revenu inférieur à une certaine limite sont éliminées de la base à moins qu'elles ne correspondent à des bureaux-chefs ou à des laboratoires, ces unités étant choisies avec certitude. Cette procédure est mise en place pour éviter de « perdre » ces unités qui ne génèrent pratiquement aucun revenu, mais qui pourraient être l'objet d'investissements substantiels.

La limite inférieure déterminant les unités non-observées est construite en fonction de la province et du secteur industriel. Celle-ci varie de 100 000 \$ à 3 185 000 \$ selon la taille des unités qui composent l'industrie et la province. En gros, la limite est calculée de sorte à exclure au maximum 10 % du revenu total du secteur industriel et provincial de l'échantillonnage. Ceci permet d'alléger le fardeau des répondants de petite taille et répond ainsi aux lignes directrices du bureau. La portion non couverte est estimée en utilisant des données administratives lorsque disponibles (se référer la la section « Estimation » pour plus de détails).

Lorsque tous les regroupements ont été effectués et que les petites unités ont été éliminées, la population observée est prête à être stratifiée.

Échantillonnage

L'échantillonnage se divise selon les trois parties traditionnelles : la stratification, la répartition et la sélection. Celles-ci sont décrites dans le texte qui suit.

Stratification

On a tout d'abord stratifié selon le lieu géographique, la classification industrielle et également en fonction du pays d'origine du contrôle afin de tenir compte de nouveaux besoins. La division géographique se fait selon les 13 provinces et territoires, sans autre raffinement (aucune stratification infra-provinciale). Douze pays d'origine de contrôle ont été considérés dans la stratification cette année : Canada, Etats-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Suède, Italie, Pays-Bas, Chine, Hong Kong et Australie. Les autres pays ont été regroupés. Pour ce qui est de la stratification industrielle, le SCIAN de 2002 est utilisé selon le niveau requis pour les estimations. Si par exemple, pour une certaine industrie, le niveau le plus désagrégé publié correspond au SCIAN à 3 chiffres, ce sera le niveau de stratification. Notons que pour le reste de la section, le SCIAN à 6 chiffres sera abrégé par SCIAN-6, le SCIAN à 5 chiffres par SCIAN-5, etc...

Le tableau explicatif 1 indique, par industrie, quels sont les niveaux de publication possibles les plus désagrégés pour les estimations provinciales et canadiennes.

Tableau explicatif 1
Niveaux de publication les plus désagrégés

Secteur industriel	Code de SCIAN	Niveau de publication SCIAN
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	3
Extraction minière, de pétrole et gaz	21	3 à 6
Services publics	22	4
Fabrication (SCIAN -3 316 et 323)	31-33	3
Commerce de gros	41	3
Commerce de détail	44-45	3
Transport et entreposage	48-49	3
Information et culture	51	3
Finance et assurances	52	3
Services immobiliers, de location et de location à bail	53	4
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	4
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	2
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	3
Services d'enseignement	61	4
Soins de santé et assistance sociale	62	3
Arts, spectacles et loisirs	71	3
Hébergement et services de restauration	72	3
Autres services	81	3
Administrations publiques	91	3

Les niveaux de publication provinciaux correspondent aux secteurs industriels à l'exception de l'industrie de la fabrication où on publie au niveau SCIAN-3 pour quatre provinces : Québec, Ontario, Alberta et Colombie-Britannique.

Répartition

Une fois la stratification initiale mise en place, on calcule le coefficient de variation (CV) (voir « Estimation » pour plus d'information sur les CV) à viser en utilisant la variable revenu de façon à atteindre le CV fixé pour le niveau de publication le plus désagrégé, dans notre cas, par province et différents niveaux industriels SCIAN tel que définis précédemment. Un exemple aide à mieux comprendre la situation.

Supposons qu'on veuille publier des estimations pour le secteur industriel 72 (Hébergement et services de restauration) pour lequel on publie au niveau SCIAN-3 pour le Canada et au niveau de l'industrie complète par province / territoire. On construit alors le tableau 2, où le nombre de provinces a été simplifié à 3 et le nombre de sous-secteurs (SS) SCIAN-3 pour l'industrie au complet est 2 (721 et 722).

Tableau explicatif 2
Croisements de publication pour le secteur 72

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	...	...	...	15 %
SS722	...	...	...	15 %
CV	15 %	15 %	15 %	...

La stratification initiale correspond à chacune des cellules du tableau 2 et les marginales correspondent aux estimations qu'on désire publier. Si on désire, par exemple, publier des estimations avec un CV cible de 15 %, on doit d'abord calculer le CV à viser pour chacune des cellules de telle sorte que les CV des marginales soient respectés.

Avant de pouvoir calculer le CV nécessaire au niveau des cellules pour atteindre le CV fixé au niveau des marginales, on doit d'abord ajuster ces CV marginaux. En effet, on ne peut obtenir des CV de 15 % dans les deux directions, car lorsque l'on fixe la variance dans une direction pour obtenir le CV visé, on fixe automatiquement la variance (donc le CV) pour l'autre direction et on « subit » le CV résultant. Sachant que les CV des deux directions ne peuvent être simultanément égaux au CV visé (à moins d'un hasard), nous avons choisi de minimiser la distance des CV des marginales au CV cible. On obtient donc, dans une direction, un CV résultant supérieur au CV cible et dans l'autre, un CV inférieur à ce même CV. Ceci est fait en minimisant la distance entre les CV résultants et le CV cible sous la contrainte d'avoir des variances égales dans les deux directions. D'une façon mathématique :

Figure 2

Formule 1

$$\text{Minimiser } (CV^C - CV^A)^2 + (CV^C - CV^B)^2$$

sous la contrainte $V^A = V^B$

où CV^A et CV^B représentent les CV atteignables dans les deux directions, CV^C représente le CV cible et V^A et V^B représentent les variances dans les deux directions.

Appelons le CV résultant le nouveau CV cible. Dans l'exemple précédent, on pourrait se retrouver avec de nouveaux CV cibles comme dans le tableau 3.

Tableau explicatif 3
Nouveau CV cibles (les plus près du CV visé)

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	...	...	...	11 %
SS722	...	...	...	11 %
CV	18 %	18 %	18 %	...

Pour atteindre le nouveau CV cible, on doit calculer ce que devraient être les CV visés pour chacune des strates initiales en utilisant l'algorithme itératif du quotient tel que décrit dans Latouche (1988).

En utilisant à nouveau les lettres A et B pour désigner les deux directions (A la direction géographique et B la direction industrielle par exemple), on recalcule les CV des cellules jusqu'à ce que la combinaison des CV sur une même ligne ou une même colonne soit assez près du CV cible de la marginale correspondante.

Figure 3

Formule 2

$$CV_r^B(\hat{Y}_{ij}) = CV_{(r-1)}^A(\hat{Y}_{ij}) * \frac{CV(\hat{Y}_{.j})\hat{Y}_{.j}}{\sqrt{\sum_j (CV_{(r-1)}^A(\hat{Y}_{ij}))^2 \hat{Y}_{ij}^2}}$$

$$CV_r^A(\hat{Y}_{ij}) = CV_{(r-1)}^B(\hat{Y}_{ij}) * \frac{CV(\hat{Y}_{i.})\hat{Y}_{i.}}{\sqrt{\sum_j (CV_{(r-1)}^B(\hat{Y}_{ij}))^2 \hat{Y}_{ij}^2}}$$

où :

- r désigne l'itération courante,
- r-1 désigne l'itération précédente,
- i. désigne la marginale dans la direction A,
- .j désigne la marginale dans la direction B,
- ij désigne un croisement des directions A et B et
- Y correspond au total de la variable revenu pour un groupement donné.

L'algorithme s'arrête lorsque le critère de convergence (0,1 %) est rencontré ou après un maximum de 10 itérations. Notons ici que l'algorithme converge très rapidement et on atteint presque à coup sûr le CV visé au niveau des marginales. Le tableau 4 illustre le résultat du procédé itératif.

Tableau explicatif 4
CV des cellules après itérations

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	20 %	23 %	24 %	11 %
SS722	17 %	20 %	21 %	11 %
CV	18 %	18 %	18 %	...

Maintenant que le CV est fixé pour chacune des strates initiales (celles-ci correspondent aux cellules du tableau précédent), on peut les stratifier en deux strates de taille : grande taille où l'échantillonnage se fait avec certitude et petite taille où l'échantillonnage se fait selon une probabilité de sélection permettant d'atteindre le nouveau CV cible. La méthode préconisée pour séparer les cellules en deux est celle d'Hidiroglou (1986) qui a le mérite de minimiser la taille d'échantillon tout en atteignant le CV cible. La technique est simple : on part de l'équation qui donne le CV de la strate initiale.

Figure 4

Formule 3

$$CV(\hat{Y})^2 = \frac{\frac{(N-t)(N-n(t))}{(n(t)-t)} S_{(N-t)}^2}{\hat{Y}^2}$$

où N désigne la taille de la population,
 n(t) désigne le nombre total d'unités à échantillonner,
 t désigne le nombre total d'unités dans la strate à tirage complet,
 $S^2_{(N-t)}$ désigne la variance dans la strate à tirage partiel et
 Y correspond au total de la variable revenu pour la strate.

On peut la réécrire de façon à isoler n(t), le nombre total d'unités à échantillonner en fonction de t, le nombre d'unités échantillonnées avec certitude :

Figure 5

Formule 4

$$n(t) = t + \frac{(N-t)^2 S_{(N-t)}^2}{CV^2 \hat{Y}^2 + (N-t) S_{(N-t)}^2}$$

Il s'agit alors de bien comprendre la fonction pour trouver son point minimum. Celui-ci peut être atteint selon un processus itératif qui calcule, après avoir convergé, les deux paramètres suivants : la borne qui sépare la strate initiale en deux strates finales ainsi que la taille d'échantillon de chacune des strates. On aura t unités dans la strate à tirage complet et n(t) - t unités à tirer dans la strate à tirage partiel. On aura ainsi tiré le nombre minimal d'unités pour atteindre le CV cible fixé.

Il est fort probable qu'on n'obtienne pas exactement le CV cible au niveau des cellules. Le CV atteint est habituellement près, mais peut être jusqu'à 2 % au-dessus du CV cible pour certaines cellules. Ceci a pour effet de changer légèrement les CV visés au niveau des marginales. Le tableau 5 reprend les résultats du tableau 4 après l'application de l'algorithme d'Hidiroglou.

Tableau explicatif 5
CV final des cellules après itérations

	Province 1	Province 2	Province 3	CV
SS721	20.1 %	22.8 %	24.0 %	10.8 %
SS722	17.2 %	21.5 %	20.4 %	11.7 %
CV	18.1 %	18.9 %	17.8 %	...

Lorsque cette étape est complétée, on peut alors procéder à la sélection proprement dite de l'échantillon.

Sélection

Pour les strates à tirage partiel, la sélection se fait selon un processus aléatoire simple sous les contraintes d'un chevauchement minimum avec l'échantillon de l'enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) (Pour plus de détails sur cette enquête, se référer à Simard et al. (2001)), d'une fraction de sondage minimale de 1 % et d'un minimum de 3 unités échantillonnées par strate. Dans les strates à tirage complet, toutes les unités sont échantillonnées avec certitude.

Vérification des données

Une fois l'échantillon tiré, un questionnaire est envoyé par la poste invitant le répondant à le retourner dûment rempli. Les unités n'ayant pas répondu font l'objet d'un suivi postal et téléphonique pour s'assurer d'obtenir leurs investissements. Un effort spécial est fait pour les unités faisant partie de strates à tirage complet.

Une fois les données saisies, certaines vérifications sont faites pour chaque établissement. Entre autres, plusieurs règles de cohérence sont en place permettant de s'assurer que si certains champs sont codés, tous ceux qui y sont reliés sont également codés. On peut par exemple, vérifier que la somme des parties égale le tout, que certaines cellules sont bien remplies, etc...

Certaines vérifications ont trait directement aux données d'investissement. Par exemple, si des données historiques sont disponibles, certaines règles de tolérance sont appliquées.

Lorsqu'aucune donnée historique n'est disponible, tous les répondants présentant des investissements de 10 000 000 \$ et plus font l'objet de vérifications approfondies. Notons que ces règles sont sujettes à changements.

Finalement, un grand nombre de règles de vérification de nature qualitative (et non quantitative) sont aussi en place. Pour plus de détails sur les règles de vérification, consulter Corneau (1995).

Détection de données aberrantes

La détection peut se faire à quatre niveaux. On commence la détection au niveau le plus désagrégé. S'il n'y a pas au moins 25 unités à ce niveau, on passe au niveau suivant. Dans la définition de ces niveaux, jusqu'à trois variables peuvent être impliquées : le niveau industriel, la taille et la région géographique.

En ce qui a trait à la taille, il y a trois catégories : la strate à tirage complet avec revenu connu, la strate à tirage complet avec revenu inconnu et la strate à tirage partiel.

Quant à la région géographique, l'unité se retrouve soit dans les grosses provinces (Qc, Ont., Alb. et C.-B.), dans les provinces moyennes (N.-É., N.-B., Man. et Sask.) ou dans les petites provinces (I.-P.-É., Yn, T.N.-O., Nt et T.-N.-L.).

Les quatre niveaux de détection sont :

- Niveau 1 : SCIAN-3 * Taille * Qc, Ont., Alb., C.-B., petites et moyennes provinces (séparées)
- Niveau 2 : SCIAN-3 * Taille * grosses provinces et petites et moyennes provinces (ensemble)
- Niveau 3 : SCIAN-3 * Taille * Canada
- Niveau 4 : [Secteur * Canada

Lorsque dans une industrie, on publie au niveau du secteur, on commence la détection au niveau le plus agrégé, soit le niveau 4.

De plus, la détection des valeurs aberrantes se fait avant et après imputation. La détection suite à l'imputation se fait avec les données imputées et permet ainsi de détecter les données imputées aberrantes.

La méthode d'Hidioglou-Berthelot (1986) est utilisée pour les détecter. L'établissement "i" est considéré aberrant si une des deux relations est vérifiée :

$$Y_i < M - C \cdot DQ_1$$

$$Y_i > M + C \cdot DQ_3$$

où

$$DQ_1 = \text{Max}(M - Q_1, |A \cdot M|),$$

$$DQ_3 = \text{Max}(Q_3 - M, |A \cdot M|),$$

M est la médiane (c'est à dire le point où exactement 50 % des établissements se trouvent de part et d'autres),

Q_1 est le premier quartile (25 % des établissements sont plus petits et 75 % sont plus grands),

Q_3 est le troisième quartile (75 % des établissements sont plus petits et 25 % sont plus grands),

A et C prennent respectivement les valeurs : 0,5 et 20.

La détection des données aberrantes est effectuée pour les ratios suivants : CC sur le revenu et CM sur le revenu. Si un établissement est trouvé aberrant pour un de ces ratios, alors il est automatiquement considéré aberrant pour les deux variables d'investissements, CC et CM. Dans le cas de l'ER, la même procédure est répétée pour les variables RC et RM en plus des variables CC et CM.

Imputation

Les enregistrements trouvés aberrants ne sont pas imputés puisque les règles de cohérence ont déjà été appliquées et que l'on considère valide l'investissement déclaré par le répondant. On ne fait qu'exclure ces enregistrements du calcul de moyenne lors de l'imputation des non-répondants. De plus, si certains des établissements trouvés aberrants font partie de strates à tirage partiel, alors ils sont promus dans la strate à tirage complet avec revenu connu et la probabilité de sélection des unités résiduelles est recalculée.

Pour les enregistrements à imputer, trois méthodes d'imputation sont utilisées pour procéder à l'évaluation des données manquantes. Il n'existe pas d'imputation partielle : les deux variables d'intérêts, CC et CM (on ajoute RC et RM dans le cas de l'ER) sont disponibles ou manquantes pour chacun des établissements. Les trois méthodes permettent donc d'imputer parallèlement toutes les variables. La première méthode est tout simplement la substitution par valeur historique. Pour les enquêtes suivantes, on utilise la valeur historique, en autant que celle-ci couvre la même année de référence :

$$Y_{its} = Y_{it(s-1)}$$

où t correspond à l'année de référence, s correspond à l'enquête courante, s-1 à l'enquête la plus récente pour laquelle des données ont été rapportées et y est la variable d'intérêt.

Dans le cas de l'enquête sur les perspectives (EP), comme il s'agit de la première enquête pour une année de référence et donc qu'aucune donnée historique n'est disponible pour cette même année, on utilisera l'information historique de l'année précédente :

$$Y_{its} = Y_{i(t-1)(s-1)}$$

Où t-1 correspond à l'année de référence précédente.

Notons que cette dernière imputation est aussi utilisée pour les variables RC et RM puisque celles-ci sont requises seulement pour l'enquête sur les données réelles et donc, aucune valeur historique n'est disponible pour la même année de référence.

La deuxième méthode est utilisée lorsqu'aucune donnée historique n'est disponible pour une unité. Dans ce cas, on impute en utilisant la méthode du quotient des valeurs courantes :

Figure 6

Formule 5

$$y_{it} = \frac{\bar{y}_t}{\bar{x}_t} x_{it}$$

où x correspond au revenu.

La troisième méthode est utilisée pour les unités sans valeur historique et dont le revenu n'est pas connu. Dans ce cas, on utilise l'imputation par la moyenne des valeurs courantes :

Figure 7

Formule 6

$$y_{it} = \bar{y}_t$$

Un facteur important lors du calcul de la valeur imputée est le niveau auquel se fait l'imputation. En effet, l'imputation a lieu si le groupe d'imputation comprend au moins 10 établissements dont le questionnaire est complet et que ceux-ci représentent au moins 25 % des unités du groupe.

Groupes d'imputation

Le groupe d'imputation initial correspond à la strate utilisée pour l'échantillonnage une fois mise à jour avec les nouvelles données recueillies. Si l'une ou l'autre des contraintes précédentes (10 unités, 25 % des unités) n'est pas satisfaite, on passe à un groupe d'imputation plus agrégé se situant dans le même groupe industriel et dans le même groupe de taille mais où toutes les provinces sont combinées. Comme dans la détection des valeurs aberrantes, les tailles possibles sont strate à tirage complet avec revenu connu, strate à tirage complet avec revenu inconnu et strate à tirage partiel.

Si encore une fois les contraintes ne sont pas satisfaites, on regroupe les industries. On combine par exemple tous les SCIAN-6 d'un même SCIAN-5. On demeure au niveau canadien et à l'intérieur du même groupe de taille. Le niveau le plus agrégé qu'on peut atteindre correspond aux groupements de tous les SCIAN-3 d'un même secteur, au niveau canadien, pour un groupe de taille où au dernier niveau les tailles strate à tirage complet « avec revenu connu » et « inconnu » sont regroupées. Deux exemples permettront de mieux comprendre.

Si un établissement de l'industrie minière canadienne 212114 en Ontario faisant partie du groupe à tirage partiel est à imputer, on a la séquence suivante :

212114 - Ontario - strate à tirage partiel

212114 - Canada - strate à tirage partiel

21211 - Canada - strate à tirage partiel

2121 - Canada - strate à tirage partiel

212 - Canada - strate à tirage partiel

21 - Secteur de l'extraction minière, de pétrole et gaz - Canada - strate à tirage partiel

Si un établissement du secteur 55 (Gestion de sociétés et d'entreprises) au Québec faisant partie du groupe à tirage complet avec revenu inconnu est à imputer, on a la séquence suivante :

Secteur 55-Québec - strate à tirage complet (revenu inconnu)

Secteur 55-Canada - strate à tirage complet (revenu inconnu)

Secteur 55-Canada - strate à tirage complet (revenu connu et inconnu)

Notons aussi qu'un enregistrement imputé à un niveau désagrégé peut servir dans le calcul des moyennes lors de l'imputation d'un autre enregistrement à un niveau plus agrégé. Par exemple, si on réussit à imputer tous les enregistrements de l'Alberta au premier niveau d'imputation et qu'on doit passer au niveau suivant pour les enregistrements du Nouveau-Brunswick, ceux-ci seront imputés au niveau canadien et les enregistrements imputés de l'Alberta seront utilisés dans le calcul des moyennes au niveau canadien.

Une fois les valeurs manquantes des établissements imputées, on peut passer à l'étape d'estimation.

Estimation

L'estimation se fait par la méthode du quotient avec le revenu comme variable de contrôle. Cette méthode assure que le poids final multiplié par le revenu de chaque unité de l'échantillon, respectera le total connu de la variable revenu pour la population complète du groupe. Les groupes utilisés correspondent cette fois-ci au plus bas niveau industriel publié, à l'intérieur d'un même groupe de taille, au niveau canadien. La différence avec la strate originale est le groupement au niveau canadien. L'exemple suivant permet de mieux comprendre.

Pour un établissement dont la strate correspond au SCIAN-3 323 du secteur de la fabrication dans la Nouvelle-Écosse pour le groupe de strate à tirage partiel, on utilise le groupe d'estimation

323 - Canada - strate à tirage partiel

Lors de l'enquête, il est possible qu'un établissement soit reclassifié dans une nouvelle industrie ou dans une nouvelle province. On utilise cette nouvelle classification pour définir les domaines de publication et c'est cette classification qui déterminera où les investissements seront présents dans les tableaux finaux. L'exemple suivant permet de mieux comprendre.

Si un établissement, échantillonné au Québec selon le SCIAN-3 411, est retrouvé en Ontario selon le SCIAN-3 444, il aura les caractéristiques suivantes :

strate : 411 - Québec

groupe pour calcul de données aberrantes : 444 - Ontario

groupe d'imputation initial : 444 - Ontario

groupe d'estimation : 411 - Canada

domaine de publication : 444 - Ontario

Figure 8

Formule 7

Voici la formule de l'estimateur par le quotient utilisé

$$\hat{Y}_d = \sum_h \sum_{i \in S_h} w_i y_i(d)$$

où pour chaque unité i d'un groupe g ,

$$w_i = D_i \times G_i, D_i = \frac{Nh}{nh}, G_i = \frac{\sum_{j \in P_g} x_j}{\sum_{j \in S_g} \frac{x_j}{p_j}} \text{ et } y_i(d) = \begin{cases} y_i & \text{si } i \in d \\ 0 & \text{si non} \end{cases}$$

où :

- x est la variable auxiliaire (le revenu),
- h désigne la strate,
- g désigne le groupe d'estimation,
- d désigne le domaine de publication,
- n désigne la taille échantillonnale,
- N désigne la taille de la population,
- s désigne l'échantillon,
- P désigne la population,
- w désigne le poids final,
- D désigne le poids de sondage,
- G désigne le poids de contrôle ("G-weight")
- y est la variable d'intérêt (l'investissement) et
- p désigne la probabilité de sélection.

Notons que le calcul du poids-G est de telle sorte que le poids final w_i est borné inférieurement à 1. Ainsi on évite que pour des raisons mathématiques les valeurs de certains répondants valent moins que les valeurs rapportées une fois pondérées.

Estimation de la variance et calcul de CV

La variance est estimée à l'aide de la formule de linéarisation de Taylor dans le cas de l'estimateur par le quotient. Celle-ci est disponible dans Estevao (1991). En suivant la même notation que précédemment :

Figure 9

Formule 8

$$\hat{V}(\hat{Y}(d)) = \sum_h \frac{N_h - n_h}{n_h - 1} \frac{n_h}{N_h} \sum_{i \in \mathcal{S}_h} (u_{hi} - \bar{u}_h)^2$$

$$\text{où } u_{hi} = \frac{N_h}{n_h} G_i \left(y_i(d) - x_i * \frac{\sum_{i \in \mathcal{S}_g} y_i / p_i}{\sum_{i \in \mathcal{S}_g} x_i / p_i} \right)$$

$$\text{et } \bar{u}_h = \frac{\sum_{i \in \mathcal{S}_h} u_{hi}}{n_h}$$

Le coefficient de variation (CV) est calculé à l'aide du quotient:

$$CV(\hat{Y}(d)) = \frac{\sqrt{\hat{V}(\hat{Y}(d))}}{\hat{Y}(d)}$$

Ajustement de l'estimation pour la portion non observée

Lorsque disponibles, on se sert de données administratives pour la portion non observée par l'enquête.

Pour l'enquête sur les données réelles, les données administratives des trois années précédentes sont utilisées afin de construire un modèle qui sert à dériver les dépenses en immobilisations.

Pour les enquêtes sur les perspectives et les données réelles provisoires, aucune donnée administrative ne couvre les périodes de référence de ces enquêtes. La portion non enquêtée est alors estimée en utilisant la tendance de la portion enquêtée entre les données réelles et les perspectives et données provisoires qu'on applique à l'estimation de la portion non observée calculée pour l'enquête sur les données réelles.

L'estimation de la portion non observée contribue en moyenne à 2 % de l'estimation totale.

Indicateur de qualité

Lors de la publication des estimations, une échelle permet de distinguer entre les différentes qualités de précision. Celle-ci combine l'effet dû à l'échantillonnage (puisque l'on n'a pas effectué de recensement) et le taux d'imputation (chaque imputation (autre qu'historique) ajoute à l'incertitude des résultats). L'échelle est reproduite au tableau 6.

Tableau explicatif 6
Interprétation de la cote de qualité

CV	Taux d'imputation			
	0 % à 10 %	10 % à 33 %	33 % à 60 %	60 % et plus
0 % à 5 %	A	B	C	F
5 % à 10 %	B	C	D	F
10 % à 15 %	C	D	E	F
15 % à 25 %	D	E	F	F
25 % à 50 %	E	F	F	F
50 % et plus	F	F	F	F

Note(s) : ^AExcellent; ^BTrès bon; ^CBon; ^DAcceptable; ^EÀ utiliser avec prudence; ^F Trop peu fiable pour être publié.

À cause de considérations techniques, la côte de qualité ne sera pas disponible pour cette publication.

Confidentialité

Certaines règles de confidentialité sont évidemment utilisées pour supprimer toute information qui pourrait mener à la divulgation des données fournies par un répondant. Ces règles permettent à Statistique Canada de respecter son mandat de non-divulgation d'information fournie par les répondants. Les règles elles-mêmes sont confidentielles et ne sont pas disponibles pour consultation.

Erreur d'échantillonnage et non due à l'échantillonnage

La différence entre l'estimation produite à partir de données échantillonnées et de données recensées est appelée erreur d'échantillonnage. Cette différence varie plus ou moins selon la taille de l'échantillon, la variabilité des dépenses, le plan de sondage et la méthode d'estimation. En général, un échantillon plus grand produit une erreur d'échantillonnage plus petite. Si la population est très hétérogène, une taille d'échantillon plus grande est requise pour produire une estimation fiable. L'erreur d'échantillonnage est mesurée par une quantité appelée écart-type. Cette quantité mesure la variabilité anticipée de l'estimation produite si on fait un échantillonnage répété des dépenses. La vraie valeur de l'écart-type est inconnue mais peut être estimée à partir de l'échantillon.

Une deuxième mesure de précision est le coefficient de variation (CV). Ce coefficient est simplement l'écart-type exprimé en pourcentage de la valeur de l'estimation. Il donne donc une mesure de précision relative et comparable entre différentes industries ou provinces. Notons qu'un plus petit CV indique une plus grande fiabilité de l'estimation. (Voir la section « Qualité des données, concepts et méthodologie — Mesures de la qualité »).

En plus de l'erreur d'échantillonnage, il existe des erreurs non dues à l'échantillonnage sur lesquelles on tente de conserver un contrôle des plus stricts. Néanmoins, celles-ci existent toujours et ne sont pas comptabilisées lorsque l'on calcule le coefficient de variation et ne sont pas incluses dans cette mesure de précision. Certaines mesures telles que les taux de réponses, de couverture et d'imputation peuvent être utilisées comme indicateurs du niveau potentiel des erreurs non liées à l'échantillonnage.

Utilisateurs et utilisations

À Statistique Canada, les données recueillies lors des enquêtes sur les dépenses en immobilisations sont utilisées dans le Système de comptabilité nationale pour appuyer les projections de formation brute de capital fixe par les gouvernements et les entreprises. Pour sa part, la Section de la richesse nationale et des stocks de capital de la Division de l'investissement, des sciences et de la technologie emploie la série sur les investissements pour estimer le stock de capital brut et net ainsi que l'amortissement pour dépréciation. Ces estimations de stock de capital sont ensuite utilisées dans les estimations de productivité. D'autres divisions de Statistique Canada emploient la série des investissements pour produire diverses statistiques.

Dans le secteur public, l'ensemble des données sur les investissements sont utilisées par le ministère des Finances dans l'élaboration de la politique fiscale et dans le calcul des paiements de péréquation aux provinces. La Banque du Canada se sert de la série des dépenses en immobilisations dans la formulation de sa politique monétaire tandis qu'Industrie Canada en fait usage pour élaborer sa politique industrielle régionale. Les ministères et organismes chargés des statistiques provinciales et territoriales emploient aussi les données dans l'exécution de leur mandat.

Dans le secteur privé, l'ensemble des données sur les investissements permettent à des établissements comme les banques à charte et les sociétés d'experts-conseils d'établir des prévisions économiques. Les données sur les dépenses en immobilisations servent aussi à analyser la demande sur le marché, tandis que les perspectives d'investissements peuvent servir à prévoir la demande portant sur la main-d'oeuvre et les matériaux. Au moyen de tabulations spéciales, les fournisseurs de matériel et d'outillage peuvent connaître les parts de marché en évaluant les dépenses en immobilisations consacrées aux différents types de matériel et d'outillage dans chaque secteur.

Chronologie de la série des dépenses en immobilisations

En 1941, le Bureau fédéral de la statistique donne le coup d'envoi à la première véritable série sur les dépenses en immobilisations en recueillant, entre autres, des données sur les dépenses en immobilisations provenant de certains secteurs. Les premières perspectives d'investissements sont publiées à l'automne 1946 sous le titre **Dépenses d'immobilisation, de réparation et d'entretien des entreprises commerciales au Canada : perspectives 1946**.

En 1947, le champ de la série des dépenses en immobilisations s'élargit avec l'inclusion des biens d'investissement imputés aux dépenses d'exploitation. Cette nouveauté accroît la précision des données en permettant l'estimation des biens qui comptent dans le stock de capital du pays sans être immobilisés par les entreprises répondantes.

Depuis 1946, la portée de l'enquête sur les dépenses en immobilisations s'est accrue pour englober de nouvelles branches de l'économie. Les dépenses en immobilisations des sous-industries minières et manufacturières sont publiées dans **Statistique des investissements - Bulletin de service** (n° 61-007-X au catalogue) depuis 1975; pour les données sur l'énergie, la première parution remonte à 1976. Les données sur l'énergie publiées dans le numéro 2 du volume 2 de **Statistique des investissements - Bulletin de service** portaient sur l'année en cours et présentaient des estimations remontant à 1955.

En 1978 paraît le premier numéro de **Dépenses d'immobilisations et de réparations - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-214-X au catalogue), avec des estimations pour 1976 et 1977.

Le Quotidien (n° 11-001-X au catalogue), en 1980, remplace le *Bulletin de service* à titre de principal organe de diffusion des données sur les dépenses en immobilisations des secteurs des mines et de l'énergie. Les dépenses du secteur minier paraissent dans cette publication de 1980 à 1982.

Les données sur l'énergie sont greffées à **Dépenses d'immobilisations et de réparations - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-214-X au catalogue) en 1981. La publication des données portant sur les sous-industries manufacturières connaît un nouveau tournant en 1982 avec la parution de la série historique portant sur les années 1960 à 1967, pour 20 grands groupes et sous-industries, dans **Statistique des investissements - Sous-industries manufacturières, Canada** (n° 61-518-X au catalogue).

La définition de **dépenses en immobilisations**, en rapport avec l'exploration et la mise en valeur dans le secteur minier, est élargie en 1982 pour comprendre les frais de travaux physiques et de levés exécutés sur le terrain ainsi que les frais connexes tels que les frais de location à bail, les frais généraux et les frais d'administration passés en charges. **Statistique des investissements - Dépenses d'exploration, de mise en valeur, d'immobilisations et de réparations par les compagnies minières et d'exploration** (n° 61-216-X au catalogue), paraît pour la première fois en 1983.

En 1986, l'enquête sur les données réelles de 1985 s'élargit pour comprendre des renseignements détaillés sur les biens nouveaux, les biens usagés, les rénovations et les réfections des constructions, du matériel et de l'outillage. Cette nouvelle formule vise aussi d'autres objets, notamment les motifs d'aliénation, de vente ou de réduction des immobilisations, l'âge des biens, la durée de vie des biens, les motifs des dépenses et la valeur comptable brute. De plus, le matériel ou l'outillage non militaires sont maintenant imputés au ministère de la Défense.

La portée de la publication n° 61-216-X au catalogue commence en 1987 à englober des données détaillées provenant des secteurs du pétrole et du gaz naturel (remontant à 1985) ainsi que de l'énergie, qui étaient auparavant comprises dans la publication n° 61-214-X au catalogue.

Conformément aux exigences de la comptabilité nationale en matière de dépenses en immobilisations et à la tendance en faveur d'une simplification des opérations, Statistique Canada cesse en 1990 de recueillir et de publier des données sur les compagnies d'exploration non productrices. Ces données sont maintenant recensées par Ressources naturelles Canada.

En 1993, l'enquête adopta la Classification type des industries de 1980 et fusionna les publications nos 61-214-X et 61-216-X au catalogue dans **Investissements privés et publics au Canada**, (nos 61-205-X et 61-205-X au catalogue).

Les derniers changements commencent avec l'enquête les Perspectives révisées pour 1995 dont l'échantillon aléatoire fut presque entièrement sélectionné de la Base de données du registre central de la Division du Registre des entreprises.

En 1999, d'importants changements ont été apportés à l'enquête, et les données chronologiques ont été recalculées sur la même base depuis 1991, dans un souci de continuité. Il faut savoir que les données ont été recueillies et totalisées en fonction du nouveau Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), ce qui accroît la comparabilité internationale des données économiques et présente des différences marquées par rapport à la Classification type des industries (CTI 1980) utilisée auparavant. De même, les données ont été établies en fonction de l'année civile et sont conformes au concept du Système de comptabilité nationale pour le capital.

Depuis 2002, tous les chiffres du communiqué reflètent les changements apportés récemment à la série sur les machines et le matériel pour inclure dans les immobilisations toutes les dépenses en logiciels. Ce changement au concept utilisé pour les immobilisations est requis par le Système de comptabilité nationale.

Deux importantes améliorations ont été apportées aux données depuis 2003 dans le numéro d'**Investissements privés et publics au Canada**. Des estimations sont maintenant incluses pour tenir compte des éléments du capital imputés aux dépenses d'exploitation (ECIDE) et des estimations sont fournies, fondées sur des données administratives, des dépenses en immobilisations effectuées par les entreprises qui se situent au-dessous des actuels seuils d'inclusion dans l'enquête.

Mesures de la qualité

Tableau explicatif 1
Couverture de l'enquête sur les dépenses réelles en 2012

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient de variation
		pourcentage		millions de dollars		pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	98	0,6	1,4	89 391,0	0,2
Services publics	22	68,8	27,1	4,1	27 429,0	3,8
Fabrication	31-33	60	11,3	28,8	17 982,0	5,4
Commerce de gros	41	35,6	20,1	44,3	5 659,1	9,6
Commerce de détail	44-45	47,3	18,2	34,6	9 572,0	5,1
Transport et entreposage	48-49	76,1	9,7	14,3	21 680,4	9,7
Industries de l'information et culturelle	51	53	29,7	17,3	8 753,5	2,0
Finance et assurances	52	74,8	0,6	24,5	12 913,7	9,9
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	46	23,7	30,2	11 381,3	4,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	31,9	6,6	61,4	4 135,8	7,4
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	34,4	8,1	57,4	2 366,9	9,8
Services d'enseignement	61	72,2	25,4	2,4	9 690,3	0,1
Soins de santé et assistance sociale	62	44,2	42	13,8	10 282,4	3,7
Arts, spectacles et loisirs	71	49,5	41,1	9,3	1 932,9	2,2
Hébergement et services de restauration	72	9,9	12,8	77,3	3 687,3	7,2
Autres services, sauf les administrations publiques	81	15,6	8	76,4	2 205,3	12,0
Administrations publiques	91	83,5	9	7,5	36 178,3	0,8
Enquêtées		-	-	-	275 241,1	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	5 837	-
Construction	23	-	-	-	6 052	-
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	-	-	-	334	-
Logement		-	-	-	105 243	-
Non enquêtées		-	-	-	117 466	-
Grand total					392 706,6	1,2

Tableau explicatif 2
Couverture de l'enquête sur les dépenses réelles provisoires 2013

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	82,7	16,1	1,1	88 187,3	0,2
Services publics	22	86,9	6,1	6,9	31 783,6	4,2
Fabrication	31-33	51,8	14,7	33,5	18 072,8	9,0
Commerce de gros	41	30,1	34,2	35,7	5 948,6	5,9
Commerce de détail	44-45	47,6	26,4	26,0	10 211,0	4,3
Transport et entreposage	48-49	77,0	12,4	10,6	23 822,4	2,1
Industries de l'information et culturelle	51	43,4	37,8	18,8	8 770,2	2,4
Finance et assurances	52	70,9	0,5	28,6	11 354,2	10,8
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	30,1	37,2	32,8	12 010,6	3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	26,5	0,8	72,7	3 728,2	5,5
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	39,1	11,0	50,0	2 015,5	9,8
Services d'enseignement	61	45,6	52,2	2,1	10 099,7	0,1
Soins de santé et assistance sociale	62	38,5	45,6	15,8	9 616,8	15,0
Arts, spectacles et loisirs	71	52,8	38,4	8,8	2 010,3	2,5
Hébergement et services de restauration	72	52,3	15,7	32,0	3 672,9	3,0
Autres services, sauf les administrations publiques	81	17,0	16,1	66,8	1 971,1	9,9
Administrations publiques	91	61,4	30,5	8,1	36 926,9	0,0
Enquêtées		-	-	-	280 202,1	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	6 247	-
Construction	23	-	-	-	6 778	-
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	-	-	-	307	-
Logement		-	-	-	105 234	-
Non enquêtées		-	-	-	118 566	-
Grand total					398 768,4	1,2

Tableau explicatif 3
Couverture de l'enquête sur les perspectives 2014

	Code du SCIAN	Déclaré	Imputé	Estimé	Total	Coefficient de variation
		pourcentage			millions de dollars	pourcentage
Extraction minière, de pétrole et de gaz	21	79,6	19,1	1,3	88 293,6	0,2
Services publics	22	84,5	11,0	4,6	30 485,7	4,1
Fabrication	31-33	48,8	15,9	35,3	18 915,6	8,0
Commerce de gros	41	22,1	31,1	46,8	6 370,5	5,4
Commerce de détail	44-45	51,5	30,1	18,3	9 115,1	3,6
Transport et entreposage	48-49	75,3	17,5	7,3	27 334,7	1,7
Industries de l'information et culturelle	51	44,3	39,1	16,7	8 863,0	2,0
Finance et assurances	52	44,6	19,2	36,2	11 904,5	11,4
Services immobiliers et services de location et location à bail	53	32,2	43,2	24,6	12 395,7	4,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	54	35,5	11,1	53,4	3 788,9	5,7
Services administratifs de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	56	40,2	13,4	46,3	2 019,0	9,3
Services d'enseignement	61	43,8	55,1	1,2	9 921,0	0,1
Soins de santé et assistance sociale	62	31,4	48,7	19,8	8 861,2	16,5
Arts, spectacles et loisirs	71	41,9	40,0	18,1	2 178,8	5,1
Hébergement et services de restauration	72	50,5	19,6	29,9	3 396,6	3,7
Autres services, sauf les administrations publiques	81	17,2	16,0	66,8	1 951,9	12,0
Administrations publiques	91	64,1	27,1	8,9	37 922,7	0,0
Enquêtées		-	-	-	283 718,5	-
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	11	-	-	-	6 383	-
Construction	23	-	-	-	7 026	-
Gestion de sociétés et d'entreprises	55	-	-	-	312	-
Logement		-	-	-	107 085	-
Non enquêtées		-	-	-	120 806	-
Grand total					404 524,3	1,1

Appendice I

Glossaire

CC	Capitaux immobilisés pour de la nouvelle construction
CM	Capitaux immobilisés pour du nouveau matériel et du nouvel outillage
CTI	Classification type des industries
CV	Coefficient de variation
DA	Division de l'agriculture
DIP	Division des institutions publiques
DIST	Division de l'investissement, des sciences et de la technologie (DIST)
DRE	Division du Registre des entreprises
EDI	Enquête sur les dépenses en immobilisations
EP	Enquête sur les perspectives
ER	Enquête sur les données réelles
ERP	Enquête sur les données réelles provisoires
PI	Portion intégrée
PNI	Portion non intégrée
RC	Capitaux immobilisés pour la réparation reliée à la construction
RE	Registre des entreprises
RM	Capitaux immobilisés pour la réparation reliée au matériel et à l'outillage
SCIAN	Système de classification industrielle de l'Amérique du Nord
SS	Sous-secteur

Coefficient de variation (c.v). Il est rattaché à chacune des variables et est inclus dans le but d'aider les utilisateurs à juger de la qualité des estimations. En utilisant l'estimation et l'écart type (dérivés du coefficient de variation), il est possible de construire un intervalle de confiance pour cerner la valeur inconnue qu'un recensement aurait produite. Par exemple, dans un cas où l'estimation du nombre de salariés est 1 000 et le coefficient de variation est 2.0 %, l'écart type est de 20 (2 % de 1 000); nous pouvons dire que 95 fois sur 100 un recensement aurait produit une valeur entre 960 et 1 040 (deux fois l'écart type en dessous et au-dessus de l'estimation).

Les utilisateurs devraient être prudents lorsque l'écart type est élevé ou lorsque le coefficient de variation varie beaucoup d'une enquête à l'autre. C'est la principale indication que l'échantillon est instable et que les variations annuelles des estimations doivent être interprétées avec réserve.

Lettre et signification	Coefficient de variation
A Excellent	0 % à 5 %
B Très bon	5 % à 10 %
C Bon	10 % à 15 %
D Acceptable	15 % à 25 %
E à utiliser avec prudence	25 % à 50 %
F trop peu fiable pour être publié	50 % et plus

Activités d'amont. Les dépenses liées aux activités d'amont comprennent les coûts associés à la mise en valeur, à la production, à l'extraction et à la récupération de pétrole brut, de gaz naturel, de liquides de gaz naturel et de soufre, ainsi qu'à la production de pétrole synthétique.

Activités d'aval. Opérations pétrochimiques et raffinage, mise en marché et transport des produits pétrochimiques.

Cas aberrant. Établissement ayant déclaré des dépenses qui jurent dans l'ensemble de la cellule (strate provinciale de la classe du SCIAN) à laquelle il appartient. Les établissements déclarés aberrants ne sont représentatifs d'aucun autre établissement de la cellule ou du secteur et n'entrent donc pas dans le calcul des estimations.

Dépenses d'administration et frais généraux à la mine. Dépenses visant, par exemple, la location de bureaux et les frais auxiliaires connexes, les frais de secrétariat, les frais divers de transport et de logement, les fournitures et équipements généraux, les dépenses liées aux véhicules (entretien et réparation), l'entreposage, les communications par radio et télévision, les cuisiniers, les gardiens, les concierges et la surveillance générale.

Dépenses d'exploration de nature générale. Dépenses consacrées à toutes les activités principales et auxiliaires liées à la recherche et à la délimitation des gisements miniers d'une propriété lorsqu'il n'y a aucune production en cours. Comprend les dépenses consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain, les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social.

Dépenses du siège social. Fraction des dépenses totales du siège social attribuable aux travaux d'exploration ou d'exploitation dans la province en cause. Comprend la rémunération et les avantages sociaux des travailleurs, les frais généraux de bureau, les honoraires d'avocat et tous les autres frais non déclarés comme dépenses liées aux terrains, comme frais de location à bail et dépenses foncières ou comme frais d'administration.

Dépenses en travaux de géologie et de géophysique. Frais liés aux équipes sismiques mises sur pied par l'entreprise ou par un sous-traitant. Comprend les dépenses liées au campement, au terrassement, au déblaiement, aux équipes volantes, à la sismographie, aux sismo-sondages, à la gravimétrie, à la magnétométrie, au carottage, au traitement numérique photogéologique, au rejeu (playback) magnétique, aux contributions des fonds de puits, aux études de répercussions environnementales et aux autres activités similaires précédant l'exploration. Toutes les dépenses de travaux de sismographie, de géologie ou de géophysique rentrent dans cette catégorie, qu'elles soient considérées par la compagnie comme des dépenses d'exploration ou d'exploitation.

Dépenses liées aux terrains. Dépenses d'exploration aérienne et souterraine ou d'exploration en surface, notamment les frais liés au jalonnement, aux levés aériens, à l'évaluation et au forage au diamant ainsi qu'aux travaux de géologie, de géophysique et de géochimie, aux tranchées, aux autres travaux de surface, aux puits d'exploration et aux autres travaux d'exploration souterraine.

Exploration à l'emplacement de la mine. Ensemble des activités principales et auxiliaires liées à la recherche et à la délimitation d'un gisement minier supplémentaire (mine distincte) sur une propriété en cours de production ou destinée à la production. Les dépenses incluses dans ce poste comprennent les sommes consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain (remontées, ventilation), les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social.

Pour les travaux de mise en valeur comme pour l'exploration à l'emplacement de la mine, les dépenses liées aux terrains qui sont présentées sont celles qui sont uniquement attribuables aux travaux physiques et aux levés. Les autres dépenses connexes liées aux terrains, comme les frais d'administration, les frais généraux et les loyers imputés, peuvent être dérivées par élimination.

Forage d'exploitation ou forage de développement. Les dépenses en forage d'exploitation sont déclarées en montants bruts, qu'elles soient immobilisées ou passées en charges, avant déduction des subventions d'encouragement; elles comprennent les dépenses consacrées à des travaux de forage dans un secteur reconnu comme contenant des gisements de pétrole ou de gaz, jusqu'à la profondeur d'un horizon stratigraphique reconnu comme pouvant permettre l'extraction des réserves de pétrole ou de gaz. Le coût des puits secs, y compris le tubage et les autres matériaux et équipements laissés sur place, les puits productifs, y compris les puits obturés, et les puits dont la mise en valeur n'est pas terminée à la fin de l'exercice sont aussi inclus. Les coûts engagés pour combattre l'explosion d'un puits et les frais liés aux emballages et au remplacement de l'équipement endommagé sont aussi inclus.

Forage d'exploration. Les dépenses en forage d'exploration sont déclarées en montants bruts, qu'elles soient immobilisées ou passées en charges, avant déduction des subventions d'encouragement; elles comprennent les dépenses consacrées à des travaux de forage hors d'un secteur reconnu, ou à l'intérieur d'un secteur reconnu mais à un horizon n'ayant pas encore fait l'objet d'un essai, afin de vérifier la présence de gisements de pétrole ou de gaz plutôt que pour exploiter des réserves reconnues découvertes lors de forages antérieurs. Cela inclus le coût des puits secs, y compris le tubage et les autres matériaux et équipements laissés sur place, les puits productifs, y compris les puits obturés, et les puits dont la mise en valeur n'est pas terminée à la fin de l'exercice. Les coûts engagés pour combattre l'explosion d'un puits et les frais liés aux emballements et au remplacement de l'équipement endommagé sont aussi inclus.

Frais de location à bail et autres dépenses foncières. Frais de jalonnement et d'enregistrement, loyers et frais de demande et de renouvellement de licence et de bail, coût des permis, frais juridiques liés aux terrains ou aux titres, coût des travaux d'évaluation et frais liés aux obligations environnementales.

Immobilisations assistées par ordinateur. Appareils pouvant être programmés pour des fonctions très diverses et aptes, jusqu'à un certain point, à régler leurs actions sur des changements se produisant dans leur environnement physique. Cela comprend les robots, les machines-outils à commande numérique et les machines informatisées individuelles.

Installations connexes. Équipements d'automobile, d'avion, de communication, d'entrepôt, de quai, de bureau et autres non déclarés ailleurs.

Installations de production. Puits corporels et équipement loué, notamment le tubage, la colonne de production, les têtes de puits, les pompes, les conduites d'écoulement, les réseaux de collecte du pétrole et du gaz, les séparateurs, les purificateurs, les déshydrateurs et les batteries de citerne louées et centralisées. Comprend aussi les pipelines de collecte, les batteries et les installations connexes utilisées avant la livraison aux terminaux des pipelines principaux, et d'autres installations de production. Les frais liés aux installations de production comprennent aussi les coûts associés aux biens incorporels, tels que les coûts d'études de pré-production et les dépenses considérées comme préalables à la mise en valeur.

Mise en valeur à l'emplacement de la mine. Ensemble des travaux effectués pour délimiter et découper un gisement de minerai, pour aménager un accès et pour le préparer à la production sur une propriété en cours de production ou destinée à la production (forage et excavations destinées à accroître le gisement reconnu d'une mine en production). Les dépenses incluses dans ce poste comprennent les sommes consacrées aux travaux physiques et aux levés sur le terrain, les frais de location à bail et autres dépenses foncières, les frais d'administration, les frais généraux et les dépenses du siège social. Les dépenses pour travaux physiques sont les frais liés au décapage, au coupage de lignes, aux puits, aux travers bancs, aux galeries, aux rampes, au forage au diamant et à divers services comme les remontées et la ventilation.

Ouvrages. Les frais liés aux ouvrages comprennent les dépenses visant la construction et l'acquisition de bâtiments neufs et d'autres ouvrages en surface ainsi que des ouvrages souterrains qui ne sont pas inclus dans les dépenses de mise en valeur. Cela comprend la construction de bâtiments et les travaux de génie tels que la construction de routes, les systèmes d'élimination et les constructions maritimes. Les frais immobilisés tels que les honoraires d'ingénieurs, de notaires, d'avocats et d'architectes, ainsi que la valeur des immobilisations mises en place par la propre main-d'oeuvre des entreprises sont inclus dans ce poste. Le prix d'achat du terrain et le coût des logements résidentiels en sont exclus.

Projets de récupération assistée. Les dépenses consacrées aux projets de récupération assistée comprennent uniquement les frais liés à des installations faisant partie de projets tertiaires et faisant appel à l'injection de vapeur et à l'injection de fluides miscibles. Comprend les coûts du forage et de l'équipement des puits d'injection et des puits de service.

Propriété en cours de production ou destinée à la production. Propriété répondant essentiellement aux critères suivants : i) l'entreprise a effectué une étude de faisabilité et a décidé officiellement d'entreprendre la production; ii) l'entreprise dispose des fonds nécessaires ou a pris des arrangements à cet égard, iii) la province ou le territoire a donné son autorisation (s'il y a lieu) et iv) des pièces majeures de matériel de production ont été achetées.

Secteur non classique. Ensemble des activités menées dans les régions de Cold Lake, Peace River, Athabasca, Wabasca et Lindbergh. Les produits dérivés de ces opérations sont soit du bitume brut, soit du bitume transformé en pétrole synthétique dans des usines de pétrole synthétique.

Travaux physiques et levés. Exploration aérienne et souterraine et exploration de surface. Comprend le forage au diamant, les travaux de géologie, de géochimie et de géophysique, les tranchées, le décapage, le coupage de lignes et les autres travaux de surface, les puits d'exploration et les autres travaux souterrains, ainsi que le salaire du personnel sur le terrain et le coût des travaux impartis à des sous-traitants.

Usines de traitement du gaz naturel. Ce poste comprend la valeur immobilisée des usines, y compris les ouvrages et le matériel de mesure et de régulation et les équipements connexes.

Appendice II

Références

- Cholette, P.A. (1984). L'ajustement des séries infra-annuelles aux repères annuels. **Technique d'enquête**, vol 10. No. 1, 39-53.
- Corneau, L. (1995). Spécifications des règles de vérification dans le cadre de l'enquête sur les dépenses en immobilisations. Document interne de Statistique Canada, décembre 1995.
- Cuthill, I. (1996). The Statistics Canada Business Register. Document interne de Statistique Canada, 1996.
- Estevao, V. (1991). Generalized Estimation System, Methodology Review. Document interne de Statistique Canada, septembre 1991.
- Hidiroglou, M.A. (1986). The Construction of a Self-representing Stratum of Large Units in Survey Design. *The American Statistician*, 40, 27-31.
- Hidiroglou, M.A. et Berthelot, J.-M. (1986). Contrôle statistique et imputation dans les enquêtes-entreprises périodiques. *Techniques d'enquêtes* 12, 79-89.
- Lacroix, J. (1991). Capital and Repair Expenditures - Surveys Overview. Document interne de Statistique Canada, janvier 1991.
- Latouche, M. (1988). Détermination, allocation et sélection de l'échantillon. Cahier de travail BSMD-88-021 de Statistique Canada, mai 1988.
- Pandher G.H. (1995). Population asymétrique : construction optimale de groupes "à tirage complet" et "échantillons", avec application au remaniement de l'enquête sur les finances des administrations locales. Cahier de travail SSMD-95-001 de Statistique Canada, mars 1995.
- Simard, Girard, Parent, Smith (2001). Sampling Designs for the Unified Enterprise Surveys – The Early Years. Document interne de Statistique Canada, Mars 2001